

# LE MONDE

## diplomatique

28 pages - 7 F  
Algérie : 6,00 DA    Maroc : 6,00 dir.  
Canada : 2,75 \$    Angleterre : 70 p.  
Espagne : 125 p.    Suisse : 3 P.S.  
Italie : 100 lire    Suède : 400 CFA  
Abonnements : voir tarif page 18.

Publication mensuelle  
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

Le Vietnam  
exsangue

(Pages 15 à 18.)

## Tiraillements

Par CLAUDE JULIEN

LES liens qui unissent l'Europe occidentale aux Etats-Unis restent entiers, et pourtant les notes discordantes deviennent de plus en plus évidentes. Tout subsiste d'une « communauté d'intérêts » sur laquelle se fonde l'alliance, mais en même temps se multiplient les signes de divergences sur les moyens ainsi que les objectifs, comme le montrent notamment les crises d'Iran et d'Afghanistan. Et Washington d'en prendre ombre.

Les accents de « guerre froide » qui ont permis à l'opinion américaine de se regrouper autour de son président contrastent avec le soul des Européens de ménager l'avenir de la « détente » en proposant aux Soviétiques les perspectives d'une issue honorable. Cette « détente », les Américains, s'ils n'en étaient pas les initiateurs, en avaient pourtant fait leur affaire en engageant avec Moscou, sur le plan stratégique comme dans le domaine commercial, un dialogue direct qui pouvait parfois inquiéter les Européens, troublés par cette esquisse d'une « double hégémonie ». Or, voici que, en demandant aux Soviétiques d'évacuer l'Afghanistan, Washington brandit le menace, prend des mesures de représailles, parle même d'« ultimatum », tandis que les Européens, sceptiques quant à l'efficacité d'une telle politique, explorent les voies de compromis acceptables sans pour autant transiger sur les principes.

Et, en France même, un chef d'Etat soupçonné de complaisances atlantistes s'efforce de sauvegarder la « détente » avec l'Est pendant que les héritiers du gaullisme retrouvent paradoxalement des intentions qui ne peuvent que favoriser la cristallisation des blocs.

CE double chassé-croisé est à la vérité moins surprenant qu'il n'y paraît à première vue. Il trouve ses racines profondes dans l'incroyable confusion qui entoure deux domaines — le politique et l'économique — distincts mais, bien entendu, inséparables. Dans leurs relations avec l'U.R.S.S., les Etats-Unis ont recherché une « détente » politique tout en poursuivant deux objectifs économiques contradictoires : lui livrer des équipements industriels et des produits agricoles, ce qui servait les intérêts du vendeur aussi bien que l'acheteur, — mais abaisser la charge que la course aux armements fait peser sur l'appareil soviétique de production, en proie aux plus grandes difficultés. Dans leurs relations avec l'Europe de l'Ouest, les Etats-Unis n'ont pas manifesté une plus grande cohérence : ils réclament la plus entière solidarité politique alors que la guerre commerciale bat son plein.

La communauté des démocraties libérales est ainsi soumise aux tiraillements d'un système économique fondé sur une compétition assez implacable. Depuis l'effondrement du système monétaire international et la crise énergétique, les craquements se multiplient : la C.E.E. en a fait la rude expérience avec sa politique agricole et son tarif douanier, où les Etats-Unis ont ouvert de sérieuses brèches, avec maintenant les tentations protectionnistes qui touchent des secteurs aussi vitaux que l'acier ou les fibres synthétiques, depuis l'automobile.

LA solidarité occidentale peut-elle surmonter de telles rivalités ? Pour y parvenir, il faudrait d'abord admettre qu'en l'occurrence de véritables conflits de situation sont plus déterminants que la bonne ou mauvaise volonté des gouvernements. Conflits de situation car, dans la plupart des domaines qui commandent l'avenir, les alliés doivent affronter des problèmes que rien ne permet de comparer : les Etats-Unis possèdent le pétrole et des minéraux qui font défaut à l'Europe, leur poids est prédominant en matière stratégique, technologique, bancaire, etc. Aucune incontinence, aucune exhortation, aucune menace n'effacera ces disparités.

Le gouvernement de Washington peut-il en convenir et reconnaître que ce qui est bon pour l'économie américaine ne l'est pas nécessairement pour ses partenaires européens ? L'Europe, de son côté, croit-elle trouver sa raison d'être politique dans un rôle d'honnête courtier entre les deux super-puissances ? Ou bien sera-t-elle capable de comprendre que sa relative autonomie restera fort limitée aussi longtemps qu'elle persévéra dans une logique de développement économique qui la maintient inexorablement dans la dépendance de la plus grande puissance capitaliste ?

## LA TENSION AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE

## Efficacité et limites de l'arme céréalière

Par SÉLIM TURQUIÉ

L'UTILISATION, pour la première fois avec autant d'efficacité, de l'arme alimentaire — dénommée par les Etats-Unis « détente » — a été mise en œuvre. L'Union soviétique sera, dans une large mesure, effectivement privée de céréales. Mais l'embargo partiel décidé le 4 janvier par le président Carter n'aura pas de conséquences catastrophiques. A lui seul, il ne suffit ni à affamer le peuple soviétique ni à contraindre l'U.R.S.S. à retirer ses troupes d'Afghanistan.

La mesure américaine ne concerne pas les 8 millions de tonnes de céréales fournies à Moscou chaque année depuis 1975. Pour la campagne 1979-1980, l'Union soviétique était autorisée à acheter 25 millions de tonnes aux Etats-Unis. Mais sur les 17 millions de tonnes qui restent — et qui sont tombées sous le coup de l'embargo, — elle n'avait signé de contrats que pour 13,2 millions de tonnes. Depuis deux mois, c'est donc précisément ce déficit céréalière qu'elle essaye de combler dans la mesure du possible en s'adressant à d'autres fournisseurs. Les acheteurs soviétiques ont lancé des offres très alléchantes : ils ont été jusqu'à proposer 205 dollars (FOB) pour la tonne de marchandise estimée, en conditions normales, entre 185 et 190 dollars. Mais ils se sont aussitôt heurtés à un double problème : d'une part, les surplus disponibles sur le

marché mondial ne peuvent couvrir le déficit ; de l'autre, les Etats-Unis sont suffisamment dominants pour imposer aux autres pays producteurs, à une ou deux exceptions près, de respecter l'embargo. A eux seuls, les Etats-Unis réalisent en effet la moitié du commerce mondial de blé et les deux tiers de celui des céréales fourragères.

A la réunion des pays exportateurs convoquée le 12 janvier à Washington, la Communauté européenne s'est donc engagée à ne pas profiter de la situation en vendant à Moscou ses excédents. Il ne s'agit, en fait, que de céréales françaises. Paris exporte en effet un peu plus de 13 millions de tonnes de blé et d'orge, dont près de 8 à l'intérieur de la Communauté. Comme de toute façon ces exportations n'étaient pas destinées à l'Union soviétique, la C.E.E. s'est bornée à maintenir ses livraisons à ses clients traditionnels, notamment autour du bassin méditerranéen. Or, sur ce dernier marché, les Etats-Unis vendent aussi des céréales. La crainte des responsables européens — et tout particulièrement français — a donc été que ces ventes ne s'amplifient grâce aux stocks considérables primiti-

vement destinés à l'Union soviétique. Un appel d'offre marocain a, par exemple, été récemment saisi par 80 000 tonnes par du blé américain et pour 120 000 tonnes par du blé européen.

Le deuxième souci des dirigeants de la Communauté a été de ne pas perturber les arrangements commerciaux multilatéraux passés avec les Etats-Unis. Il a déjà fallu du temps pour que Washington admette que la C.E.E. était autosuffisante en céréales. Il en a fallu encore pour accepter qu'elle soit exportatrice nette de façon permanente, ce qui n'était pas le cas il y a deux ou trois ans. C'est seulement en juillet dernier, au terme du « Tokyo round », que les Etats-Unis ont reconnu — mais par le moyen d'une simple lettre — cette réalité nouvelle. Les dirigeants européens se sont donc gardés de prendre une initiative qui, sans parler de ses connotations politiques, aurait pu être interprétée comme un geste de guerre commerciale ou de concurrence déloyale. Il ne fallait pas compromettre un acquis encore précaire. Les responsables français, qui s'attendent à une multiplication par deux ou par trois de la demande mondiale dans les prochaines années, agissent donc avec prudence.

(Lire la suite page 4.)

## Incertitudes politiques, disparités économiques

## L'ALERTE TUNISIENNE

Plus d'un mois après que la ville de Gafsa ait été investie, dans la nuit du 26 au 27 janvier 1980, par un commando se réclamant de la Résistance armée tunisienne (R.A.T.), par la suite baptisée Comité révolutionnaire général pour la libération de la Tunisie (C.R.G.L.T.), l'affaire est loin d'être close. Les armes se sont tuées mais, dans le Sud tunisien, l'heure est à l'inquisition. Le 13 février, à l'Assemblée nationale, plusieurs députés ont réclamé la peine capitale pour la cinquantaine d'insurgés faits prisonniers. La thèse officielle tunisienne, qui réduit l'événement à l'entreprise d'une « horde de mercenaires » entièrement manipulés par la Libye et bénéficiant de discrètes mais efficaces complicités en Algérie, s'est pourtant vite résumée en une courte phrase : Deux ans exactement après la sanglante répression

du « jeudi noir » 26 janvier 1978, à la suite de la grève générale déclenchée par la centrale syndicale U.G.T.T., les événements de Gafsa constituent en vérité la seconde et grave alerte, dans des situations qui demeurent nullement assimilables, d'un après-bourgeoisisme qui n'en finit pas de commencer... Mais, cette fois-ci, l'affaire a pris, avec les signes de regain de la « guerre froide », une inquiétante dimension internationale. Avec la démonstration navale française, les concours militaires du roi du Maroc et, surtout, de Washington, décidant d'accélérer et d'accroître les livraisons d'armes à l'armée tunisienne, puis la ferme mise en garde soviétique et la guerre des ondes entre Tunis et Tripoli, un nouveau foyer de tension s'installe dans le Sud-Est maghrébin et en Méditerranée occidentale.

Par KHEMAIS CHAMARI \*

concentration le long de la frontière sud-ouest de trois bataillons de chars de l'armée libyenne.

Jusqu'au 3 février, Gafsa est en état de siège. La ville est passée au peigne fin et les suspects appréhendés des dizaines. Les palmiers et les collines avoisinantes sont ratissées et les journalistes dépêchés en Tunisie signaleront, durant plusieurs jours, l'existence de poches de résistance.

Après un réel affolement, alors que les émissions envoyées instantanément auprès de Paris et de Washington s'étaient montrées alarmistes et pressantes, le gouvernement tunisien finit par livrer son bilan et son interprétation du « coup de Gafsa » — 16 morts et 16 blessés parmi la population civile, 2 morts et 1 blessé dans

les rangs de la police, 1 blessé parmi les agents de la garde nationale, 20 morts et 90 blessés dans les rangs de l'armée, 4 tués, 3 blessés et 23 prisonniers parmi les assaillants. Selon la thèse officielle, avancée par le ministre de l'Intérieur, les membres du commando, tous recrutés et entraînés en Libye, auraient traversé la frontière tuniso-libyenne à la hauteur de Bir-Om-Al-Beriana, après avoir couronné les confins algériens libyens. Ils auraient eu pour objectif de s'emparer des centres militaires et des postes de sécurité de Gafsa avant d'encercler la ville et d'appeler ensuite des renforts d'un Etat étranger (la Libye), qui aurait été disposé à lui fournir des armes et des munitions, voire des avions ! Et le premier ministre de s'enchaîner en affirmant que « les agresseurs entendaient s'ériger en région autonome et demander l'appui de l'extérieur ».

## Quelles complicités étrangères ?

APRES avoir tenté de minimiser l'opération, les enquêteurs chargés ainsi brutalement de registre et font état de la découverte d'impressionnantes caches d'armes dissimulées à travers le sud-est et le centre-est du pays. Par la Libye, les convoyeurs de ces armes auraient emprunté, via un grand détour par l'est et le transit par l'Algérie, la piste utilisée par les convois du Front Polisario.

L'Algérie, mise en cause dès le premier commentaire officiel, réagit vivement en faisant état de « sa stupéfaction et de ses regrets ». Cela suffira à apaiser le gouvernement tunisien qui, ne faisant en revanche aucun cas de la mise au point du secrétaire libyen aux affaires étrangères contestant l'authenticité des pièces à conviction produites, concentre son tir sur la Jamahiriya (rassemblement populaire libyen). La propagande outrancière de Radio-Tripoli lui facilite singulièrement la tâche.

La ferme réaction des autorités officielles algériennes à l'appui militaire français (particulièrement les discours prononcés par le président

Ghadi Ben Jeddà à Constantine) et l'information de source officielle tunisienne du passage, via Rome et l'aéroport d'Alger, puis par car vers Tebessa, de vingt-huit membres du commando de Gafsa, provoqueront pourtant un nouveau raidissement et la relance, de façon contrôlée mais insistante, des accusations contre l'Algérie.

(Lire la suite page 19.)

## Dans ce numéro :

● L'exceptionnel héritage de Tito

(Page 3.)

● Surenchères discordantes au Caire et à Jérusalem

(Page 5.)

● Droits de l'homme et réforme agraire au Pérou

(Pages 9 à 11.)

politique  
internationale

découvrez le n°6  
en page 3

Février 1980

de l'Union soviétique



## Quand les conflits entre groupes ethniques font le jeu des intérêts économiques dans une grande ville américaine

**L**a campagne électorale qui, en novembre dernier, a abouti, dans la grande ville industrielle de Cleveland (Ohio), à la défaite du plus jeune maire des Etats-Unis — M. Dennis Kucinich, un « populiste » — combat de trente-deux ans — a mis en relief les problèmes complexes qui caractérisent la vie urbaine dans ce pays où les conflits et les affrontements entre les groupes ethniques dominent souvent les combats politiques et sociaux entre les possédants et les autres.

La ville de Cleveland — située sur les Grands Lacs qui la relient à une grande partie des Etats-Unis, et même à l'Europe via le canal de Saint-Laurent et l'Atlantique — est un centre économique majeur, le siège d'une dizaine des plus puissantes entreprises industrielles ou commerciales du pays. Son million d'habitants comprend de nombreux groupes originaires d'Europe orientale et méridionale (Slaves, Hongrois, Italiens, etc.), désignés couramment, aujourd'hui, sous l'étiquette commune d'*Ethnics*.

Ajouté que la crise fiscale fait des ravages dans toutes les grandes villes, Cleveland est devenue l'arène d'une lutte politique particulièrement âpre. Le jeune maire Kucinich, qui se qualifie lui-même de « populiste urbain », avait, en effet, pris le risque de s'opposer, sur toute la ligne, à l'emprise des puissantes entreprises privées sur la vie quotidienne de la ville. En particulier, il s'est attiré les foudres des hommes d'affaires par son refus obstiné de céder aux pressions d'une dynamique, composée de jeunes militants issus comme lui des quartiers populaires. C'était peut-être un des aspects les plus positifs de son

A la veille des élections municipales de 1977, le projet d'achat était sur le point d'aboutir, mais la victoire du jeune populiste, fils d'un camionneur croate, avait créé une nouvelle situation renversant le rapport de force politique. M. Kucinich avait déclaré, avant même d'être élu, que l'élimination de la société municipale au profit des intérêts privés signifierait la fin de toute concurrence, laissant le champ libre à la hausse des tarifs de l'électricité.

Ses adversaires — et ils étaient nombreux dans cette ville où les industriels et les financiers constituent une élite particulièrement puissante — ne répugnaient pas. La presse — surtout le *Plain Dealer*, lié à une grande chaîne de journaux dont le siège est à New-York — se déchaîna contre lui : « charlatan politique », « déma-

gogue sans scrupules », « imposteur », — tels étaient les termes habituellement employés dans la guerre psychologique orchestrée contre le nouveau maire.

Le style « populiste » de M. Kucinich, qui continuait de vivre dans le quartier populaire où il est né, fréquentait ces clubs, participait à

# Echec au « populisme urbain » à Cleveland

Par SCHOFIELD CORYELL

ses fêtes, écoutait attentivement les gens dans la rue ou au marché, lui avait pourtant gagné la sympathie et le soutien de la majorité des *Ethnics* qui constituent l'essentiel de la classe ouvrière blanche. Il donnait l'impression de partager sincèrement leurs soucis ainsi que leur ressentiment profond à l'égard de la classe dirigeante, dont les membres vivent dans la grande banlieue de Cleveland et ne connaissent de la ville qu'à travers les bureaux luxueux des gratte-ciel modernes du quartier des affaires.

Ce politicien de style nouveau s'appuyait surtout sur un appareil dynamique, composé de jeunes militants issus comme lui des quartiers populaires. C'était peut-être un des aspects les plus positifs de son

## Contre les « privilèges exorbitants »

**P**ARALLELEMENT au rétroclassement progressif de l'assiette de l'impôt direct qui en résulte, la ville doit supporter un accroissement sensible des charges. L'arrivée massive des Noirs du Sud profond et de « petits Blancs », mineurs des Appalaches réduits au chômage, a gonflé le nombre des travailleurs sans emploi en pleine période de récession. La municipalité n'avait jamais hérité, auparavant, à faire appel aux banques, comme la puissante Cleveland Trust Company, pour les emprunts indispensables au fonctionnement quotidien de ses services. En contrepartie, les administrations successives coopéraient étroitement avec les grandes entreprises industrielles et commerciales, leur accordant régulièrement, par exemple, des abattements fiscaux.

L'arrivée à l'hôtel de ville de M. Kucinich devait changer ce cli-

mat d'harmonie du jour au lendemain. Le nouveau maire refusa de perpétuer ce système de privilèges fiscaux, insistant sur la justice sociale et la nécessité de faire supporter au monde des affaires une proportion raisonnable des charges. « Je ne suis pas contre les hommes d'affaires, déclarait-il, mais je suis opposé aux privilèges exorbitants dont ils jouissent. »

Ce fut, finalement, son refus obstiné de vendre à l'entreprise privée Illuminating Company la centrale électrique municipale qui provoqua la démission de son. M. Brock Ward, président de la Cleveland Trust et membre du conseil d'administration de la société privée d'électricité, adressa, vers la fin de 1978, un véritable ultimatum à M. Kucinich : vendez « Munny Light » à l'Illuminating Company, sinon la banque refusera de renouveler les

crédits dont la ville a besoin. M. Kucinich tint bon, mais Cleveland connut en conséquence la triste distinction d'être la première ville des Etats-Unis à être officiellement déclarée en faillite.

Quelques semaines plus tard, M. Kucinich fit directement appel à l'opinion publique. Il demanda par

référéndum l'accord de l'électorat sur les deux questions suivantes : le refus de vente de « Munny Light » et l'augmentation de 50 % des impôts locaux afin d'obtenir l'argent indispensable pour les besoins urgents de la ville. Les citoyens votèrent : oui — à une écrasante majorité. Cela se passait en février 1979. Les hommes d'affaires, la presse, les organismes de propagande, telle la puissante Greater Cleveland Growth Association (la

## Le poids du racisme anti-Noirs

**P**OURQUOI la « populiste » Kucinich n'a-t-il pas réussi à gagner les voix de la section la plus durement exploitée de l'électorat, la plus touchée par ces fléaux de la vie urbaine que sont le chômage, le surpeuplement, l'insalubrité et la dégradation des logements, etc. ? C'est un fait qu'il s'était appuyé surtout sur la classe ouvrière blanche, composée principalement d'*Ethnics* qui se caractérisent par un chauvinisme outrancier (Américains de la seconde génération, leurs parents ont fui le désespoir ou la misère du « vieux pays ») et par un racisme qui se nourrit de l'insécurité économique et de la crainte de la concurrence sur le marché du travail.

« Opportuniste de gauche », par excellence, M. Kucinich n'a jamais osé s'opposer de front au racisme souvent exacerbé de ses partisans blancs dans cette ville où les affrontements raciaux des années 60 avaient été particulièrement durs. Au contraire, il était allé jusqu'à flatter leurs préjugés en acceptant, par exemple, le soutien bruyant d'une organisation de citoyens blancs opposés au *busing* (transport en autobus des enfants blancs

chambre de commerce de la ville), dénonçant alors une campagne virulente visant à la défaite du jeune populiste aux élections de novembre.

C'est ce qui se produisit effectivement. Le maire fut largement battu par un candidat tout aussi *Ethnic* que lui, M. Volnovich, d'origine slovaque, jusqu'alors gouverneur adjoint de l'Etat de l'Ohio et membre influent du parti républicain, pourtant très minoritaire à Cleveland, bastion traditionnel du parti démocrate. Etroitement lié au monde des affaires, M. Volnovich avait axé toute sa campagne sur l'« incompétence », le style « arrogant » et l'attitude « *antibusiness* » du maire, prenant pourtant soin pour mieux brouiller les cartes et priver son adversaire d'un argument de poids — de ne pas se prononcer pour la vente de « Munny Light ».

M. Kucinich n'avait pas seulement cherché à séduire les hommes d'affaires, mais aussi la bureaucratie locale de la grande centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. (seul le puissant Syndicat des travailleurs de l'automobile soutenait son action), l'appareil du parti démocrate et, surtout, une grande partie de la communauté noire. Cette communauté constitue 40 % au moins de la population totale de Cleveland, qui avait été la première grande ville à élire un maire noir, il y a dix ans.

vers des écoles des quartiers noirs, et vice versa, pour diminuer la ségrégation scolaire). Vers la fin de sa campagne électorale, le maire s'efforça tout de même — mais trop tard — de gagner les bonnes grâces de la communauté noire en multipliant les promesses à son égard. Cela ne lui valut sans doute que de perdre une partie des voix des *Ethnics* sans lui faire nécessairement gagner celles des Noirs.

L'avortement de cette première expérience de « populisme urbain » ne fait que souligner la nécessité d'un nouveau mouvement dans les grandes centres urbains des Etats-Unis, qui serait fondé sur une coalition réelle, et sans exclusive, des classes et *Ethnics* défavorisés face à l'emprise jusqu'ici inébranlable du groupe restreint, essentiellement blanc, anglo-saxon et protestant (WASP), qui défend le quasi-monopole du pouvoir économique et politique dans le pays.

(1) Voir l'article de Thierry Nozelle et « La crise fiscale des grandes villes américaines » dans *Le Monde diplomatique* d'août 1979.

## Dans les revues...

**LE POLITIQUE INTERNATIONAL** présente, en tête de son sommaire, un entretien avec M. François Ponsot qui s'emploie à expliquer l'action diplomatique de la France et rejette l'expression « puissance mondiale » appliquée à ce pays. Il note au passage les bienfaits d'Helmut Kohl, qui, dit-il, distingue dans encore récemment qu'il voyait, lui, un nouveau Munich. Hélène Carrère d'Encausse, pour sa part, commente le coup de Kadhafi. Pour rester dans le thème, on trouvera aussi des études, l'une politique, l'autre économique, sur l'Iran. (N° 6, hiver 1978-1979, trimestre, 50 F., 4, rue Cambon, 75008 Paris.)

**L'ETAT** encore, le Proche-Orient, l'Islam, avec le dernier cahier d'ESPÉRANTO. Il nous est proposé des « lectures du khoménisme » et des éléments et thèmes de réflexion pour une « compréhension des mouvements islamiques ». Les surprises, perspectives et prudentes de l'Occident et de la France en 1979 sont analysées à travers la presse. (N° 27, janvier, mensuel, 25 F., 19, rue Jacob, 75006 Paris.)

**LA DIVERSITÉ** de l'Islam, de ses vingt-cinq Etats, de ses populations et de ses doctrines apparaît dans ce numéro de **POLYVOIES** entièrement consacré aux « régimes islamiques et à la collaboration d'émigrants orientaux » comme Vincent Monteil, Pierre Rodot, Maxime Rodinson ou Olivier Carré. (N° 1, premier trimestre 1980, trimestre, abonnement annuel : 160 F., PUF, Paris.)

**LES PROBLÈMES** stratégiques, la défense de l'Europe et la politique française sont les grands thèmes du troisième numéro de **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** dans sa nouvelle version. Avec, en contrepoint, un précieux dossier de documentation où l'on trouvera le texte intégral en français des accords SALT II et de leurs annexes, ainsi qu'un glossaire aux équivalences des termes en anglais. (N° 3, décembre, mensuel, 40 F., 6, rue de Valenciennes, 75014 Paris.)

**« Les muscles et le cerveau »** : sous ce titre, Stanley Hoffmann critique, dans **FOREIGN POLICY**, l'actuelle politique étrangère américaine, trop exclusivement inspirée, selon lui, de considérations militaires-stratégiques. « Aux leçons du Vietnam, dit-il, il nous faut maintenant ajouter celles de l'Iran » — et cela à propos de l'Europe. Dans le même numéro, Nahum Goldmann plaide pour une neutralité d'Israël, et Marc Hebrer dénonce la « fausse autonomie » proposée aux Palestiniens. (N° 37, hiver 1979, trimestre, 3 dollars, P.O. Box 194, Farmingdale, N.Y. 11737.)

**El Membre** du Congrès américain, Stephen J. Solari explique dans **FOREIGN AFFAIRS** en quoi il s'oppose à la décision du président Carter de rendre des armes

offensives au Maroc. Une politique jugée contraire « aux idéaux et aux intérêts » de l'Amérique. George W. Ball se soucie, lui aussi, des intérêts de l'Amérique, mais à propos de l'évolution du conflit du Soudan-Grèce, et applique à ce conflit de relations avec Israël. Claudia Wright, quant à elle, distingue dans l'Arabie saoudienne une puissance régionale. (Vol. 28, n° 2, hiver 1978-1979, trimestre, 3 dollars, 38 East 68th Street, New-York N.Y. 10021.)

**J.-P. GOMANE** étudie, dans **DEFENSE NATIONALE**, la nature et le rôle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) dans la crise asiatique. D'autre part, M. Thai Quang Trung s'interroge sur la place du Vietnam dans les rapports sino-soviétiques et sur les chances d'indépendance réelle. (Trimestrielle année, février, mensuel, 20 F., 1, place Joffre, 75009 Paris.)

**DANS** **CROISSANCE DES JEUNES NATIONS**, Philippe Deltierre envisage l'avenir du Sud-Est asiatique, susceptible de devenir un « dominion chinois » grâce au rapprochement sino-américain. Il souligne à ce sujet le rôle des communautés chinoises dispersées dans la région. (N° 214, février, mensuel, 9 F., 163, boulevard Malesherbes, 75009 Paris Cedex 17.)

**LA QUESTION** des Chinois d'outre-mer est aussi abordée par Denise Bely, dans la dernière livraison d'**ANTHROPOLOGIE ET SOCIÉTÉ**, entièrement consacrée à l'Asie. A signaler parmi des études historiques sur l'Inde, le Japon ou la Chine, un article de Louis-Jacques Dorra sur le rôle des langues nationales et étrangères dans la lutte des classes au Vietnam, dans un passé lointain et récent. (Volume 3, numéro 3, automne 1979, trois numéros par an, 25 F., C/o Jean Copans, Centre d'études africaines, 64, boulevard Raspail, 75006 Paris.)

**LE MARCHÉ** REPORTS publie, sous la plume d'Alan Richards, une analyse de l'évolution de l'agriculture égyptienne de la première phase de l'intégration au capitalisme international au dix-neuvième siècle, jusqu'à l'« ouverture » économique du président Sadate. Au-delà des crises et des réformes et comme ailleurs, les cours quasiement insupportables. (N° 84, janvier, mensuel, 1,50 dollar, P.O. Box 3122, Washington, D.C. 20014.)

**« Les relations en Méditerranée »** sont au sommaire de la **REVUE D'ÉTUDES DES RELATIONS INTERNATIONALES**. Edmond Jouin estime que cette « zone des tempêtes » orchestrées par les grandes puissances pourrait être un « car de paix » si les pays riverains s'entendaient sur une politique indépendante. Même conclusion de la part de M. Michel Jobert, à propos du dialogue entre le monde arabe, l'Afrique noire et l'Europe. (N° 25-26,

février, bimestriel, 12 F., 30, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris.)

**INTERROGÉ** par la **REVUE AFRICAINE DE STRATÉGIE**, le président Senghor souhaite relancer l'idée d'une défense régionale en proposant une « charte africaine pour un pacte de défense ouest-africain ». (N° 3, janvier-mars, trimestre, 20 F., 1, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris.)

**LE PREMIER** numéro d'une revue canadienne, **ALTERNATIVES-CARIBÉES**, axée sur une région dont s'affirme l'importance stratégique. Elle annonce du fait de promouvoir l'idée panaméricaine. Un article donne le ton : « De la maquette à la mort : le relance américaine dans les Caraïbes ». (Vol. 1, n° 1, décembre, trimestre, abonnement annuel : 25 dollars, Case postale 423, St. Lambert, P.Q. J4P 3P6.)

**DANS** le **BULLETIN CRÉDIT**, A. et F. Buelian rapportent leurs observations sur le fonctionnement des associations populaires s'étendant dans le « Nord-Est » brésilien ; et un dossier sur les interventions militaires — surtout françaises — dans le tiers-monde. (N° 21, février-mars, bimestriel, 6 F., 41, avenue Janvier, 35100 Rennes.)

**UN** dossier, dans **LIBÉRATION** **AFRIQUE**, sur les financements arabes en Afrique subsaharienne met en évidence les liens entre ces capitaux et les intérêts occidentaux dans des pays demeurés dans la dépendance économique de leurs anciens colonisateurs. (N° 4, novembre-janvier, trimestre, 7 F., 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)

**DANS** **ILLUSIONS** sur leur influence dans le réajustement du commerce international en faveur du tiers-monde. Agnès Hubert expose néanmoins dans le **REVUE DU MARCHÉ COMMUN**, que les résultats des négociations commerciales multilatérales (GATT) restent encore largement protectionnistes des pays occidentaux. (N° 22, décembre, mensuel, abonnement : 115 F., 1, rue Soufflot, 75005 Paris.)

**STUDES**, sous la plume de J.-P. GOMANE, revient à la notion de « tiers-monde » un indispensable pluriel. Ni Occident ni monde socialiste : tel est souvent le seul trait — négatif — commun aux pays classés dans le fourre-tout du sous-développement. Egalement différenciés doit être toute politique à leur égard ; celle de la France, selon l'auteur, étant trop tournée vers la Mésopotamie. (Février, mensuel, 1 F., 15, rue Monsieur, 75007 Paris.)

**Bernard Kayser**, dans **ECONOMIE RURALE**, dresse le bilan du changement social des campagnes françaises au cours des vingt-cinq dernières années. Il sou-

ligne qu'une politique agricole nationale libérale actuelle subvertit l'« apollonisme » de l'agro-alimentaire et la loi du marché, au risque de rompre tout équilibre régional et de sacrifier la classe paysanne. (N° 135, janvier-février, bimestriel, 50 F., Société française d'économie rurale, 4, rue Hardy, 75006 Versailles.)

**LE MUTATION**, ou plutôt succession : **ALTERNATIVES** **EX** **SOCIALISME** avait cessé de paraître en 1978. Voici qu'il a cessé de paraître en 1979. Volonté ou GESTION. Pluriel chargé de sens. Autant d'écarts que d'expériences : nationales, régionales, sectorielles ou ponctuelles. La revue se propose d'être un inventaire permanent de ces expériences. Cette fois : une description de quelques « Lip japonais » ; et le point sur l'auto-gestion yougoslave. (N° 1, février, trimestre, 30 F., 34, bd Raspail, 75006 Paris.)

**LE CRITIQUE** **SOCIALISTE**, revue du P.S.U., rend compte d'un colloque sur « l'Etat et les libertés » organisé par ses soins en octobre 1979. Les interventions démontrent que la dégradation des droits de l'homme et des libertés concerne tous les continents et l'Occident comme l'Est. Conclusion : seule l'autogestion pourrait y remédier. (N° 36-37, décembre-janvier, bimestriel, 30 F., Editions Syros, 9, rue Bormecque, 75015 Paris.)

**DANS** **L'ARCHE**, une interview de Jean Ellulstein qui précise pourquoi et comment il combat une politique « globalement négative », que son parti estime « globalement positive ». Dans le même numéro : le procès de Cologne, ou « les pères tranquilles du néo-fascisme ». (Février, mensuel, 2 F., 14, rue Georges-Berger, 75017 Paris.)

**UN** numéro fort actuel d'**ETHNOMATISME** : « Les droits de l'homme et du citoyen ». De 1789 et des « Immortelles » à la décadence de la « République » théorique de ces droits, et leur mise à mort quotidienne et universelle dans les faits. (Janvier-février, bimestriel, 30 F., 16 bis, rue Cadet, 75006 Paris.)

**Sous** le titre « Médecine, travail, capital », la revue espagnole **TRANSICION** aborde dans un dossier les aspects idéologiques, économiques et sociologiques des maladies du travail (les tâches ménagères ne sont point oubliées). (N° 17, février, mensuel, 25 pesetas, Ramblas 139, 4, Barcelone.)

**LE FUTURIBLES** 2000 revient sur l'innovation, étudiée ici dans son rapport avec l'agriculture. Ce que celle-ci consomme ; et en consommant sa propre production énergétique potentielle, actuellement perdue. Le lecteur recevra toutes clartés sur la « biomasse ». (Janvier, mensuel, 20 F., 35, rue de Valenciennes, 75007 Paris.)

**ALTERNATIVES NON VIOLENTE** dénonce la violence — par action, exhortation ou omission — qui marque à travers l'histoire le christianisme. Il y a, simplement, erreur d'identité sur l'identité quand il y en avait une, de société chrétienne, de chrétienne. Ainsi précisée, l'accusation n'est d'ailleurs pas globale. Les exceptions sont mises en évidence. (N° 36, janvier, trimestre, 10 F., 4, rue Dumas, 69004 Lyon.)

**LES FEMMES ET MONDES** prend pour thème de son dernier numéro les femmes et la violence. Les femmes objets de violence, certes, mais aussi militantes de la non-violence. (Premier trimestre, trimestre, 6 F., 2, rue du Landry, 92110 Cligny.)

**LE RARA**, dans la revue théorique **CACOPHONIE**, Jean-Luc Godard converse avec Chantal Akerman, Luc Béraud et Claude Miller. (N° 19, février, trimestre, 25 F., 14, rue de Valenciennes, 75015 Paris.)

**DANS** **CARTE** **DU CINÉMA**, le premier dossier jamais publié dédié aux cinéastes noirs américains (1913-1980). (N° 308, février, mensuel, 10 F., 8, passage de la Boule-Blanche, 75015 Paris.)

**LE CINÉMA** **ARABE** répertorie, dans un volumineux dossier réuni par Martine Martineau, le « cinéma arabe » : les films féministes de France, du monde arabe, d'Europe et des Etats-Unis y sont recensés et, souvent, expliqués par leurs réalisateurs. (N° 3, automne 79, trimestre, 30 F., 106, bd Saint-Denis, 75001 Paris.)

**« Le cinéma arabe d'alternative »** est étudié par Walid Chmait dans la revue **ALTERNATIVES** **DES DEUX ECRANS**, où on lira aussi un article sur la télévision dans les pays non alignés. (N° 19, mensuel, 6 F., 7, bd Kéramida, Alger.)

**DANS** **LE CINÉMA** **ARABE**, Jacques Tarrand expose les différences, les similitudes, dans les pays du monde arabe. (N° 2, automne 1979, trimestre, 40 F., 79, Champs-Élysées, 75008 Paris.)

**LE CINÉMA** **TURC** Yilmaz Gunay est présenté par Ella Kazan dans **POSITIF**, où on lira également un texte d'Orson Welles et un entretien avec le réalisateur polonais K. Kieslowski. (N° 22, février, mensuel, 18 F., 38, bd de Sébastopol, 75004 Paris.)

**LA REVUE** **DU CINÉMA** se préoccupe, dans quatre articles, de l'avenir du cinéma d'intervention sociale (lire en particulier la partie du critique hollandais Bert Hogenkamp sur « les fictions de gauche »). (N° 347, février, mensuel, 12 F., 3, rue Récamier, 75014 Paris, Cedex 07.)

NOUVEAUX MO

162 Vols de

32 "scènes"

Europe,

1979







## La tension américano-soviétique

## EFFICACITÉ ET LIMITES DE L'ARME CÉRÉALIÈRE

(Suite de la première page.)

Pourtant, les Soviétiques ont tout de même réussi à acheter 500 000 tonnes de blé et d'orge européens après que la mesure d'embargo eut été annoncée. Le commerce européen des céréales passe obligatoirement par les instances communautaires puisque celles-ci doivent accepter de payer, pour chaque quantité déterminée, la subvention (qu'on appelle « restitution ») qui permet aux exportateurs d'être compétitifs (1). Les certificats d'exportation, valables pour trois mois, sont en général délivrés « pour toutes destinations ». Dès qu'elle a décidé de respecter l'embargo, la C.E.E. a exclu la zone U.R.S.S. de toutes ses adjudications.

Mais il restait des certificats d'exportation inutilisés, délivrés depuis le 1<sup>er</sup> décembre. Les multinationales céréalières — d'ailleurs largement dominées par les Américains — en ont aussitôt fait bénéficier l'Union soviétique, en raison des prix très avantageux qu'elle offrait. Mais ce « détournement », contre lequel les règlements de la Communauté ne peuvent rien, est bien sûr d'un volume très insuffisant pour régler le problème du déficit céréalière soviétique.

L'Australie et le Canada — autres exportateurs de céréales — se sont eux aussi engagés à respecter l'embargo. Le Canada poursuit toutefois l'exécution d'un contrat de 2 millions de tonnes de blé passé avec

Moscou avant son intervention en Afghanistan. Il s'est aussi pressé de conclure une vente de 3 millions de tonnes de blé au Brésil, craignant sans doute les stocks inattendus de céréales américaines et une éventuelle concurrence de la C.E.E. sur

ce marché. Quant à l'Australie, des rumeurs font état, depuis le 15 février, d'un possible changement de la position qu'elle avait primitivement adoptée. Or ce pays dispose de 13 millions de tonnes de blé et de farine à exporter (2).

## Une certaine marge de manœuvre

L'ARGENTINE et le Brésil ont refusé l'un et l'autre de respecter l'embargo. S'il est un gros importateur de blé, le Brésil dispose d'excédents en maïs (sa récolte 1979, en forte progression, est estimée à 20 millions de tonnes) et en soja. Mais c'est surtout l'Argentine qui a ouvert le bras le boycottage. Dès le 6 janvier, elle a fait savoir qu'elle exécuterait le contrat d'un million de tonnes passé avec l'Union soviétique. Le département américain de l'Agriculture estime les quantités exportables de l'Argentine à 3,9 millions de tonnes pour la farine et le blé, 4,5 millions de tonnes pour le maïs et 2,3 millions de tonnes pour le sorgho. Les Argentins — qui, dans la situation actuelle, n'ont pas intérêt à gonfler leurs chiffres — admettent une tonnellée de 3,3 à 4 millions de tonnes pour le maïs et de 0,5 à 1,2 million de tonnes pour le sorgho. Même si les États-Unis s'attendent à ce que Buenos Aires traite avec ses clients traditionnels (Espagne et Japon), ils ont tout de même manifesté leur inquiétude. Le général Giscard d'Estaing a été envoyé par la Maison Blanche dans la capitale argentine du 23 au 28 janvier. Pour obtenir la coopération du général Videla, il a expliqué que « les priorités avaient changé » et que les États-Unis ne s'engageaient plus à soulever de nouveau la question du respect des droits de l'homme. Mais le chef de l'Etat argentin, apparemment satisfait de pouvoir rendre à Washington la monnaie de sa pièce, et sans doute désireux aussi de profiter de la situation du marché des céréales, n'a cédé en rien.

L'importance de ces faibles dans l'embargo dirigé contre l'Union soviétique réside en cela qu'elles permettent aux multinationales céréalières une certaine marge de manœuvre. Il leur devient possible, par exemple, de substituer certaines céréales à d'autres pour fournir les acheteurs soviétiques en un produit disponible dans un pays qui ne respecte pas l'embargo ; ou de satisfaire, par des céréales américaines, les demandes d'un client de

l'Argentine afin que le blé argentin puisse être vendu à Moscou.

Il est toutefois établi que ces manipulations ne permettront pas à l'U.R.S.S. de combler son déficit céréalière au-delà d'une certaine proportion. L'embargo est d'autant plus grave que la production de 1979 a été de 185 millions de tonnes, alors que le plan en prévoyait 227. La psychose de pénurie, qui commence à se manifester dans les villes soviétiques, risque en outre de désorganiser les circuits de distribution. Pourtant, le coup n'est pas trop sévère : l'U.R.S.S. dispose de réserves évaluées à 25 millions de tonnes de céréales. De plus, l'effet de l'embargo ne se fera pas sentir avant plusieurs mois, notamment dans l'élevage. La situation risque d'être plus inquiétante si le boycottage est maintenu pour la campagne prochaine, Moscou ayant passé aux États-Unis une nouvelle commande de 25 millions de tonnes. Même dans ce cas, le préjudice ne serait cependant pas tel qu'il devrait entraîner une capitulation soviétique. Sans compter que, d'ici là, les élections présidentielles américaines seront passées...

Que vont faire les États-Unis de leurs excédents de céréales ? Pour 2,25 milliards de dollars, le gouvernement a acheté à ses fermiers les 14 millions de tonnes frappées par l'embargo. Il en écoulera une partie au Mexique, qui a porté sa commande de 6,1 à 7,1 millions de tonnes, et une autre en Chine qui, elle aussi, a relevé une demande estimée entre 5 et 6 millions de tonnes. Le reste de l'excédent sera stocké. Si les récoltes ne peuvent être emmagasinées sans se gâter pendant plusieurs années. Le gouvernement fédéral se constitue ainsi une réserve dont il pourra user pour agir sur les cours, punir ou récompenser tel ou tel autre pays. Et les céréales ne constituent que l'une des armes de sa panoplie alimentaire. Les États-Unis occupent aussi une place dominante dans les industries d'amont et d'aval.

L'absence de tension sur les marchés se manifeste d'ailleurs au niveau des prix. Au lendemain de l'annonce de l'embargo, la bourse des céréales de Chicago a, comme d'habitude, réagi à la baisse, fermant ses portes dès que la cote du blé a atteint le niveau — 11 par rapport à la cote d'ouverture. Depuis, les prix ont recommencé à grimper jusqu'à atteindre, aujourd'hui, un niveau supérieur à celui d'avant l'embargo. Mais cette évolution, qui concerne le blé, n'a pas été suivie par le maïs, dont les cours restent très déprimés. Il faut préciser que, sur les 25 millions de tonnes de céréales que l'U.R.S.S. pouvait acheter, 15,5 sont constituées de maïs.

Dirigée contre un pays aussi puissant que l'Union soviétique, l'arme de la faim a des effets aigus. Qu'advient-il le jour où Washington déciderait de l'utiliser pour punir un Etat pauvre ou pour faire pression sur lui ?

Depuis novembre dernier, les avocats iraniens placés dans les banques américaines sont bloqués sans que Téhéran puisse les débloquer. Les Etats pétroliers, inquiétés par cette mesure, ont envisagé de placer leurs pétrodollars ailleurs que dans les banques américaines. Ils ont ainsi pu mesurer leur impuissance à sortir d'un système où les États-Unis et le dollar occupent la place d'honneur. En même temps que l'embargo céréalière, M. Carter a annoncé, entre autres, sa décision d'interrompre les fournitures à l'U.R.S.S. de technologie avancée.

Que les États-Unis disposent d'armes économiques — engrais et aliments, finances, technologie — pour imposer leur loi au monde, on le savait déjà (3). Ce qui est nouveau, c'est que cette politique est maintenant ouvertement proclamée par la Maison Blanche elle-même.

## SÉLIM TURKIE

(1) Par exemple, la tonne de blé français devrait être vendue autour de 150 dollars (FOB) alors que l'américain peut être acheté autour de 100. La « restitution » couvre la différence entre ces deux prix.

(2) Estimation du département américain de l'Agriculture.

(3) Voir l'ensemble d'articles intitulés « Une arme politique de choc : l'interdiction », et notamment l'article de Joseph Collins, « La C.E.E. et l'arme alimentaire », dans *Le Monde diplomatique*, septembre 1979.

## Exploitation, dépossession

## « GENÈSE D'UN REPAS »

Un film de Luc Moullet

TENNS, a-t-on dit, Moullet, le farceur, donne dans le cinéma politique ? On ne sait pas. Mais *Genèse d'un repas* est-il bien un film « politique » ? A regarder d'un peu plus près, la démarche de Luc Moullet révélerait plutôt une intention, disons philosophique. Démarche quelque peu calquée sur le modèle soviétique et manifestant surtout le besoin d'interrogation, d'interrogation devant la réalité, la réalité la plus banale. En l'occurrence, un morceau de thon à l'huile, une omelette et une banane dans l'assiette du déjeuner quotidien. Au terme d'un itinéraire qui lui a fait remonter la chaîne de l'exploitation à partir du point d'arrivée qu'est son très frugal repas, l'auteur se découvre lui-même exploitateur. C'est-à-dire impliqué dans la totalité, et culpable. Son film est finalement le produit de cette exploitation universelle, dont il a eu, de Machala à Paris, de Dakar à Boulogne-sur-Mer, de la campagne normande aux Hautes de l'Alsace, la progressive révélation : le cinéaste exploite la matière que lui offre la réalité (et cette matière est aussi du « matériel humain »), cela grâce à une subvention qui, étant donnée l'inégalité fonctrice qui caractérise l'ordre du monde, le range dans le camp des privilégiés et transforme cette subvention en un vol commis au détriment de ceux mêmes dont il veut montrer la misère. Le spectateur est, logiquement, le maillon suivant de la chaîne : c'est en consom-

mant qu'il exploite. Dire l'exploitation, se la donner en spectacle, c'est y participer.

D'où le goût final du repas moulletien : celui de la sueur, du sang et de la mort. De la misère des dockers équatoriens de onze ans et des travailleurs noirs sous-payés. De tous ces travailleurs dépossédés non seulement du produit de leur travail, mais encore de leur identité, de leur existence, de leur réalité même : le thon pêché à Dakar, préparé à Dakar et mis en boîtes à Dakar est vendu en France sous l'étiquette du *Pêcheur breton*. La frustration culturelle accompagne la frustration économique. C'est ainsi qu'est réglé le marché : l'image du produit transforme le désir en besoin. Ce produit est fait pour moi : illusion du rapport direct entre le consommateur et l'objet, entre le sujet et l'objet. Occultation de toutes les médiations du travail, de la peine, de la souffrance des hommes, cruelle litanie que Luc Moullet nous restitue en démasquant la borne conclusive de l'egoisme consumériste, de cette toute petite partie du monde qui mange parce que tout le reste de la planète a faim.

CHRISTIAN ZIMMER.

## Vers le point de non-retour ?

## Les échanges économiques Est-Ouest

Si les échanges Est-Ouest ne représentent qu'une proportion très faible du commerce international, leur poids idéologique et leurs implications économiques dépassent, et de loin, leur simple évaluation financière.

Deux systèmes profondément différents, opposés même, jettent entre eux une passerelle, filant savamment le trafic qu'elle autorise ; et voilà que ces échanges, pour symboliques qu'ils soient au départ, ouvrent pour les uns et les autres des perspectives susceptibles de modifier considérablement la nature de leurs relations politiques.

Des échanges qui ne décollent véritablement qu'à partir de 1965 mais qui placent déjà leurs protagonistes dans des situations de dépendance réciproque : accentuation du déficit structurel des pays de l'Est sous l'effet de la crise occidentale, perturbation des marchés internes des pays capitalistes par la pénétration des produits de l'Est prévue dans le cadre des accords de compensation ; propagation de l'inflation mondiale dans l'économie du Comecon, aggravant l'endettement extérieur des pays socialistes.

Tous ces phénomènes, parmi bien d'autres, sont décrits, analysés et replacés dans le cadre plus large des Relations économiques Est-Ouest (1), par Marie Lavigne, professeur de sciences économiques à l'université de Paris-I, où elle dirige le Centre d'économie internationale des pays socialistes. Livre d'une rare clarté d'exposition, particulièrement appréciée quand l'auteur « descend » dans le maquis statistique d'où sortira l'évaluation de ces échanges et leur configuration structurelle, expose les mécanismes financiers qui les sous-tendent, ou suit les dédales des procédures qui président à leur organisation et qui en font, de par leur genèse et leur contexte politiques, la spécificité.

Passionnante à cet égard est l'histoire du Cocom (Coordination Committee), instrument de la politique d'embargo — de boycottage dit-on à l'Est — fonctionnant sous la houlette des États-Unis, et qui a servi à la « guerre froide », aux crises de l'atlantisme, aux aléas des relations américano-européennes.

Parce qu'il est intimement lié à la détente, parce qu'il participe de deux systèmes différents, le commerce Est-Ouest, commerce

Par MARC ANVERS

d'Etat pour les pays socialistes, l'est devenu également en partie du côté capitaliste, subissant ainsi, explique Marie Lavigne, « les répercussions de l'évolution du rôle et des compétences internationales de l'Etat ». Le multilatéralisme se substituant, par exemple, dans certains domaines aux relations bilatérales traditionnelles sous l'effet de l'intégration européenne.

L'EVALUATION des échanges Est-Ouest et les modalités particulières de leur fonctionnement conduisent à la troisième partie du livre consacrée à ce qui peut être considéré comme l'interrogation majeure, celle relative aux motivations de deux partenaires à développer leurs relations commerciales : « Avantages mutuels ou gains unilatéraux ? »

Problème complexe, aux multiples composantes, où les réflexes idéologiques tendent à s'effacer

devant le pragmatisme et la perspective d'intérêts immédiats ou différés mais toujours réels.

Il est pourtant normal de se demander quels avantages retiennent les pays occidentaux à se déposséder progressivement de leur « know how » technologique, à couvrir les risques inhérents à l'endettement croissant de leurs clients, à finalement contraindre leurs contribuables à soutenir financièrement leurs exportations vers l'Est. De la même façon, et en termes d'analyse marxiste, quel intérêt ont les pays socialistes, qui offrent aux firmes capitalistes — pour les trois quarts des multinationales — des débouchés fournissant du travail à deux millions de travailleurs, à faire reculer la crise finale du capitalisme ?

Vaste débat qui rendra bien incertaine la frontière entre la coopération et la compromission. Sous l'effet du développement des échanges, le Comecon devient plus sensible aux influences extérieures, l'intégration économique des pays socialistes subissant les à-coups d'effets contraires. C'est ainsi qu'un acte du bloc de l'Est, le dollar est utilisé dans le financement d'une part croissante des échanges mutuels. Et que l'ouverture conduise, d'autre part, certains pays de l'Est à devenir membre d'organisations internationales telles que le GATT, le F.M.I. ou la Banque mondiale.

Les questions que soulève le livre de Marie Lavigne mériteraient bien des prolongements. Essentiellement, peut-être, sur la diffusion du modèle de production et de consommation occidentale dans les pays de l'Est, grâce au développement des échanges économiques. Sur ce qu'induit, au niveau des procès de production, de l'organisation du travail des entreprises socialistes, l'utilisation des technologies capitalistes portées d'une logique spécifique (taylorisme, productivisme). Car, en dépit de l'autonomie de décision politique et économique, c'est la question de la capacité des pays socialistes à mettre en œuvre un autre modèle de développement qui est posée. Le problème n'est pas nouveau, mais il prend, à la lecture du livre de Marie Lavigne, toute son acuité, le lecteur ayant le sentiment que le point de non-retour est sinon franchi du moins fort proche.

(1) Marie Lavigne, *Les Relations économiques Est-Ouest*, Presses universitaires de France, coll. « Economie d'aujourd'hui », Paris, 1979.

Parents, gratuitement, nous vous conseillons

l'école idéale dans la région idéale

RÉGION DU LÉMAN

Service Scolaire des Écoles Privées

- plus de 60 écoles et instituts privés
- enseignement de qualité, réputé, diversifié
- sports d'été et d'hiver
- annuaires propres aux études
- courriers des grandes écoles de communications
- paysage de tous beautés — climat sain

SERVICE SCOLAIRE DES ÉCOLES PRIVÉES

Avenue de la Gare 10  
1002 Lugano / Suisse  
Téléphone 021 22 77 71  
Tél. 24 390

Sous le patronage de l'Association vaudoise des écoles privées (AVEP) et de l'Ordre du tourisme du canton de Vaud (OTV).



Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants :  
Jacques Favre, directeur de la publication.  
Jacques Sauvageot.

Imprimerie  
du « Monde »  
S. A. des Editions  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
45 publications : n° 57 928

VIENNE DE PARAITRE

## PEUPLES NOIRS — PEUPLES AFRICAINS

NUMÉRO 13 (JANVIER-FÉVRIER 1980)

MONGO BETI : M. Giscard d'Estaing, rembourser !  
(Lettre ouverte d'un africain libre au président de la République française à propos de l'affaire dite des diamants de Bokassa).

ODILE TORNER : Les intellectuels français et l'Afrique Noire, etc., etc.  
Prix de ce numéro : 25 F, 100 pages  
(joindre titre de paiement à la commande)

Abonnement annuel (6 numéros) : 120 F - C.C.P. PARIS 216182 Y

Peuples noirs — Peuples africains, revue bimestrielle noire, seule institution francophone africaine échappant totalement au contrôle des assistants techniques, coopérants et barbouzes en tous genres.

## CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1260 NYON, près GENEVE  
SUISSEEtablissement médical privé de premier ordre  
pour les affections du système nerveux

Loc Léman - Tél. : 1941/22/61 15-81

Docteur G. W. Samadine, médecin-directeur

Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitement des insomnies

Désintoxications - Traitement des obésités d'origine psychosomatique

Physiothérapie - Sports



## LE REDÉPLOIEMENT STRATÉGIQUE AU PROCHE-ORIENT

## Surenchères discordantes au Caire et à Jérusalem

Par AMNON KAPELIOUK

Les événements successifs qui ont ébranlé la région du Golfe depuis le début de la révolution iranienne ont déclenché, en Israël et en Égypte, un même réflexe de solidarité à l'égard des États-Unis. D'accord sur l'interprétation de cette évolution globale, le président égyptien Anwar el Sadate et le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, se sont mis à rivaliser d'empressement pour offrir des bases et diverses autres facilités à l'aviation et à la marine américaines. Après plus de trente ans de conflit, les deux principales forces du Proche-Orient viennent ainsi de montrer qu'elles se trouvent désormais dans le même camp. Dénoncé avec une insistance accrue au Caire comme à Jérusalem, le « péril rouge, qui s'est révéillé dans ses vraies dimensions », donne une justification supplémentaire à la réconciliation des deux ennemis. En visite à Assouan au début de janvier, M. Begin a bien précisé qu'Israël et l'Égypte se rangent aux côtés des États-Unis dans les affaires d'Iran et d'Afghanistan et que c'est cela qui constitue la pierre angulaire de leur entente. Plus explicitement, le général Weizman, ministre israélien de la Défense, a même formulé l'espoir que l'accord de paix israélo-arabe sera aussi l'annonce de la formation d'un bloc contre l'U.R.S.S. sous l'égide des États-Unis (1).

Au Caire, comme à Jérusalem, certains propos indiquent que les deux gouvernements n'auraient pas si mal accueilli un recours à la force de la part des États-Unis, à la fois pour arrêter la vague de la révolution islamique et pour endiguer la poussée soviétique. Pour les Égyptiens, une « leçon » de l'armée américaine aurait pu affaiblir le courant radical et encourager les régimes conservateurs arabes du monde arabe. Les Israéliens, quant à eux, y auraient trouvé un argument supplémentaire pour justifier leurs propres interventions au Sud-Liban et peut-être un jour — qui sait ? — en Jordanie. Le directeur du quotidien à grand tirage *Maariv* a parfaitement résumé l'état d'esprit de l'opinion israélienne : « Les États-Unis sont frappés d'une malédiction, celle de leur trop grande bonté. La suprématie souffre de la faiblesse de ses dirigeants, de la décadence de son moral national et de la décadence de son système de renseignement et de ses services de combat conventionnels pour faire face à des situations de crise » (2).

## Le danger principal

Cette identité de vues ne signifie cependant pas que les dirigeants des deux camps tiennent des récentes événements des conclusions identiques pour ce qui concerne leurs intérêts particuliers. Les Israéliens, par exemple, estiment que, depuis le déclenchement de l'agitation islamique et l'intervention soviétique en Afghanistan, l'impact du problème palestinien se trouve diminué. Pour eux, la preuve est faite que ce problème n'est pas la principale source de danger pour le Proche-Orient : il faut d'abord combattre la peste communiste qui menace les intérêts de l'Occident dans la région. Et c'est là qu'Israël prend une importance inestimable, comme pays fort, prêt à tout sacrifier pour le « monde libre », notamment pour la protection de son accès au pétrole. Le général Bytan, chef d'état-major de l'armée, retrouve soudain des accents d'arrogance qu'il n'avait eus depuis la fin de la guerre d'octobre : « Si les Russes nous attaquent, Tchaïk (l'armée israélienne) aura l'armée israélienne » (3). Conclusion : il faut qu'Israël ait la priorité dans toutes les considérations stratégiques de Washington et repousse toute aide militaire, économique et diplomatique nécessaire.

Suivant cette logique, les pressions exercées sur le pays pour l'obliger à faire des concessions aux Palestiniens finiront par l'affaiblir. M. Begin soutient à ce sujet un argument à peu près identique : « Les demandes américaines et égyptiennes dans la question palestinienne sont contraires aux accords de Camp David, qui ne mentionnent aucune façon ni

l'autodétermination des Palestiniens, ni les droits législatifs ou judiciaires du Conseil de l'autonomie. Il n'existe en effet aucune allusion, dans ces textes, à une souveraineté palestinienne sur les territoires occupés, et l'on sait que cette lacune est aussi l'une des raisons pour lesquelles les Palestiniens eux-mêmes refusent catégoriquement le projet d'autonomie de M. Begin ».

Les Égyptiens voient les choses différemment. S'il est vrai qu'il existe un danger soviétique, estiment-ils, c'est à l'Égypte, en tant que pays arabe et musulman, qu'il revient d'assumer le rôle principal pour arrêter la « subversion communiste ». On imagine le tollé général que soulèverait dans la région une intervention israélienne en Arabie Saoudite ou dans les émirats arabes au cas où les régimes en place se trouveraient en difficulté. L'intervention de l'Égypte, en revanche, serait acceptée « avec plus de compréhension », et c'est la raison pour laquelle il importe de renforcer le pays militairement et politiquement afin qu'il puisse assumer dans un avenir prochain le rôle de surcroît, pour les Égyptiens, une coopération stratégique avec Israël telle que la souhaitent les dirigeants israéliens. Israël ne peut accepter, selon eux, que la conclusion d'un accord global au Proche-Orient. Ainsi le général Kamal Hassan Ali, ministre égyptien de la Défense, a-t-il déclaré dans un entretien accordé à un journaliste israélien qu'« un succès en faveur des Palestiniens ouvrirait la voie à une vaste coopération entre Israël et l'Égypte pour ce qui concerne les problèmes de la région » (4).

## La détermination de Washington

D'une manière générale, les États-Unis acceptent cette façon de voir des responsables égyptiens. Pour Israël, ne jouerait son rôle d'allié stratégique qu'en dernier recours, lorsque toutes les autres possibilités auront été épuisées (5). Pour le moment, alors qu'il se agit d'éluder la question des « rognés d'incendie locaux », l'entrée en jeu des Israéliens ne servirait à rien la position de l'Amérique dans la région. En revanche, à ce stade, un rôle important revient à l'Égypte et il convient de l'y préparer en commençant d'abord par rendre ce rôle acceptable aux pays arabes et modérés qui se sont opposés à l'accord de paix séparé avec Israël. Ce qui peut se faire que d'une seule manière : prouver que l'initiative du président Sadate ne se limite pas à la conclusion d'un traité mais qu'elle conduit à la solution du problème palestinien, noyau du conflit israélo-arabe. L'ambassadeur des États-Unis en Israël, M. Samuel Lewis, s'est employé à le faire comprendre aux Israéliens lors d'un récent entretien avec des journalistes : « Si Israël faisait un effort en vue d'une solution du problème palestinien, a-t-il déclaré, il pourrait alors jouer un rôle plus important dans la région. Dans ce cas, il y aurait aussi une possibilité de coopération militaire régionale entre les États-Unis et Israël » (6).

Les fonctionnaires du département d'État expliquent eux aussi aux diplomates israéliens en poste à Washington que la politique palestinienne du gouvernement Begin aura finalement des conséquences néfastes pour Israël, qui devient un fardeau pour Washington. Et quand le président Carter ou le secrétaire d'État, M. Cyrus

Vance, parlent de l'importance capitale pour les États-Unis d'une solution pacifique du problème palestinien, cela signifie qu'ils demandent à Israël des concessions « substantielles » dans les négociations sur l'autonomie, concessions qui pourraient dans un avenir prochain se joindre aux pourparlers. A cet égard, M. Sol Linowitz, qui représente les États-Unis dans les conversations tripartites sur l'autonomie, s'est dit un rôle important revient à l'Égypte et il convient de l'y préparer en commençant d'abord par rendre ce rôle acceptable aux pays arabes et modérés qui se sont opposés à l'accord de paix séparé avec Israël. Ce qui peut se faire que d'une seule manière : prouver que l'initiative du président Sadate ne se limite pas à la conclusion d'un traité mais qu'elle conduit à la solution du problème palestinien, noyau du conflit israélo-arabe. L'ambassadeur des États-Unis en Israël, M. Samuel Lewis, s'est employé à le faire comprendre aux Israéliens lors d'un récent entretien avec des journalistes : « Si Israël faisait un effort en vue d'une solution du problème palestinien, a-t-il déclaré, il pourrait alors jouer un rôle plus important dans la région. Dans ce cas, il y aurait aussi une possibilité de coopération militaire régionale entre les États-Unis et Israël » (6).

Le rôle ainsi réservé à Israël par son allié américain a suscité une vive déception au sein du gouvernement Begin. On ne peut oublier à Jérusalem que les Israéliens ont toujours insisté sur le fait que leur rôle principal est de protéger les intérêts des États-Unis (7).

Au fil des mois, le déroulement de ces négociations montre que, dans leurs efforts pour arracher des concessions aux Israéliens, les Américains font preuve d'une bien plus grande détermination que les Égyptiens. Car ceux-ci ne disposent que d'une marge de manœuvre assez restreinte depuis qu'ils ont coupé tous les ponts derrière eux. Washington attend, certes, des Israéliens qu'ils aident aussi à prévenir des troubles en Arabie Saoudite ; mais c'est en désarmant le détonateur palestinien qu'ils pourront le faire, à leur avis, car c'est là un danger persistant pour les régimes conservateurs arabes. Du même coup, les Américains entendent prouver au monde arabe et musulman que seule une paix américaine peut assurer le respect des droits des Palestiniens.

Le rôle ainsi réservé à Israël par son allié américain a suscité une vive déception au sein du gouvernement Begin. On ne peut oublier à Jérusalem que les Israéliens ont toujours insisté sur le fait que leur rôle principal est de protéger les intérêts des États-Unis (7).

salement que les Américains se sont toujours gardés de signer un traité militaire formel avec Israël. Déjà, dans les années 50, le premier ministre David Ben Gourion avait fait tout son possible pour associer son pays à une alliance militaire méditerranéenne sous l'égide américaine. Un jeune général nommé Moshe Dayan avait même été désigné par lui comme représentant militaire auprès de l'état-major de la future alliance. Mais le projet fut abandonné au profit du pacte de Bagdad, dont Israël était exclu par avance. Aujourd'hui, malgré les profonds changements intervenus au Proche-Orient et en dépit du traité de paix israélo-égyptien, la position d'Israël n'a pas changé de façon radicale et le pays demeure un élément « indésirable » dans la région. Ainsi, la tentative de M. Begin d'un an, de signer un pacte militaire avec Washington s'est-elle encore heurtée à un refus courtisé. La déception de l'établissement israélien est d'autant plus forte qu'Israël a joué un rôle important dans le processus qui devait faire de l'Égypte un partenaire privilégié de Washington, et son allié stratégique. C'est ainsi qu'à été le « parain », en quelque sorte, de l'intégration du régime de Sadate dans la nouvelle stratégie américaine au Proche-Orient.

La création de stations de détection américaines dans la zone-tampon du Sinaï, après la signature de l'accord intérimaire de 1975, constituait la première étape de l'installation d'une présence militaire américaine en Égypte. Après quelques hésitations, les Américains avaient fini par y consentir. La phase suivante fut l'engagement pris par les États-Unis, dans le cadre des accords de Camp David, de mettre sur pied un contingent international dans le Sinaï pour servir de tampon entre Israël et l'Égypte au cas où les soldats de l'ONU ne pourraient plus tenir ce rôle. Les États-Unis hésitèrent une fois encore, mais Israël s'employa à les convaincre que ce contingent obtiendrait des Égyptiens qu'ils consentent à cette présence militaire américaine dans le Sinaï. Déjà au moment des négociations de Camp David, Israël avait proposé de mettre les avions d'Israël en alerte et d'y faire, dans le Sinaï, la disposition des Américains ; mais le président Sadate s'y était alors opposé en faisant observer que cela « risquait de porter atteinte



à la souveraineté égyptienne ». A peine seize mois plus tard, c'est lui qui met à la disposition des Américains l'aérodrome de Qenaah situé en territoire égyptien. Quant aux Israéliens, ils ont le sentiment d'avoir été utilisés sans avoir réussi pour autant à préserver leur ascendant sur la région.

L'installation d'une présence militaire américaine en Égypte implique désormais, pour les experts américains, l'obligation de consolider le régime du président Sadate. Un fonctionnaire de l'ambassade américaine en Israël a expliqué que, si les bases américaines en Égypte allaient renforcer l'influence politique des États-Unis, elles pourraient aussi avoir un rôle plus précis : au cas où l'Égypte tenterait de violer les accords de paix, « chaque base américaine établie en Égypte constituerait un avantage pour Israël — surtout si le président Sadate venait à mourir ou à être renversé » (8). Consolider le régime, c'est aussi le faire accepter par le monde arabe, le seul moyen pour cela étant d'obtenir des concessions israéliennes dans le problème palestinien, concessions que l'Égypte pourrait alors présenter comme un succès arraché par ses efforts en faveur de la cause arabe.

Les milieux officiels israéliens craignent que les États-Unis ne finissent par se rallier au point de vue exprimé récemment par le président égyptien en présence du sénateur américain

Henry Jackson : dans deux ans, lorsque le traité de paix israélo-égyptien aura été mené à son terme, Israël retournera à ses dimensions d'avant 1967 et deviendra « une puissance de second ordre au Proche-Orient ». Pourtant, pour tout ce qui concerne l'armement et l'assistance financière, Israël conserve un traitement privilégié de la part des États-Unis. Le montant de l'aide militaire et économique qu'il lui ont fournie depuis la guerre d'octobre 1973 atteint désormais 17 milliards de dollars. En coulisse, les relations militaires entre les deux pays sont plus étroites que jamais, dépassant dans certains domaines l'intensité des liens qui unissent Washington aux alliés de l'O.R.A.N. Ainsi Israël est-il le seul État à avoir jusqu'ici reçu des chasseurs F-16, garants de sa supériorité aérienne. Pour ce qui est de la coopération en matière de technologie de l'armement, aucun pays étranger, sauf peut-être la Grande-Bretagne — ne bénéficie d'un meilleur traitement de la part du Pentagone. Il n'existe pratiquement pas de secret entre les deux pays : « Tout ce que nous avons besoin de savoir, proclamait récemment une personnalité israélienne, nous l'avons qu'il le demandent aux Américains ; ils nous le divulguent presque dans tous les cas » (9).

Depuis, les relations entre les États-Unis et l'Égypte se sont resserrées. Officiellement, il s'agit pour le moment de la présence d'aviateurs américains sur la base égyptienne de Qenaah, en Haute-Égypte, à portée de vol de l'Arabie Saoudite, de l'Iran et de l'océan Indien. L'initiative en

avait d'ailleurs été prise avant l'entree des forces soviétiques en Afghanistan. Les Égyptiens fournissent les installations, les Américains sont chargés de l'entretien. Des experts américains ont aussi inspecté d'autres bases aériennes et navales en Égypte en vue d'une éventuelle utilisation par l'armée américaine. Ils se sont déclarés prêts à aider l'Égypte à améliorer l'infrastructure de certaines, afin de les préparer à recevoir des navires de guerre et des avions américains (10). Au mois de janvier dernier, Égyptiens et Américains ont en outre procédé à des manœuvres aériennes communes.

Ayant payé le prix indispensable pour se gagner l'opinion américaine la paix avec Israël, — le nouvel allié égyptien bénéficie aussi de fournitures d'armes massives. Les Américains ont alloué trois milliards de dollars de crédits au programme d'armement de l'armée égyptienne pour les cinq prochaines années, programme qui comprend des livraisons de chars, de chasseurs et autres équipements perfectionnés. Les Égyptiens, pourtant, reçoivent beaucoup plus de milliards de dollars, et une qualité d'armement qui égale celle des fournitures à Israël. Une délégation militaire américaine venue récemment étudier le niveau de l'armée égyptienne et ses besoins de modernisation s'est prononcée, quant à elle, pour une aide de quatre milliards de dollars étalés sur cinq ans. Un accord entre Washington et Le Caire prévoit aussi le montage en Égypte même de chasseurs-bombardiers de type F-5.

## Au nom du réalisme

EN Israël, le débat se poursuit sur l'opportunité d'un tel renforcement de la puissance militaire égyptienne. Le ministre de la Défense a soutenu devant la commission parlementaire des affaires étrangères et de la Défense que « la présence militaire américaine en Égypte ne nuit pas à Israël, mais que cela pourrait jouer à long terme à notre avantage ». Mais Israël ne dément pas le fait que le professeur Arens, « faucon » notoire du Likoud, s'est montré plus réservé. À son avis, la présence militaire américaine en Égypte impliquerait forcément une fourniture accrue d'armes modernes à ce pays, ce qui, en fin de compte, « ne nous profiterait pas » (11). On croit en effet que cet immense arsenal ne tombe un jour aux mains d'éléments anti-Israéliens et anti-américains, en cas de bouleversement interne, comme en Iran. Ainsi l'ambassadeur d'Israël à Washington a-t-il protesté auprès des autorités américaines contre la décision de fournir à l'Égypte quatre-vingt chasseurs F-16.

Quant à l'intégration d'Israël dans la nouvelle stratégie américaine au Proche-Orient, les « colombes » ne sont pas les seules à en dénoncer les dangers. Pour des raisons différentes, certains « faucons » s'y opposent également, redoutant que cela ne porte atteinte à leurs visées sur les territoires occupés au cas où le gouvernement serait contraint à des concessions en faveur des Palestiniens. Leur chef de file au sein du gouvernement Begin, le général Sharon, ministre de l'Agriculture, exprimait récemment ce sentiment de façon brutale, sur le site d'une nouvelle implantation près de Naplouse, en Cisjordanie : « La cité juive de Naplouse est notre réponse au secretariat d'État d'Israël. M. Cyrus Vance, Israël ne fera pas les frais du pétrole dont les États-Unis ont besoin. Les implantations sont notre réponse aux Américains et aux parleurs de la création d'un État palestinien » (12).

Il en est aussi, parmi les « durs », pour penser que le fait, de la part de M. Begin, de proposer des bases aux Américains et de mener une politique antisoviétique aussi flagrant, va à l'encontre du réalisme politique. Ainsi le journaliste Hagai Eshed, vieux faucon qui fut l'un des proches de Ben Gourion, puis de Dayan, et se trouve aujourd'hui aux côtés de M. Shimon Peres, a-t-il expliqué dans un article très remarqué (13) que « le prix élevé d'Israël dans le problème palestinien risque de renforcer la position de l'Égypte dans la stratégie globale américaine, réduisant du même coup au minimum l'importance stratégique d'Israël ». Il serait alors préférable de rechercher une nouvelle distribution des forces au Proche-Orient, et Car, pour suivre-il, si les Soviétiques se voyaient ménager un accès aux sources de pétrole du Proche-Orient, et s'ils étaient parties prenantes dans le nouvel équilibre qui va se mettre en place dans la région — à supposer qu'il s'en crée un réellement, — ils n'auraient plus intérêt à ébranler cet équilibre, et plus rien ne les incite-

rait à soutenir l'O.L.P. ; au contraire, ils auraient plutôt avantage à freiner ses revendications et à lui imposer la modération afin de favoriser la solution de paix et de sécurité dans l'ensemble du Proche-Orient, ce qui implique une solution au conflit israélo-arabe ». L'auteur critique aussi les propos de M. Weizman, ministre de la Défense, qui venait de déclarer lors d'une visite aux États-Unis au début de janvier, que « Washington n'a pas besoin de nous donner des bases car, de toute façon, Israël lui donnera tout ce qu'il lui faut ».

Bien entendu, ce sont des considérations de Realpolitik qui inspirent ce genre d'opinion ; on estime qu'une politique plus équilibrée permettrait de gagner davantage d'outons dans le problème palestinien. La tentative est claire : faire comprendre aux Soviétiques qu'Israël appuiera leurs efforts pour s'assurer une influence accrue dans la région si, de son côté, Moscou baisse ses exigences en faveur des Palestiniens. De tels calculs n'ont aucune chance d'aboutir tant que M. Begin demeure au pouvoir, car la politique antisoviétique du premier ministre égyptien est une considération idéologique immuable. Cependant, dans les couloirs de la Knesset, certains députés ne se font pas faute de remarquer que c'est paradoxal : Israël, qui a empêché aujourd'hui l'établissement d'une paix américaine au Proche-Orient par son refus tenace de toute solution de compromis au problème palestinien.

Pendant ce temps, le pessimisme règne dans les territoires occupés, où les Palestiniens n'espèrent plus rien de l'Égypte de Sadate « qui a trahi ses frères », ils ne croient guère, non plus, à la bonne volonté des Américains. En bien entendu, ils n'ont pas la moindre confiance dans la politique de M. Menahem Begin, partisan du « Grand Israël », ni à plus forte raison dans l'autonomie qu'il propose aux habitants de la Cisjordanie et de Gaza. Malgré leurs « querelles de famille », ces trois forces, disent-ils, sont hostiles à toute indépendance des Palestiniens, et ils en concluent qu'il leur faut être encore plus unis que par le passé pour faire face à leurs desseins.

- (1) Lors d'une interview diffusée dans le cadre de l'émission « Face the Nation » sur la chaîne de télévision C.B.S. d'après *Maariv* du 14 janvier 1980.
- (2) *Maariv*, 27 janvier 1980.
- (3) *Yedioth Aharonot*, 8 janvier 1980.
- (4) C'est ce qu'a déclaré par exemple, le ministre de la Défense israélien, M. Harold Brown, lors d'un entretien avec les dirigeants de la communauté juive des États-Unis d'Israël le 10 janvier 1979.
- (5) *Haaretz*, 16 janvier 1980.
- (6) *Yedioth Aharonot*, 18 janvier 1980.
- (7) *Yedioth Aharonot*, 18 janvier 1980.
- (8) *Yedioth Aharonot*, 18 janvier 1980.
- (9) *Yedioth Aharonot*, 18 janvier 1980.
- (10) *Yedioth Aharonot*, 18 janvier 1980.
- (11) *Maariv*, 18 janvier 1980.
- (12) *Maariv*, 18 janvier 1980.
- (13) *Yedioth Aharonot*, 18 janvier 1980.

## ECOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE  
62, route de Chêne  
1208 GENEVE (Suisse)  
Tél. : 022.36.71-30

LA CHATAIGNERAIE  
1297 FOUNEX (Vaud)  
(Suisse)  
Tél. : 022.76.17-76

## BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français  
Internat et externat pour filles et garçons de 12 à 19 ans  
Sports d'été et d'hiver

de l'Union S.O.





M.C.A.



# de l'économie égyptienne

riches d'informations et jusqu'aux fameuses notices nécrologiques d'Al-Ahram, qui ont servi à mieux connaître les liens familiaux entre les individus ainsi qu'en témoignèrent les prisonniers de guerre interrogés en Israël ?

Pour préparer l'évolution des mentalités, le régime dut d'abord se contenter de renforcer le réseau de pénétration culturelle classique : films, séries télévisées, émissions, etc.

L'ouverture vers l'Occident, l'époque dite de « démocratisation », donna toute liberté pour détruire l'ancienne idéologie, introduire des idées différentes et remplacer les hommes qui — au sein des organes de communication de masse — ne manifestaient pas d'engagement à soutenir la nouvelle orientation.

Avec le voyage à Jérusalem, le chan-

gement a pris une autre dimension. Il fallait convaincre une élite intellectuelle qui se trouvait dangereusement marginalisée. En marge du pouvoir certes, mais aussi en marge de l'ouverture économique, dont elle subissait les effets négatifs à l'université comme dans la presse. C'est alors qu'a démarré à grande échelle l'effort de collaboration d'une importante partie de l'intelligentsia égyptienne aux multiples activités de l'U.S. AID, des universités et des fondations privées américaines. Le but : s'attacher le concours des faiseurs d'opinion en leur procurant des avantages matériels et en les amenant à participer directement à la mutation — la « modernisation » de la société égyptienne. Tâche d'autant plus aisée que cette classe éduquée était déjà occidentalisée.

référé : Nasser, le monde arabe, puis l'islam.

Sur fond de crise économique, ce flux idéologique et cette absence d'objectif national engendrèrent un malaise au sein de la classe dirigeante. A deux reprises depuis 1974, les premiers ministres ont été rendus responsables des difficultés et congédiés : M. El Azh Hegazi en avril 1975, et M. Mamdouh Salem en octobre 1978. D'autres responsables, comme le général Gammassi, ancien ministre de la guerre, ont été écartés ainsi de leur tâche sans raison apparente et promus à des fonctions honorifiques. De nombreuses démissions sont intervenues aux échelons les plus élevés, notamment celles du ministre de l'économie et des finances, M. Abdel Monem El Kaysouni, des ministres des affaires étrangères — MM. Ismail Fahmy et Ibrahim Kamel — lors des étapes cruciales du voyage à Jérusalem et du sommet de Camp David.

Malaise indéfectible, en raison de l'effacement progressif du rôle de l'Etat dans la gestion des affaires du pays. Les ministres ne disposent plus de l'information ni du pouvoir de décision généralement attribués à leurs fonctions. Au-delà, c'est la nature même du pouvoir qui se trouve en question. Pourquoi donc les orientations politiques et économiques revêtent-elles à chaque instant le caractère oligarchique.

Les couches sociales les plus proches du régime sont toujours affectées. Les capitalistes qui ont bénéficié de l'industrialisation ont maintenant l'absence de rationalisation de l'économie, et les petits commerçants, producteurs, menacés par des mesures confiscales (24), appréhendent les effets de la rupture avec le monde arabe. La classe moyenne, essentiellement constituée par les fonctionnaires de l'Etat et les employés du secteur public, mécontente de la situation économique qui lui est faite en vertu de la politique d'austérité, se sent délaissée et se sent trahie. Elle a vu d'ailleurs l'ouverture démocratique, le régime se voit ainsi privé du soutien capital de cette classe au moment où il redouble dans l'ornière du parti unique. Là se situe le nœud des contradictions entre les orientations politiques et économiques que le temps ne cesse d'accroître, accélérant l'isolement du régime.

L'opposition subit de climat général sans espoir, sans la possibilité d'exprimer par les canaux institutionnels classiques. De la gauche à la



droite, chacune de ses composantes fait tout à tour l'objet des attaques du pouvoir qui cherche ainsi à éviter la constitution d'un front national. Les forces libérales conservatrices — le nouveau Wafd, les indépendants libéraux — ne peuvent s'exprimer ni agir en l'absence d'un minimum de démocratisation, d'un minimum d'information sur les réalités économiques et sociales du pays. Les nationalistes, encore peu habitués à se trouver dans l'opposition, n'ont jamais fait d'autocritique et adoptent une attitude d'hostilité crispée, se complaisant d'une certaine nostalgie des années d'indépendance. Les communistes, quant à eux, ont du mal à faire oublier leur soutien au plan de partage de la Palestine en 1947, puis leur hostilité au nationalisme arabe, que le pouvoir ne marque pas de rappeler. Finalement, la majorité de la population restant favorable à la paix, les opposants n'ont qu'un champ d'action fort réduit, certains se contentant d'invocquer les solutions d'avenir, d'autres choisissent la clandestinité sans espoir immédiat.

Il est évident que les partisans de l'Egypte consacrent à sa mutation ne se justifie que dans une perspective régionale plus vaste. L'union avec Israël était une étape. Mais l'ouverture sur le monde arabe reste l'objectif principal, même si les accords de Camp David et de Washington ont aggravé la difficulté. Pour l'instant, l'hostilité des voisins arabes, celle de l'Arabie Saoudite en particulier, et l'impasse des négociations sur l'autonomie des territoires occupés pèsent sur l'Egypte. Toute liberté de mouvement des ouvertures européennes en direction de l'O.I.P. alourdiraient-elles à lever à temps les obstacles qui compromettent la réussite de la mutation égyptienne ? C'est un premier pari.

Mais il en est un second encore plus risqué : peut-on préserver l'Egypte de la vague d'anti-américanisme qui défie autour d'elle ? Si importants que soient les changements réalisés au cours de ces dernières années, ils concernent essentiellement les élites économiques et culturelles, aptes à reproduire le modèle importé de l'étranger. La majorité de la population se voit, quant à elle, marginalisée, malgré ses espoirs dans la paix. Les contradictions inhérentes au développement de type extrarégional ne peuvent qu'accroître une prise de conscience qui risquerait alors de déboucher sur un regain de nationalisme et d'arabisme, face à la pénétration israélienne. Mais, dans sa faiblesse actuelle, l'Egypte jouit de son éternel atout : le temps.

MARIE-CHRISTINE AULAS.

## La pénétration culturelle

Séminaires, colloques et symposiums se sont multipliés en Egypte, dans les nouveaux instituts de recherche créés sur les rives de la Méditerranée (en Italie et en Grèce, en particulier), et aux Etats-Unis. S'y ajoutèrent à ces séries de conférences, des séminaires sabbatiques dans les universités américaines, toutes choses qui stimulent les échanges et valorisent l'individu jusqu'à confiner dans les limites étouffantes de la vallée du Nil, sans crédit de recherche ni possibilité d'expression. Quelles que soient leurs opinions politiques, les candidats sont généralement choisis en fonction de leur appartenance à une certaine école de leurs responsabilités professionnelles. Le même type d'activités s'est développé parallèlement en Egypte, où l'université américaine du Caire est progressivement distinguée par un dynamisme d'effort d'autant plus remarquable que les universités égyptiennes souffrent de multiples interdictions. Les meilleurs spécialistes américains — surtout dans le domaine des sciences sociales — s'y succèdent désormais pour donner des cours et des conférences ouvertes à un large public. Une étroite coopération s'est tissée avec de nombreux centres de recherche égyptiens. A tel point que, par exemple, l'ensemble des travaux effectués par le Centre de sociologie et de criminologie d'Elmhurst (banbourg du Caire) depuis sa création ont été transférés en 1975 au département d'anthropologie de l'université américaine. Par mesure de conservation, dit-on, de très importants crédits — l'équivalent en 1978 de 70 millions de dollars de la part de la seule U.S. AID (16) — sont accordés aux instituteurs et aux universitaires intéressés par des études et enquêtes dans les domaines les plus variés. Pour ceux dont le salaire à l'université plafonne 70 ou 100 livres égyptiennes par mois, la perspective de pouvoir le multiplier sur place par dix les dissuade d'émigrer, comme avait dû le faire le quart de l'ensemble du corps universitaire égyptien (17).

Ainsi une grande partie de l'intelligentsia égyptienne apporte-elle son concours à la mutation. Elle défend cet idéal de vie américaine, si fascinant à travers les grandes universités et les films, sources bases de référence. Combien d'autres plus précautionneux qu'elle forment l'opinion et éduquent la génération à venir.

Dynamisme, modernisation, technocratie, tout ceci est une manière directe de préparer les esprits à la coopération avec le nouvel allié israélien, auquel l'intelligentsia égyptienne était jusqu'à présent particulièrement réticente. Le dialogue amorcé lors de colloques récents à l'extérieur, n'est-il pas destiné à se poursuivre dans la vallée du Nil ? Avant la normalisation des relations culturelles, des tentatives de contact diplomatiques ont été faites en faveur de l'évolution politique, surtout dans le domaine des sciences sociales, des sciences politiques, de l'égyptologie et de l'islamologie. A quelques exceptions près, en effet, les pressions diverses, la classe intellectuelle a ten-

dance encore à se retrancher en se retranchant derrière des considérations politiques, exigeant d'abord la normalisation des relations culturelles ou, pour les plus réticents, l'autonomie des territoires occupés. C'est ainsi que la réception prévue à l'université du Caire en l'honneur du vice-premier israélien, le professeur A. D. El Azh, n'a eu lieu qu'au dernier moment. Cette réserve explique aussi le silence de la presse et des milieux cinématographiques sur la participation d'une délégation israélienne au dernier Festival de cinéma du Caire.

L'application des accords de paix suppose évidemment certains aménagements dans le domaine culturel. Une commission conjointe israélo-égyptienne s'est, par exemple, réunie au Caire pour corriger le manuel égyptien d'enseignement de l'histoire, les ouvrages israéliens échappant toutefois à une modification parallèle puisque le pays reste en état de belligérance avec ses autres voisins arabes (18).

La difficulté pour Israël, est de trouver en Egypte les interlocuteurs qui, parmi les élites, sont le plus ouverts à la coopération, et se recrutent dans la jeunesse, et dans l'ancienne génération élevée à l'occidentale, demeurée souvent en marge depuis 1962.

Car il en va dans le domaine culturel comme dans celui de l'économie : la collaboration avec Israël demeure difficile tant que le monde arabe se refuse à suivre la voie ouverte par l'Egypte. C'est en effet à Damas, à Beyrouth, à Riyad, que la production culturelle égyptienne trouve la plus grande part de son audience, sans parler de sa réimpression. On ne s'étonne donc pas que, depuis le début des négociations israélo-égyptiennes, aucun scénario cinématographique n'ait été réalisé sur le problème de la paix. Un exemple incontestable de chansons ont été écrites en faveur de la paix, certes, mais aucun des grands de la chanson — après la mort d'Oum Kalthoum et d'Abdel Halim Hafiz — n'y a participé.

Tout en jouant la carte confessionnelle (privilegeant les chrétiens), Israël semble vouloir aussi appuyer sur les vieilles formules utilisées jadis par les puissances européennes existant la spécificité historique et géographique de la vallée du Nil, l'Egypte pharaonique, l'Egypte éternelle, objet de controverses au début du siècle entre le parti nationaliste Mustapha Kamil et les manœuvres du haut commandement britannique. Une autre façon d'isoler le pays de son contexte régional arabe est de mettre l'accent sur l'Egypte millénaire, telle qu'elle apparaît dans un temps, le grand romancier Taha Hussein, une Egypte proche de l'Occident et de la Grèce antique, et qui retrouve à un héritage commun avec Israël. Avec la modernité, la culture du mode de vie fruste des bedouins et, par glissement sémantique, des Arabes, Israël offre à l'Egypte une autre identité (19) au moment où celui-ci se trouve coupé de ses attaches traditionnelles.

## Démocratisation bloquée

A vie politique intérieure ne semble pas connaître la même évolution, relevant au contraire une certaine permanence, souvent incompatible avec les nouvelles orientations économiques et les intentions de ses partenaires.

L'ouverture vers la démocratie, amorcée à l'été 1974, a été affectée par les émeutes de janvier 1977. Elle fut définitivement bloquée au cours du processus de paix. Les lois issues des référendums de février 1977 et de mai 1978 puis le renouvellement de l'Assemblée du peuple au lendemain du traité de Washington (21) ont privé les partis politiques, qui commencent à prendre forme, de toute possibilité d'action. En outre, la nouvelle loi sur la création des partis politiques, promulguée au mois de septembre 1978, exige d'eux qu'ils adhèrent au traité de paix en vertu du référendum du 19 avril 1978. Le seul parti d'opposition — le parti du travail socialiste — actuellement représenté au Parlement est dirigé par M. Ibrahim Choukry, qui a dû abandonner son portefeuille ministériel pour assumer la direction de son parti.

Le parti national démocrate (P.N.D.), créé au cours de l'été 1978 par le chef de l'Etat, qui le préside, est très vite devenu le principal organe de la vie politique du pays puisqu'il détient la quasi-totalité des sièges de l'Assemblée du peuple et compte près de 10 millions cinq cent mille membres, selon l'évaluation approximative qu'en donne le responsable du recrutement. Il bénéficie du concours des grands organes d'information, même si ceux-ci ne lui sont pas liés légalement et financièrement. Mais l'élan que le président Sadate voulait introduire dans la vie politique, grâce à la présence d'hommes nouveaux, aux postes de responsabilité du parti, s'est vite heurté aux groupes de pression, à l'inertie mani-

festée par la classe politique traditionnelle proche du régime. Malgré l'importance des enjeux, le parti n'a dans la première année de son existence, le parti s'est trouvé pris au piège des réflexes et des tares de l'ancien parti unique. L'Union socialiste arabe (U.S.A.), le P.N.D. souffre d'une absence d'orientation devant laquelle les responsables du parti et les commentateurs politiques des organes d'information se bornent à justifier les décisions du chef de l'Etat.

Le régime a-t-il, aujourd'hui, une idéologie ? Question capitale, au lendemain de la signature du traité de paix avec Israël. Le débat sur la cause nationale — celle qui a conditionné en grande partie l'évolution de l'Egypte depuis plus de trente ans — a été évacué, sinon interdit, tout au long du processus de paix. Ce vide a engendré une frustration certaine dans la population, pourtant favorable à la paix dans sa très grande majorité. A défaut d'une argumentation rationnelle et documentée en faveur du traité de paix, la logique de chacun consiste à mettre en avant l'absence de solution de repli, et fait plus grave, à introduire un complexe d'infériorité souvent nourri d'un racisme à rebours, cette *musman'a* négative dont parle Ibn Khaldoun (22).

Ayant été renoncé à la principale cause nationale, le pouvoir ne semble pas avoir, pour le moment, d'autre objectif existant à proposer. Il adopte alors un ton moralisateur qui vise à susciter l'adhésion des masses tout en évitant le dialogue. Aujourd'hui, comme en mai 1971, il s'agit de veiller à la « paix sociale » et de « revenir aux sources du village, à notre origine, pour en découvrir les défauts » (23). Fidèle à cette philosophie propalée lors de sa prise de fonctions, le président a toutefois abandonné les différents sources de légitimité auxquelles il s'était alors

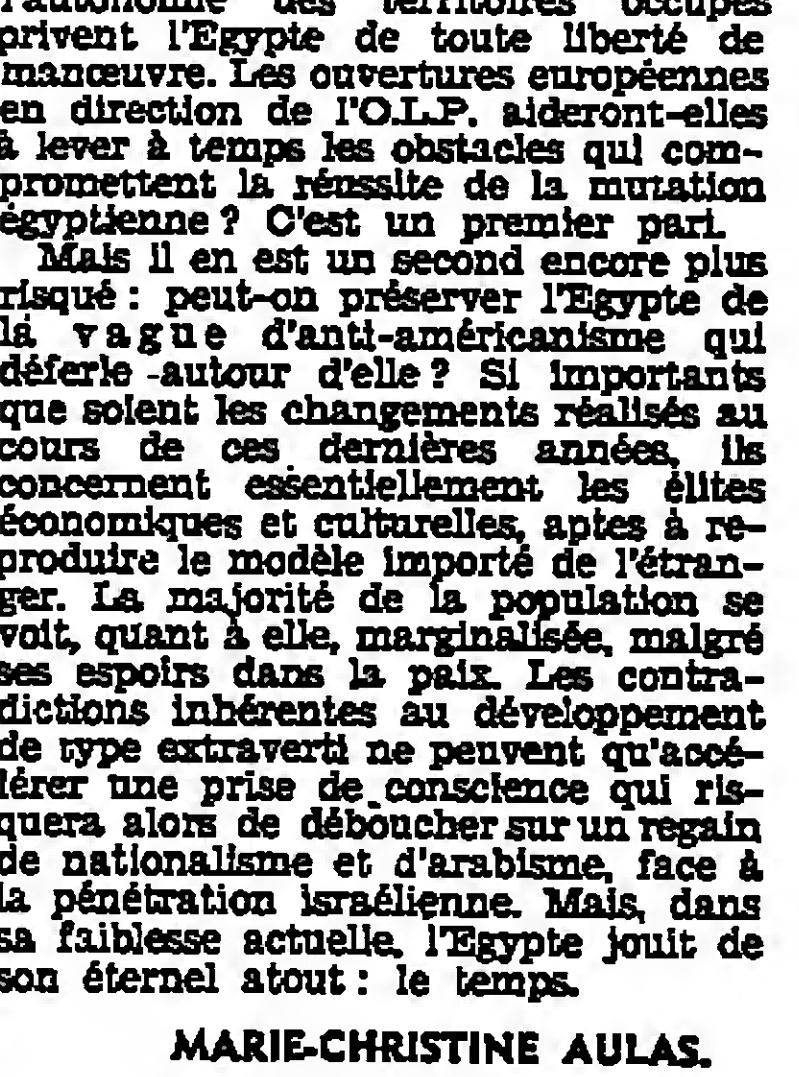
## Faiblesse de l'islam

LES courants religieux tirent avantage, en revanche, de cette crise que traverse l'Egypte, sans constituer cependant un mouvement d'opposition politique qui puisse, comme en Iran, éveiller les consciences. Al-Azhar, l'organisme religieux officiel, est dépourvu de pouvoir : les ministres de la paix, mais une cour constitutionnelle suprême vient d'être mise en place : présidée par le chef de l'Etat, elle contrôlera le contrôle des lois et de la compétence de toutes les autres juridictions. La presse, élevée au rang de quatrième pouvoir, a vu ses structures internes remaniées dans le but, entre autres, de mieux contrôler les activités du syndicat des journalistes. Enfin, l'Egypte se prépare à voter une nouvelle Constitution, dont l'élaboration s'accompagne de la suppression de l'Union socialiste arabe. L'occasion sera peut-être propice à d'autres modifications. Ainsi Mme Fayda Kamel, députée, membre du P.N.D. et épouse du ministre de l'Intérieur, M. Nohoud Ismail, a-t-elle déjà demandé à l'Assemblée du peuple que la durée du mandat présidentiel, limitée à deux termes de six ans, soit prolongée à vie. Le pouvoir s'efforce aussi d'amé-

## 15 000 EXEMPLAIRES VENDUS...

SOMMAIRE

- chapitre 1 A LA SOURCE
- chapitre 2 L'ORIGINE, C'EST CHOISIR
- chapitre 3 LA FUBUCITÉ: LE NEUF DE LA GUERRE
- chapitre 4 DE LA NOUVELLE AU « PAPIER »
- chapitre 5 LA MISE EN PAGE
- chapitre 6 LA RÉVOLUTION DES TECHNIQUES D'IMPRESSION
- chapitre 7 LA CHASSE AUX LECTEURS
- chapitre 8 LES PARTICULARITÉS DE L'ENTREPRISE DE PRESSE
- chapitre 9 LE JOURNAL SERVICE PUBLIC ?
- chapitre 10 L'INFORMATION, UN ENJEU
- chapitre 11 LA PRESSE MULTIPLE
- chapitre 12 PÉDAGOGIE DU JOURNAL
- chapitre 13 110 FICHES



« Dans l'esprit du « Monde », un guide documenté, méthodique, rigoureux. » (LA TRIBUNE DE GENÈVE.)

En vente dans les Maisons de la Presse, les principales librairies et au « MONDE », Service des Ventes, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

## SUBVENTIONS : mythes et réalités

Le parti national démocrate (P.N.D.), créé au cours de l'été 1978 par le chef de l'Etat, qui le préside, est très vite devenu le principal organe de la vie politique du pays puisqu'il détient la quasi-totalité des sièges de l'Assemblée du peuple et compte près de 10 millions cinq cent mille membres, selon l'évaluation approximative qu'en donne le responsable du recrutement. Il bénéficie du concours des grands organes d'information, même si ceux-ci ne lui sont pas liés légalement et financièrement. Mais l'élan que le président Sadate voulait introduire dans la vie politique, grâce à la présence d'hommes nouveaux, aux postes de responsabilité du parti, s'est vite heurté aux groupes de pression, à l'inertie mani-

Appel à la 32



## LES MOYENS D'INFORMATION EN TEMPS DE CRISE

## Du bon usage de la domination culturelle

A U royaume du clair-obscur, la scène lumineuse des faits ne paraît pas. Dans ce domaine, le langage des mythes du lyrisme humaniste et les mystifications du modernisme technique que constitue le discours dominant sur les médias, l'ouvrage d'Armand et Michèle Mattelart (1) opère une percée vers l'intelligence de la réalité communicationnelle. L'actualité quant aux enjeux, information quant aux moyens : cet alliage est exceptionnel. En matière de communication, la plupart des théoriciens suivent les données technologiques ou industrielles de l'instrument ; d'autres s'y notent. A. et M. Mattelart réussissent le miracle de coller à la base matérielle des médias sans se faire piéger par l'illusion technique.

De l'usage des médias en temps de crise juxtapose des enquêtes dont les thèmes et les objets se suivent sans se ressembler. Cette apparente dispersion traduit en surface la volonté de faire circuler, l'un dans l'autre, des registres ordinaires closés. L'innovation ici, c'est précisément l'inséparation des plans technico-économiques et politico-culturels. Elle consiste à faire jouer

l'économie des médias comme révélateur politique et la politique des médias comme résultante économique. En d'autres termes, la critique de l'économie politique des médias, que cet ouvrage développe *in vivo*, à même les faits, dévoile à la fois les enjeux politiques du fait industriel et les bases industrielles d'un nouveau système de domination politique. Ce qui fait étonner, c'est la mise en contact de l'évolution technologique des moyens de communication avec l'évolution réelle des rapports de classes à l'échelle internationale.

Parler médias, c'est d'abord parler budget, coûts, rentabilité. Telle est la « loi de l'appareil ». Ces impératifs structurent le « nouvel ordre culturel », et les Mattelart le démontrent à partir des derniers exploits de la grande industrie culturelle, à dominante américaine. Mais parler médias, c'est aussi parler rapports de forces, redéploiement idéologique, législations d'exception. La crise générale fait passer l'Occident, par pans entiers, d'une idéologie de liberté à des idéologies de sécurité. Les médias constituent un secteur délaissé de cette transformation : à la fois un moyen et un test de passage. Si les idéologies

Par REGIS DEBRAY

de la « sécurité nationale » ont eu pour banc d'essai certains pays-clés de la périphérie — le Brésil, par exemple — le détournement par la périphérie est, en fait, une montée en première ligne et éclaircie directement la réalité de ce qui se joue sous nos yeux, au cœur de l'Occident libéral. Autre source de lumière donc — pendant géographique de la première : la mise en contact d'expériences d'ordre naître étrangères les unes aux autres, comme par exemple l'insurrection de la bourgeoisie chilienne ou la guerre populaire au Mozambique avec le marché des « serials » télévisés ou l'industrie de la vidéo.

Il y a, dans ce retournement, une ironie brechtienne, féconde en valeurs d'étonnement et donc de connaissance. La norme se lit dans l'exception, la vérité du centre s'expose sur sa périphérie. Cette règle abstraite de portée générale, ce livre nous la découvre presque sans le dire, au fil d'analyses concrètes, dont l'ensemble constitue la véritable partie de vérité du discours, et sa partie la plus convaincante. La « pression du réel »

atteint son plus haut niveau en temps de crise, et l'analyse descriptive de la crise chilienne — notamment celle d'octobre 1973 — permet aux Mattelart un remarquable démontage des mécanismes de l'hégémonie moderne. C'est un fait que l'Unité populaire fut d'abord vaincue sur le terrain de l'hégémonie, (ou de l'« opinion ») avant de l'être sur le terrain politique et finalement militaire. Mais l'ultime défaite — celle du 11 septembre 1973 — n'aurait pas été possible sans le plateau de lancement du mouvement, à sa pour théâtre d'opérations le système des communi-

cations de masse, où l'Unité populaire s'est retrouvée à la fois matériellement minoritaire (l'essentiel des réseaux journalistiques, radiophoniques et télévisés étant sous le contrôle de la droite), politiquement divisée et idéologiquement désamplifiée. On ne l'avait jamais aussi clairement démontré, et il s'agit bien d'une « leçon du monde périphérique à l'usage des pays européens » (titre de la troisième partie de l'ouvrage) que la gauche occidentale ferait bien de méditer. Plus précisément : quelle se doit d'assimiler de toute urgence et sous peine de mort.

## Mieux que la propagande

OR Pinochet est universellement reconnu comme un maître de la rhétorique progressiste, — mais Edouard, propriétaire du groupe de presse El Mercurio, à peine égrainé, voire simplement méconnu. Le malheur, c'est que le second a permis le premier (le nom propre ayant ici valeur de symbole). Non seulement comme tête chercheuse, préparant le terrain idéologique au sein des couches moyennes nées, par deux années d'inculturation symbolique, en état d'accepter comme normale et nécessaire la monstrueuse violence militaire, mais comme véritable fer de lance et plate-forme de lancement du coup d'Etat final. Il ressort de ces analyses que le domaine dit culture, dépasse singulièrement celui de la propagande, où le confinement par l'ennemi de la culture du « socialisme réel » et même celui de la culture populaire. Les opérations de la culture et de la communication (comme chez nous le ministère du même nom) désignent un lieu stratégique d'affrontement des classes sociales, et une situation de crise en exhibe avec une salutaire impudeur le caractère proprement militaire. Ce n'est pas un hasard qu'elles ne puissent alors s'appréhender qu'au moyen du vocabulaire de la guerre : commandement unifié, coordination des forces, répartition des secteurs, concentration du tir, encerclement, en tenaille, etc. Le mérite des Mattelart est de relever le défi sans tricheries idéologiques, mais aussi sans les simplismes réducteurs de ceux pour qui la « guerre

idéologique » reste affaire d'annexes, d'alignements ou de tactiques. Cette juste mesure, qui n'est pas timidité mais réalisme, prend aujourd'hui, et sous nos latitudes, une valeur exemplaire. La logique de la guerre rend la finesse indispensable et la brutalité nocive. Les temps de crise n'exigent pas deux fois moins d'intelligence que les temps paisibles de la coexistence nationale ou internationale, mais deux fois plus. L'appréhension du médium comme rapport de forces politiques et non comme simple instrument technique de diffusion, ainsi que la « reversibilité » d'un mode de communication qui peut se retourner contre ses utilisateurs, s'ils n'en ont pas une maîtrise conceptuelle, constituent donc deux acquis que l'enquête des Mattelart achève de consolider. Sans doute restera-t-il à unifier le champ théorique que cet ouvrage dégage pour ainsi dire en creux, à l'état pratique. On ne pourra pas faire longtemps l'économie du passage par l'abstraction et la systématisation des hypothèses s'il s'agit de faire de l'univers communicationnel l'objet d'une science rigoureuse. Mais tel n'était pas le but de l'ouvrage, même si contribuera mieux que tout autre à l'inscrire sur l'ordre du jour. Son mérite est de substituer la recherche concertée aux concepts *a priori*, tout en suscitant leur nécessaire émergence. Voilà qui fera de l'usage des médias en temps de crise une lecture impérative.

(1) De l'usage des médias en temps de crise, Alain Moreau, Paris, 1979, 440 pages.

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

## SUEDE

(Elections législatives du 15 septembre 1979)  
Nombre d'électeurs inscrits : 6 038 776 ; nombre de votants : 5 480 109, soit 90,75 % ; nombre de suffrages valablement exprimés : 5 468 688.  
Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : parti social-démocrate : 2 336 224 voix, soit 42,6 % ; 154 sièges ; parti modéré : 1 108 406 voix, soit 20,34 % ; 73 sièges ; parti centriste : 994 989 voix, soit 18,07 % ; 64 sièges ; parti libéral : 577 063 voix, soit 10,55 % ; 38 sièges ; parti communiste : 303 420 voix, soit 5,50 % ; 20 sièges ; divers : 116 928 voix, soit 2,14 %.

Gouvernement formé le 11 octobre 1979  
Premier ministre : M. Thorbjörn Fälldin ; ministre de la Justice : M. Håkan Winberg ; affaires étrangères et coopération : M. Ola Ullsten ; défense nationale : M. Eric Kröner ; affaires sociales et santé publique : M. Karin Söder ; ministre adjoint des affaires

sociales, responsable de la santé publique et de l'organisation médicale : Mme Elisabet Solén ; transports et communications : M. Ulf Adelöf ; économie : M. Gösta Bohman ; budget : M. Ingemar Johansson ; éducation nationale et affaires culturelles : M. Jan-Erik Wikström ; ministre adjoint de l'éducation nationale, responsable de l'organisation scolaire : Mme Britt Mogård ; agriculture : M. Anders Dahlgren ; commerce : M. Staffan Linder ; travail : M. Göran Wirtén ; ministre adjoint du travail, responsable des questions ayant trait à l'immigration et à l'égalité des sexes : Mme Karin Andersson ; logement : Mme Birgit Friggö ; ministre adjoint du logement, chargé de l'aménagement du territoire : M. Georg Demel ; industrie : M. Nils G. Åsberg ; administration locale : M. Karl Boo ; énergie : M. Carl Axel Petri.

## DANEMARK

(Elections législatives du 23 octobre 1979)  
Nombre d'électeurs inscrits : 3 730 850 ; nombre de votants : 3 134 345 ; nombre de suffrages valablement exprimés : 3 171 002, soit 85,5 %.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : Parti social-démocrate : 1 213 456 voix, soit 38,23 % ; 88 sièges ; Parti radical : 173 355 voix, soit 5,4 % ; 10 sièges ; Parti conservateur populaire : 395 833 voix, soit 12,5 % ; 22 sièges ; Parti géorgiste : 82 238 voix, soit 2,6 % ; 5 sièges ; Parti socialiste populaire : 187 284 voix, soit 5,9 % ; 11 sièges ; Parti communiste : 89 501 voix, soit 2,8 % ; 22 sièges ; Parti libéral : 398 464 voix, soit 12,5 % ; 22 sièges ; Parti socialiste de gauche : 119 047 voix, soit 3,7 % ; 8 sièges ; Parti progressiste : 249 243 voix, soit 7,8 % ; 20 sièges.

## PANORAMA IMMOBILIER

## VIAGERS - F. CRUZ

Appartements, immeubles entiers ou par lots, occupés ou libres  
PRIX INDEXATION ET GARANTIES  
Rens. : 8, rue La Boétie, PARIS 75008 - Tél. 266-19-00

Le calme des jardins intérieurs, le luxe des appartements, le prestige d'un quartier privilégié vous feront choisir

Les Ambassadeurs Saint-Dominique

96/98, rue Saint-Dominique - Paris 7<sup>e</sup>

3-4-5 PIÈCES ET DUPLEX

tous les jours (sauf dimanche et lundi)

de 14h à 19h. Visites sur rendez-vous

705.69.11

## PARIS - Avenue Victor-Hugo

Splendide appartements dans un immeuble de grande classe  
environ 400 m<sup>2</sup>. Entièrement décoré, climatisé et équipé à neuf  
SPACIN - 55, rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris - Tél. 266.82.03

## 5 pièces 865.000 f

110 m<sup>2</sup> + 26 m<sup>2</sup> de balcon  
appartement au 13<sup>e</sup> étage.  
Emplacement de voiture en sous-sol compris.

MANERA S.A.  
725.9216  
Tél. : 773.53.03

Diamant ABELLERIVE  
Au bord de la Seine  
Appartements modernes sur place : 34, quai National Paris  
Tous les jours de 14 h à 19 h  
samedi et dimanche de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h

## AU SOLEIL! COSTA BRAVA

PROFITEZ DE LA BAISSE DE LA PESETA

Terrain à partir de 28.500 F  
Studio avec garage 68.500 F  
Terrain avec amorce 10 m. 78.000 F  
Villa à partir de 98.000 F  
Possibilité de crédit jusqu'à 80 %

FRAIS VOYAGE ET SEJOUR POUR 2 personnes déduits en cas d'achat  
Pour tous renseignements, retourner ce bon à :  
FUNDAMENTA, Place San Pedro 4, 08003, Girona, Espagne  
Tél. (19) 34-72-25-68-54

NOM \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

## BORDEAUX - CAUDERAN

(à proximité du Parc Bordelais)  
2 petits immeubles de standing  
grands 3-4-5 pièces avec loggia disponibles  
S. place, 149, av. du Gal Leclerc - T. (58) 02.01.47 (apr.-midi)

## Une résidence ou la mer

vous regarde.

LA ROSETTE

à 3 km de

Courbevoie 92

du studio ou

4 pièces et duplex

La Roquette est une des dernières résidences construites à 10 m de la mer

VENEZ VISITER L'APARTEMENT TEMOIN

SEULEMENT 100 000 F

alège social : 8 que St-Michel 14000 CAEN Tél. 02.38.12

ACHETEZ UNE RÉSIDENCE SECONDAIRE

— Si elle vous offre le confort, le

luxe et la sécurité et peut donc

devenir votre résidence principale

pour la retraite.

— Si elle constitue un bon investissement.

— Si elle est accessible par le train.

A COLLIOURE, LES RÉSIDENCES

DU PORT D'AVALL

répondent à ces exigences

Appartements 2 et 3 pièces luxueusement et complètement équipés.

Isolation thermique et phonique poussée. Petits immeubles

3 étages sur 14 000 m<sup>2</sup>, avec accès direct à la plage (130 m).

Piscines, tennis, club house

Prix fermes et définitifs à la réservation.

Nous terminons notre programme.

Venez visiter nos appartements avant qu'il ne soit trop tard.

LES RÉSIDENCES DU PORT D'AVALL

B.P. 39 - 66190 COLLIOURE - Tél. (83) 82.28.08

## Valmorel

Tarentaise/Savoie/1400 m

River - Été

Achetez un appartement

à votre disposition

4 semaines en hiver

et 3 semaines en été

et toute l'été saison

(il sera loué le reste

du temps).

## La copropriété

conventionnée

Aucune charge à payer,

en bénéficiant

d'un revenu net.

Renseignements :

Alpes Réservations

58, rue Maurice Rippe

75014 Paris. Tél. 539.22.37

## NICE GARIBOLDI

IMMEUBLE TRÈS LUXUEUSEMENT RENOVÉ  
- 5/5 p., asc., terrasses, balcon, veranda living, haute plafond  
R.V. : mardi, vendredi après-midi - 37, av. de la République, 06000 NICE  
ou sur Rendez-vous - Tél. : (93) 88.88.08

à NICE  
le vrai luxe  
c'est CIMIZ

VILLA LYDIA  
68, bd de Cimiez 06000 Nice  
Dans un parc de 5000 m<sup>2</sup>,  
quelques appartements  
de très grand standing  
Renseignements : bureau de vente sur place - AGENCE CENTRALE (93) 78.82.40

les bons côtés de Nice.

Ex. : 3 pièces  
Surf. hab. 70,60 m<sup>2</sup>  
Balcon 16,21 m<sup>2</sup>  
Prix au 3<sup>e</sup> ét. 448.000 F

LES JARDINS DE CORBELLIA  
20 m de STUDIO AU 5<sup>e</sup> PIÈCES  
38 m de JARDIN CORBELLIA 06000 NICE  
N.P. 101, Bd JEAN LAUREN - 82100 BOULOGNE TEL. 604.80.40

Investissement unique

6  
DEUX PIÈCES

Prix - Rentabilité - Gestion

Résidence dominant les jardins  
du Casino de Monte-Carlo

68 x 74 m<sup>2</sup> - Loggia 11 m<sup>2</sup>  
Cristalline tout équipée - Prix définitifs - Livraison 1<sup>er</sup> trimestre 80

Une réalisation ETUPEO  
12 rue de Penhièvre 75008 Paris  
Renseignements sur place  
Mlle THOUIN (93) 78.29.32  
Paris Mlle GUEGAN (1) 265.85.80

LES ORRES  
VOTRE APPARTEMENT  
AU CŒUR  
DE LA STATION

avec accès direct aux pistes

STUDIO, 2 OU 3 PIÈCES

LIVRABLES IMMÉDIATEMENT

Qualité et standing  
NORTHWOOD à des prix  
très compétitifs.

Renseignements  
et vente sur place,  
"LES GRADINS"  
05200 LES ORRES.

Tél. (92) 44.01.50/44.00.28,

tous les jours,

de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h.

A Paris : tél. 558.46.75.

MEGÈVE - RÉSIDENCE DU MONT D'ARBOIS  
Route du Mont d'Arbois. Immeuble chalet de grand standing. Types 1, 2, 3 et 4.

Renseignements et vente sur place  
les mardi et mercredi, tél. 16 (20) 212.780 ou à Lyon  
R.C. - 170 boulevard Stalingrad - 69008 Lyon - Tél. (7) 889.41.25



## LES DROITS DE L'HOMME AU PÉROU

Entre 1973 et 1978, au Pérou, le salaire réel a diminué de moitié. Aujourd'hui, le salaire minimum est de 1 dollar par jour. Au-dessous de ce seuil se trouvent les chômeurs et ceux que l'on appelle, par euphémisme, les « sous-employés » : ensemble, ils représentent déjà plus de 50 % de la population active, et ce pourcentage est en augmentation.

De ce fait, l'alimentation s'appauvrit. La F.A.O. estime le minimum nécessaire à 2 400 calories et 56 grammes de protéines par personne : au Pérou, ces chiffres sont descendus à 1 584 calories et 31 grammes de protéines.

A leur tour, ces insuffisances sont à l'origine d'un accroissement des besoins en soins médicaux ; mais, dans ce domaine, les facilités, au lieu d'augmenter, diminuent. Pour 1 000 habitants, le pays dispose à présent de 2,14 lits d'hôpital et de 0,6 médecin.

La misère, dont ces statistiques de source ministérielle ne donnent qu'un pâle reflet, est en elle-même une

atteinte aux droits de l'homme. Elle explique aussi pourquoi les Péruviens luttent désespérément pour la défense de leur salaire réel, de leur droit au travail et de leur survie : les persécutions, la prison et la mort sont la réponse de la junte militaire.

L'auteur de ces lignes est membre de la « Commission d'enquête sur la violation des droits de l'homme et sur les

enrichissements illicites au cours des dix dernières années », créée par l'Assemblée constituante. Devant toutes les atrocités perpétrées, qu'a fait cette commission ? Rien. Car, d'après son président, qui est celui qui commande, et d'après la majorité de l'Assemblée constituante à laquelle il appartient, « on ne peut pas s'immiscer dans l'action des tribunaux ». L'Assemblée constituante est ainsi devenue la complice des forfaits commis. Il faut alors attirer l'attention de l'opinion internationale sur quelques cas qui ont été soumis à cette « commission » au nom si emphatique et aux réalisations si nulles.

## Contre la terre contre les gens et contre les vains rêves paysans...

Par HUGO BLANCO \*

### Droit au travail

« TRAVAILLER ET PRODUIRE : telle est la formule pour sortir de la misère ; le gouvernement exhorte patriotiquement tous les Péruviens à s'acquiescer de ce devoir. » (Déclaration diffusée, sous des formes diverses, par les journaux, les radios et les chaînes de télévision : déclaration émise par tous les membres du gouvernement, et reprise par ses porte-parole sur tous les tons, comme un écho interminable dans un cachot vide.)

« Si ne voulait que travailler pour donner du pain à ses fils qui meurent de faim... pourquoi l'avez-vous tué ? Pourquoi tenez-vous contre nous, qui sommes des Péruviens ? » (Cri chanté et humide de l'épouse, de la fille ou de la sœur d'un ouvrier de Cromotex ou d'un paysan du Haut-Piura). Le même épisode s'est reproduit, à deux jours d'intervalle, à Cromotex et au Haut-Piura, respectivement en versions ouvrière et paysanne.

Cromotex. Trois heures du matin, le 4 février 1979, quinze blindés et deux cars bondés de policiers armés jusqu'aux dents contre quelques dizaines d'ouvriers sans armes, dans une usine textile des alentours de Lima.

Un ouvrier arrêté : « Les patrons a voulu nous mettre à la porte illégalement sans nous payer ce qu'il nous devait et sans indemnisation : c'est pourquoi il voulait sortir les machines de l'usine. C'est pour l'en empêcher que nous sommes restés sur place, à garder les machines. La police est arrivée pendant la nuit et nous a tirés dessus. Deux camarades ont été tués et il y a eu beaucoup de blessés, dont trois sont morts par la suite. Ils nous ont arrêtés et nous ont roués de coups. Et on dit qu'ils vont demander la peine de mort pour quelques-uns, parce qu'un capitaine est tombé du toit et s'est tué au moment de l'assaut. Nous allons à garder notre centre de travail et ils nous ont attaqués ; mais à présent c'est nous qui sommes en prison pour « votes de fait contre la force armée » et c'est nous qui sommes jugés par un tribunal de cette même police qui nous a attaqués. »

Haut-Piura. Des mains de paysans désolées, affamées de terre ; des terres en friche affamées de mains ; un vide anxieux dans les estomacs des enfants et des adultes ; des haricots et du maïs qui viennent gratter : c'étaient des forces d'un amour irrésistible qui se sont rencontrées et fondues dans une étreinte profonde de vie. Mais c'est la mort qui est arrivée, sous l'uniforme des gardes d'assaut ; elle est venue dans une opération conjointe menée par l'armée, la police en uniforme et la police secrète : elle est arrivée avec des avions, des blindés, des hélicoptères, des gaz, des balles, des balles... Des huttes brûlées avec, à l'intérieur, des couvertures uniques, des outils uniques, des aliments uniques. Des femmes traitées par les cheveux, des femmes mises à genoux, des femmes encolées battues, leurs enfants dans leur ventre recevant les promesses des forces de l'ordre de les aider à sortir à coups de pied. Des forces de l'ordre qui, à leur tour, portent plainte pour « des attaques contre la force armée » qu'elles ont subies lorsqu'elles ont quitté leurs casernes, en pleine nuit, pour aller tirer contre le maïs, contre les gens, contre les huttes, contre la terre, contre les outils, contre les mains et contre les vains rêves paysans, des rêves de vie : « Ils ont emmené mon mari, mon père et mon fils aîné... qui nourriront mes six enfants ? » ; « Il y a des blessés qui sont en train de mourir, cachés dans la montagne ; ils ont peur de venir, car on les cherche pour les arrêter pour avoir été emprisonnés : c'est normal. Aucun blessé n'y échappe : avoir été atteint par une balle est la preuve irréfutable que l'on a attaqué la force armée. Les inculpés seront jugés par un tribunal militaire, conformément au code de justice militaire. La terre est restée assoiffée, veuve : le sang n'a pas suffi à la désaltérer. »

« TRAVAILLER ET PRODUIRE : telle est la formule... que les mains mortes ne pourront plus écouter, ni appliquer. »

6 février 1978 : attaque de quatre cents agents de la répression contre les habitants de Talandracas, Yapatera et autres petits villages dans le Haut-Piura, au nord du Pérou.

### Droit de grève

Le droit de grève existe en théorie seulement : le gouvernement le supprime sans aucune difficulté, il tue ou emprisonne les grévistes. Il y a à présent quelque deux cents mineurs en prison pour avoir exercé ce droit.

### La peine de mort

Le harcèlement policier est ainsi : des yeux qui cherchent, qui observent, des yeux méchants. Et comme ils changent de forme ! En pleine nuit, ils se métamorphosent en obscurité, ils se déguisent en rêve ; ils sont dans les murs, mimés ; ils se mettent même dans les visages des gens ! Et l'on échappe, l'on fuit, mais toujours plus lentement que la transformation de ces yeux. Et il n'y a pas de défense contre ce harcèlement, mais on le cherche : la fuite ? la montagne ? La cave ? une arme ?

Sanabria a cherché refuge dans une arme : il avait envie de se mettre dans la crosse, ou dans le tambour. L'arme le défendrait contre le harcèlement : quelle angoisse ! Il tirerait sur les pavés, sur les phares des voitures, sur les murs, sur l'obscurité et sur les rêves ; il tirerait contre le harcèlement et celui-ci cesserait. Malheureusement, dès qu'il a son arme à la main, il se met à penser : ce n'est pas logique de tirer sur les murs ou sur les rêves. Malgré son arme donc, le harcèlement continuera. Mais il se peut que... sait-on jamais... c'est toujours quelque chose : il se collerait à l'arme, quelque avec beaucoup moins de confiance : cela vaudrait mieux que rien ; et c'est ainsi qu'il est resté, seul avec son arme, face au harcèlement omniprésent et multiforme. Mais pourquoi cette crainte du harcèlement ? Est-ce de la peur devant la mort future, la prison ou la torture ? Pas du tout ! On peut penser à la prison, à la torture et à la mort sans épouvante. Non : le harcèlement a sa vie propre, il est à lui seul une menace, il est dans l'air, et désormais il y a danger à respirer ou à manger ; il se met dans l'estomac, dans les os ; il se met dans le sang et circule avec lui ! Et le pire est que l'on doit continuer à vivre, et vivre c'est dangereux, car cela veut dire respirer, manger, dormir, voyager...



(Photo Saigado-Gamma.)

Sanabria se déplaçait dans un autobus : le harcèlement est monté dans le véhicule en uniforme de policier : le harcèlement a regardé Sanabria, il s'est approché de Sanabria, il a traité Sanabria de voleur. Sanabria savait que le harcèlement ne le poursuivait pas pour vol, car cela est peu de chose ; le harcèlement le cherchait pour un délit grave, très grave, un délit de plus en plus courant au Pérou, où il s'étend comme une maladie contagieuse : le délit de réunir la faim de milliers de gens et de la pécher dans la lutte politique. Le paysan Sanabria savait qu'il était un délinquant de ce genre, un militant de gauche.

Attaque du harcèlement, défense, arme du harcèlement, arme contre le harcèlement, lutte, des bras, balancement, des coups, des doigts, un tir... et le policier est tombé. Et alors, la fuite folle, et le harcèlement, le harcèlement...

Raymundo Sanabria, vingt-sept ans, a été arrêté le 13 septembre 1976, torturé, et traduit devant un tribunal militaire sous l'incrimination d'attaque contre la force armée et d'homicide qualifié. Le procureur a demandé la peine de mort.

### Liberté de la presse

Tous les quotidiens de diffusion nationale sont dans les mains du gouvernement. Les nouvelles et les commentaires sont filtrés, ajustés et orientés par le Bureau central des Informations, instrument de la junte militaire. Les principales revues politiques ont été supprimées.

### Une forme courante d'être femme

Elle a plus de soixante-dix ans : on la voit très vieille. On l'a mise à la porte de « sa » maison parce qu'elle ne sert plus à rien.

\* Dirigeant du parti révolutionnaire des travailleurs (de tendance trotskiste), Hugo Blanco avait été élu en 1973 député du FOCPE (Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire) à l'Assemblée constituante qui s'est dissoute en août 1979.

### Procès dans une langue étrangère

Que se passe-t-il pour le paysan indigène qui doit plaider devant les tribunaux ?

D'abord, qu'est-ce ? Lui, la terre et la langue sont ensemble depuis des millénaires. Il n'avait pas de terre ; dans sa langue, il n'y a pas d'avoir : simplement, ils ne faisaient qu'un. Les gens, la terre, la langue, formaient une unité, un tout. Et après ? Les sabots des chevaux européens ont piétiné cette unité ; aujourd'hui, les blindés, les juges, les enseignants, les gouvernements, les lois, continuent de la piétiner.

Les fragments résistent : hommes et femmes collent à la terre. C'est un délit ! Interroger le Droit romain. La langue colle à eux : c'est la faute à la langue, pas aux juges : ceux-ci, évidemment, emploient l'espagnol. La majesté de la loi ne peut pas s'abaisser à utiliser une langue américaine. Et la langue européenne de la loi emprisonne le quechua, l'aymara, le campa, sans se laisser contaminer par eux qui — preuve de leur infériorité — ignorent même la raison pour laquelle ils sont en prison.

### La torture jusqu'à la mort

« Paris, malheureux ! » Et il ne parlait pas. Un coup de pied dans les côtes : et il ne parlait pas. Des décharges électriques dans le corps mouillé : et il ne parlait pas. Une cigarette allumée sur la peau : et il ne parlait pas. Pendu : et il ne parlait pas.

Son corps était jeune et sain, et pour cela il continuait à vivre ; son âme était jeune et saine, et pour cela il continuait à mourir. La force de son corps contre la force de son esprit.

C'est sa conscience qui l'a emporté, et Fernando est mort. Il est mort battu, insulté, torturé. Ils l'ont tué avec une haine infinie, parce qu'il avait un amour infini. Ils l'ont mis à mort parce qu'il aimait la vie. Il est horriblement enfermé dans un cercueil et une niche, parce que son amour débordait les frontières et se déversait sur le monde.

Nom : Fernando Lozano. Profession : étudiant à l'Université. Appartenance politique : IV<sup>e</sup> Internationale. Date du décès : 27 novembre 1976. Lieu du décès : le commissariat de police où il avait été arrêté trente heures auparavant. Cause officielle du décès : infarctus pulmonaire. Cause réelle du décès : tortures sur toutes les parties du corps.

La grand-mère dit : « Il était si fort et si sain... Et comment nous ont-ils rendu son corps ? Totallement défiguré par les coups et autres tortures ! Et ils nous ont dit de nous taire si nous ne voulions pas avoir de problèmes. Mais je ne me tais pas ! Je lutte pour que justice soit faite, et je continuerai à le faire ! »

### Maintenant, les enfants aussi

1978 : sous-alimentation des écoliers aggravée, matériel scolaire plus cher, maladies plus nombreuses et moins de soins médicaux, davantage de chômeurs parmi les parents.

Dans ces conditions, le ministère de l'éducation a rendu plus sévères les conditions d'accès à la classe supérieure. Le ministre des transports a élevé les tarifs des transports urbains : beaucoup d'enfants ont dû cesser leurs études.

Révolte infantile à l'échelle nationale : des ribambelles d'enfants dans les rues du Pérou entier.

La répression militaire pour réponse : des blindés, des grenades lacrymogènes, des matraques, des balles.

Des enfants emprisonnés, des enfants blessés, des enfants morts. Il n'est plus nécessaire d'attendre l'âge adulte pour mourir en « agitateur social ».

Victor Alvarado, Nery Pizarro et Maximiliano Luna étaient des enfants. Ils ne seront jamais des adultes.

J'ai vécu la répression depuis mon enfance. Des coups, des prisons, des exils, des persécutions, des grèves de la faim, des menaces de mort.

Pourquoi continuer ? Parce que j'ai vu autant de révoltes et de solidarité que de répression.

J'ai vu Carmen Ochoa, veuve d'un ouvrier assassiné à Cromotex, lever son poing du fond de sa douleur et de la faim de ses enfants. Je l'ai entendue lorsqu'elle semait le grain de la lutte dans beaucoup de récoltes habitées par la misère.

Lors de la veillée du corps d'un autre ouvrier de Cromotex, Nemigildo Huertas, j'ai vu son frère en train de préparer la défense du quartier, à côté du corps dont la raideur montrait le prix que peut coûter la lutte pour la défense des droits de l'homme.

Comment ne pas continuer si ma vie, la vie qui m'était échue, m'a été volée ? J'ai longtemps porté la répression, au Pérou, au Chili, en Argentine ; et celle qui me reste vous appartient : c'est la vie que vous avez rachetée tant de fois, frères de partout, avec votre solidarité. Cette solidarité qui, chaque jour, rachète, en maints endroits du monde, des vies et des libertés.

delia 1980



## La lutte des Indiens pour la survie

## INVASIONS DE TERRES SUR LES

AUTS P

**K**AUSACHUN TOMAS DE TIERRAS / (Vive les invasions de terres!) En longues files disciplinées, défilant bannières et sonnant de la trompe, précédés des femmes portant leur dernier-né sur le dos, les Indiens de la pampa de Anta, près de Cuzco, reprennent en chœur les consignes lancées vingt ans plus tôt dans la proche vallée de l'Urubamba.

Par vagues successives, les envahisseurs de terres ont défilé. D'abord plus au nord, à Andahuaylas en 1974, sur la pampa de Anta en 1977; à Chincheros et Ocoyachi en 1978; aujourd'hui, elles gagnent Puno, au sud, Lima au centre, et la Haut-Pérou au nord.

Mais si, en 1974, les interventions avaient pour but de contrôler les autorités locales à appliquer la réforme agraire, depuis 1977, au contraire, les occupations de terres affectent les domaines des coopératives créées par la nouvelle loi.

En octobre 1979, les communautés indiennes ont achevé d'envahir les 38 000 hectares de la coopérative d'Anta Pampa, et des conflits ont éclaté sur les domaines de la Tupac Amaru, pourtant entreprise « modèle » aux yeux des militaires.

Situation paradoxale pour un régime dont la réforme agraire a été qualifiée, par M. Fidel Castro lui-même, comme « une des plus radicales en Amérique latine après celle de Cuba ».

Le 3 octobre 1980, une junte militaire nationaliste, ayant à sa tête le général Velasco Alvarado, mettait fin à l'expérience réformatrice du président Belaunde Terry, qui s'achevait dans le discrédit, et entreprenait une série de profondes transformations.

Dès le 25 juin, le nouveau régime promulguait le décret-loi n° 17 718 qui ouvre la voie à une réforme agraire radicale. Dans les jours qui suivent, il fait occuper militairement douze complexes agro-industriels de la région côtière, contrôlés par les « barons du sucre » et par des intérêts étrangers.

Sur les hauts plateaux et dans les montagnes où se concentrent, entre 3 500 mètres et 5 000 mètres d'altitude, la plus grande partie de la population rurale du Pérou, régnait, avant 1980, une situation que l'on peut qualifier de néo-féodale. Dans la région de Cuzco, par exemple, où le phénomène des invasions de terres va revêtir une ampleur sans précédent, 82 % des lopins sont inférieurs à 5 hectares et ne représentent que 5,5 % des superficies exploitables de la province. A l'opposé, les domaines de plus de 1 000 hectares, entre les mains de 0,24 % des propriétaires, occupent 62 % de cette superficie.

Dans les grandes propriétés traditionnelles de la sierra (latifundio), le paiement des ouvriers agricoles s'effectuait le plus souvent en nature ou en échange du droit de cultiver un lopin de terre. Les châtiments corporels étaient monnaie courante : sur le domaine de Huaran, par exemple, le patron faisait jeter les ouvriers « fautifs » dans une fosse remplie de cactus.

Les objectifs de la réforme agraire étaient donc différents selon les régions. Les secteurs modernes de l'agriculture, tournés vers l'exportation (complexes sucriers de la côte et certaines propriétés de la sierra qui se consacraient à la production de laine et de viande), une

fois passés sous le contrôle de l'Etat, devaient permettre une accumulation de capital à investir dans le développement de l'industrie nationale. Sur les hauts plateaux, on visait à la disparition des modes de production archaïques, qui non seulement freinaient le développement de l'agriculture mais étaient sources de tensions constantes. En 1965, par exemple, les paysans indiens ne fermaient pas leurs portes aux guérilleros castristes venus de la ville; la répression menée par l'armée fit, parmi eux, vingt mille morts.

Enfin, en élevant le niveau de vie de la population paysanne, la réforme agraire devait permettre l'élargissement du marché interne pour absorber la production de nouveaux secteurs industriels.

Tous les domaines dont la superficie était supérieure à 150 hectares sur la côte et à une moyenne oscillant entre 30 et 75 hectares sur les hauts plateaux devaient être expropriés. A la fin de 1975, ce minimum fut ramené à 50 hectares sur la côte et à 30 hectares dans la sierra.

## Echec dans la sierra

**S**UR les 12 millions d'hectares qui devaient être initialement distribués dans l'ensemble du pays, 8 637 000 l'ont été effectivement. Vingt-deux pour cent des familles paysannes du Pérou ont été bénéficiaires de la réforme (2), alors que l'on estime que 60 % d'entre elles ont besoin d'une amélioration urgente de leurs conditions d'existence.

Mêmes résultats décevants en ce qui concerne la production. Tandis que la croissance annuelle de l'économie péruvienne était en moyenne de 5 % entre 1970 et 1978, le secteur rural ne progressait que de 0,9 % (3) durant la même période.

Une analyse plus détaillée ferait apparaître que c'est dans les coopératives établies sur les domaines archaïques des hauts plateaux que l'échec est le plus évident. La plupart d'entre elles sont d'ailleurs en faillite (4).

Il y a plusieurs raisons à cet échec. D'abord, on a créé les coopératives en regroupant les terres de plusieurs grands domaines, ce qui a donné des unités agricoles d'une dimension exagérée : dans le département de Puno, quatre-vingts haciendas ont été regroupées en quatre coopératives de production couvrant 500 000 hectares : la coopérative d'Anta Pampa compte 38 000 hectares, celle de Lauramarca 88 000 hectares, etc. Situation aggravée pour beaucoup par la médiocrité de l'investissement et de la mécanisation (5).

D'autre part, gérants et cadres de ces coopératives sont souvent les contremaîtres des anciennes propriétés ou, au mieux, des fonctionnaires venus de la ville, peu au fait des mentalités et des problèmes des paysans. La mobilisation et la participation réelle de ces derniers ont été limitées au maximum, le régime préférant recourir à des organismes corporatistes comme le SHAMOS. Les coopératives sont ainsi devenues le champ d'une gestion bureaucratique et, le plus souvent, de scandales et de malversations.

Dans ces conditions, les seuls bénéficiaires du nouvel état de choses sont les ouvriers agricoles permanents. Certes, leurs salaires — souvent inférieurs au minimum vital fixé par l'Etat — sont payés avec un retard considérable. Mais ils ont reçu un lopin de terre auquel ils consacrent parfois plus de temps qu'aux travaux de la coopérative. Surtout, n'étant plus traités comme des serfs, ils ont acquis le sentiment d'une nouvelle dignité.

Au contraire, les coopératives n'ont apporté, en général, aucun bénéfice aux communautés indiennes, qui représentent environ 25 % de la population du Pérou (soixante millions d'habitants) et 50 % de la population rurale. Lorsque ces dernières n'ont pas accepté de s'associer à la coopérative, leurs conditions d'exis-

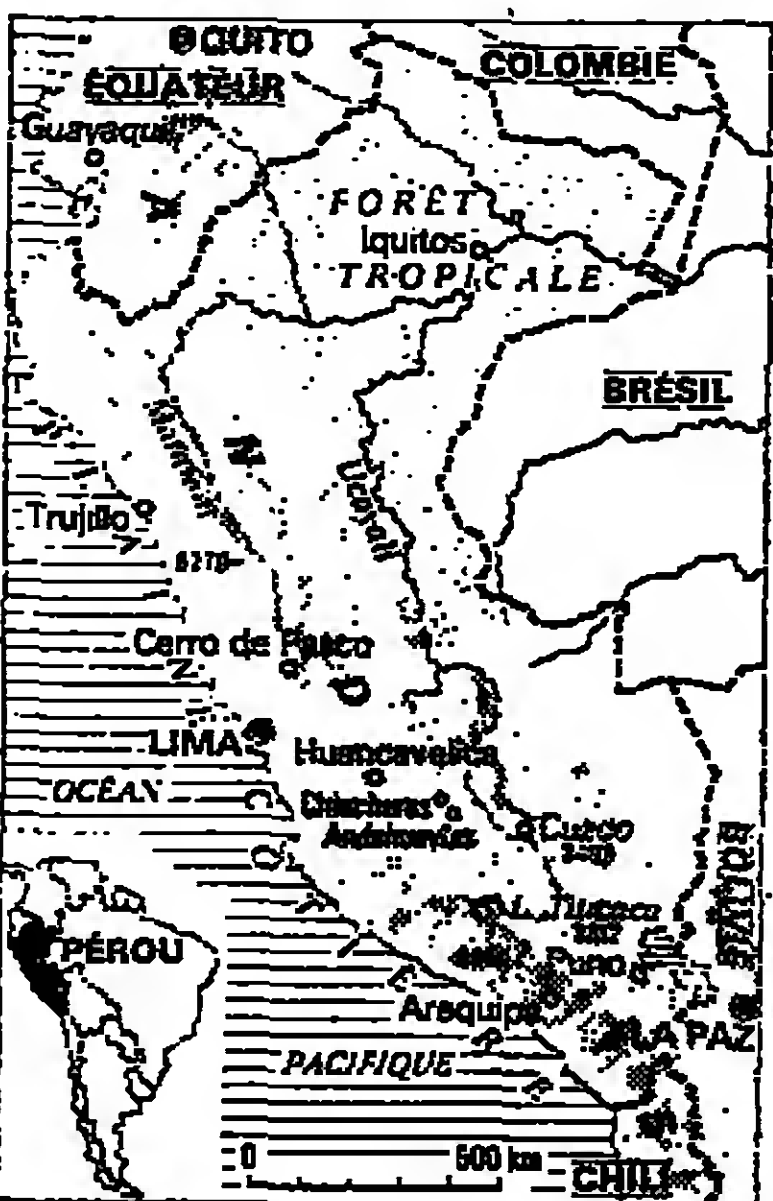
Par ALAIN LABROUSSE \*

Une partie insignifiante des terres fut attribuée à des individus (3 %) ou aux communautés indiennes (10 %). Les grands domaines, le plus souvent décapitaux par leurs propriétaires peu avant la promulgation de la loi, furent regroupés sous la forme d'immenses unités agricoles comme les Coopératives Agraires de Production (CAP) sur la côte, et les Coopératives Agricoles d'Intérêt Social (SAIS) sur les hauts plateaux (1).

Non seulement les ouvriers agricoles des anciens domaines étaient membres à part entière des SAIS, mais les communautés indiennes pouvaient s'y associer en tant que telles. En retour, une partie des bénéfices des coopératives devait être consacrée à la réalisation de travaux d'infrastructure en faveur des communautés : routes, écoles, canaux d'irrigation, etc. Mais les terres de ces derniers devaient alors passer peu à peu à la coopérative.

## Echec dans la sierra

Enceinte se sont même aggravées. En effet, en échange de redevances en nature ou de journées de travail gratuit, les grands propriétaires accordaient un droit de pacage aux communautés. Certaines des nouvelles entreprises coopératives s'empressèrent d'installer des clôtures pour interdire les pâturages aux animaux des paysans indiens n'appartenant pas à l'entreprise. Lorsque ceux-ci passaient



P.N.R. PAR TÊTE : 520 DOLLARS (FRANCE : 450 DOLLARS). 18 millions d'habitants sur 1,3 million de kilomètres carrés.

autre, leur bétail était exilé et ils devaient régler une forte amende pour le récupérer. Et même pour les paysans ayant accepté d'être associés à la coopérative, l'accès aux pâturages est devenu payant.

Les paysans indiens ont donc vu, dans les coopératives, de « nouveaux patrons » dont le comportement abusif ne le cédait en rien à celui des anciens maîtres. Connaissant les loyers insuffisants pour nourrir leur famille, tandis que de vastes étendues appartenant aux coopératives demeuraient en friche, ils n'ont plus hésité à les envahir. Mais les motivations économiques ou politiques ne sont pas les seules éléments à prendre en compte : acte de révolte, l'invasion de terres revêt aussi des dimensions ethniques et culturelles qui ne paraissent pas avoir toujours été comprises ni par le gouvernement — malgré la mise en scène d'une démolition indigéniste, — ni même par les organisations de gauche qui encadraient aujourd'hui les paysans en lutte.

## Territoire et mémoire collective

**L**ES communautés indiennes, ou *ayllu* en quechua, représentent au Pérou, comme dans toutes les Andes, des formes d'organisation antérieures à la conquête espagnole et même à celle des Incas. L'*ayllu*, au sens le plus large, rassemble un nombre d'individus extrêmement variable (de quelques centaines à plus de dix mille) et se définit par son caractère endogame : en théorie et le plus souvent en pratique, les membres d'un *ayllu* se marient entre eux et conservent jalousement les traditions et les particularités de leur groupe.

Il s'étend sur un territoire bien défini et, en principe, inaliénable. Tous ses membres reconnaissent les mêmes autorités qui sont démocratiquement choisies, et périodiquement renouvelées. Avant la conquête inca, toutes les terres étaient possédées collectivement et régulièrement redistribuées en fonction des besoins des familles. Cette pratique s'est longtemps maintenue sur les terres dont la production était réservée aux membres de la communauté. Elle a presque complètement disparu aujourd'hui et seuls les pâturages et les bois sont à usage

collectif, le reste des terres est divisé en lopins individuels.

Cependant, les vestiges du « communisme primitif » à l'intérieur des communautés actuelles du Pérou — qui sont reconnues juridiquement depuis 1919 — peuvent être retrouvés dans les grands travaux collectifs auxquels tous les membres de la communauté doivent participer : construction, par des bénévoles, de maisons ou de toitures destinées aux jeunes mariés ; échanges de services durant les travaux agricoles ; organisation des fêtes ou pratiques des anciens rites indiens, comme les combats rituels, les cultes panthéistes, etc.

L'ensemble de ces caractéristiques différencie ethniquement et socialement les communautés des membres de la société nationale, faisant d'eux des Indiens par opposition aux créoles et aux métis. Un Indien, habitant l'ancienne vallée sacrée

\* Auteur d'une série de films sur le thème *Les invasions indiennes dans les Andes* (diffusées par Audiopict, 14, rue de Valenciennes, Paris-19).

des Incas, parle encore aujourd'hui des « Espagnols » pour évoquer les métis de la zone « qui font travailler les paysans indiens comme des esclaves... et si nous refusons, ils nous enferment dans leurs prisons (7) ».

Les grands domaines agricoles se sont enrichis des terres volées aux communautés, peu à peu repoussées sur les versants les plus arides. Situation aggravée par une forte croissance démographique depuis le siècle dernier.

Les coopératives sont nées de la nationalisation des grands domaines sans que les communautés retrouvent un droit quelconque sur ce qui avait été autrefois leurs terres : dans l'inconscient collectif, il est probable que cette réforme agraire n'a fait qu'entériner, et même consolider, à cause de l'intervention de l'Etat, les spoliations antérieures. D'autant que, bien souvent, le gouvernement n'avait pas hésité à inclure, dans le domaine de la coopérative, des terres revendiquées par les paysans et dont la possession faisait l'objet de procès en cours. A défaut des titres de propriété soigneusement conservés durant des siècles, la mémoire collective des paysans est d'ailleurs d'une fidélité étonnante. Ainsi, en 1977, à l'occasion de la récupération des 200 hectares d'une propriété appelée Huaypo chico, des paysans de la communauté de Chacan évoquaient devant nous, comme s'il s'agissait d'un passé récent, des faits remontant à 1582 !

E. J. Hobsbawm rapporte le cas (8) d'une communauté, Huasichanca, dont les revendications territoriales furent appuyées, a posteriori, par la découverte d'un titre de propriété datant de 1807. Les limites délimitées par une « inspection oculaire » antérieure coïncident exactement avec celles du document. Un paysan analphabète de cinquante-neuf ans déclare alors qu'il connaissait les limites anciennes de la communauté depuis ce jour de 1822 « où [son] père vint emmener sur une hauteur pour lui montrer les bornes de la propriété ». Hobsbawm ajoute fort justement : « Probablement,

## Ritual et politique

**M**ÊME si les coopératives des hauts plateaux avaient produit de bons résultats économiques et apporté une amélioration aux conditions de vie des communautés, elles risquaient encore d'être mises en question un jour ou l'autre, par les paysans indiens.

Car la terre, pour le paysan des Andes, est investie d'un caractère sacré : c'est la *pachamama*, mère nourricière ; objet, comme tous les éléments de la nature, de libations constantes, en relation avec le cycle des travaux agricoles. Le sang versé, et les morts, lors de combats rituels (*Chiraria*), sont autant de sacrifices à la terre afin d'assurer sa fécondité. On retrouve ces rites dans toutes les Andes : en Bolivie, où plus de cent mille paysans participent aux *tinku* (rencontres en quechua), et dans le nord et le sud de l'Équateur.

Mais l'importance des facteurs ethniques et de l'activité rituelle — qui se manifeste aussi lors des invasions de terres — échappe le plus souvent aux militants de gauche, et d'extrême gauche qui se contentent d'organiser les paysans sur une base de classe.

Il existe au Pérou plusieurs centrales syndicales paysannes, mais seule la Confédération paysanne du Pérou (C.C.P.), dirigée par Andrés Luna Varga, est aujourd'hui capable de mobiliser les paysans. Son cinquième congrès, réuni du 28 au 29 août 1978, a approuvé la principale d'une politique d'appui aux invasions de terres comme l'une des orientations fondamentales ; la C.C.P., ayant d'ailleurs pris une part active aux précédentes initiatives de ce genre.

En encourageant une tendance spontanée chez les paysans à « récupérer » des terres souvent mal cultivées ou laissées à l'abandon, la C.C.P. a simplement tenté de canaliser et d'orienter leur action. Parfois, comme à Chincheros, en

à chaque génération depuis le seizième siècle, les pères ont procédé ainsi pour maintenir vivants dans les mémoires la connaissance des terres volées.

On ne s'étonnera donc pas que l'histoire du Pérou rural soit aussi celle de la lutte des communautés indiennes pour récupérer leurs terres ; lutte interminable, invasions de terres, jacqueries.

Mais toutes les spoliations ne sont pas aussi anciennes. En 1824, à la suite de l'indépendance, les communautés paysannes, qui avaient été protégées par la couronne espagnole, furent dissoutes par un décret de Bolívar qui permit aux Indiens de disposer de leurs terres. Cette loi, même si elle fut partiellement rapportée en 1828, permit aux grands propriétaires d'agrandir considérablement leurs haciendas. Une autre vague de spoliations intervint à la fin du dix-neuvième siècle et au vingtième siècle, lorsque de grandes étendues, jusque-là sans valeur, furent reliées aux marchés et attirèrent des investissements.

Un exemple illustrant la manière dont les choses se sont passées au vingtième siècle est celui de la compagnie américaine Cerro de Pasco Copper Corporation, qui laisse les fumées toxiques de ses fondrières polluer un territoire de 320 000 hectares. Ruinés, les paysans durent fuir leurs terres, qu'ils se mirent alors à exploiter après avoir muni ces installations de filtres. Son domaine a été transformé en coopérative, peu après la prise du pouvoir par les militaires.

Paradoxalement, la politique du gouvernement dans les campagnes a contribué au renouveau des luttes paysannes. En effet, l'expropriation des grands domaines n'a pas seulement brisé le pouvoir économique des féodaux dans les campagnes, il a aussi détruit l'emprise psychologique qu'ils exerçaient sur les populations. L'action des militaires s'est, en outre, appuyée sur une forte agitation populaire existant, en particulier, le rôle du héros de la grande révolte indienne de la fin du dix-huitième siècle : Tupac Amaru (9).

Dans la sierra, les dirigeants de la C.C.P. sont aux prises avec des difficultés qui, parfois, les déconcertent. Ainsi, il faut savoir que l'invasion des terres est l'occasion d'une importante activité rituelle. Prendre possession de la terre, ce n'est pas seulement planter des drapeaux péruviens ou dresser des tumulus ; c'est, essentiellement, labourer et semer, élever la terre et la féconder. Et même si les paysans envahissent des terres déjà semées, ils simulent encore labourage et semences, avec une constance et une application remarquables. Les forces de l'ordre locales au fait de ces coutumes, hésitent d'abord à intervenir si les terres ont déjà été semées.

(1) La formation des coopératives suit les étapes suivantes : sur deux ans au plus, forme transitoire de gestion étatique, objet d'intervention d'un comité d'administration provisoire. Puis adjudication définitive à une coopérative de production. L'Etat est le propriétaire direct de la terre et des moyens de production. Après le transfert de la propriété aux travailleurs coopératives, l'Etat garde un droit de regard sur l'entreprise tant que la dette agraire n'est pas intégralement remboursée (remboursement sous forme de bons, qu'ils sont tentés à l'exporter dans l'industrie).

(2) Les bénéficiaires réels ne constituent, en fait, que le tiers de ce pourcentage, dans la mesure où 67 % d'entre eux sont des membres des communautés associées à des coopératives qui n'ont pratiquement aucun bénéfice de l'opération.

(3) En fait, cette croissance a été quasiment nulle et l'on tient compte du fait qu'entre 1969 et 1977 la production de produits a cru de 17 % et celle d'élevage de 11,8 %. Or les entreprises à l'origine de cette production se situent dans les environs des grandes villes de la côte.

(4) Mais les coopératives de la côte connaissent également de graves difficultés financières.

(5) Ce n'est cependant pas le cas de la coopérative expérimentale d'Anta Pampa, objet d'importantes investissements, mais sans résultats apparents. Elle sera totalement occupée par les communautés.

(6) C'est cette participation aux travaux collectifs qui détermine d'ailleurs une appartenance de fait à la communauté dans laquelle on est né. Il est cependant possible de se faire reconnaître par un parent ou de payer une somme d'argent.

(7) Sur, n° 21, novembre 1978, page 11.

(8) *Occupations campesinas de tierras*, Andis, n° 2-3, Lima, 1977, pages 126-127.

(9) Dans le même esprit, le gouvernement militaire avait déclaré l'indigénisme national le quechua — que plus de dix millions de personnes parlent dans les Andes — et l'aymara (deux millions d'indiens de Bolivie et du Pérou). L'Assemblée constituante du Pérou, revenue sur cette mesure, qui était d'ailleurs restée purement symbolique, puis dans les écoles, comme le stipulait la loi.

## BIBLIOGRAPHIE

## EN FRANÇAIS

- « Anthropologie historique des sociétés andines », numéro spécial des *Annales*, Paris, septembre-décembre 1978.
- La Réforme agraire au Pérou, par Dominique Blondel et Jacques Leroy, I.N.R.A., 8, passage Tessaie, 75014 Paris, 1978.
- Capitalisme agraire au Pérou, par Jean Pina, tome I, Anthropos, Paris, 1973.
- La Réforme agraire au Pérou, problèmes et conflits, la Documentation Française, « Problèmes d'Amérique latine », n° 227, 22 mai 1978.

## EN ESPAGNOL

- Sixte años de reforma agraria, par Valderrama M., université catholique de Lima, 1978.
- « Movimientos campesinos » in *Alpamachi*, n° 11-12, Instituto de Pastoral Andina, Casilla postal 11, Cuzco, 1979. Numéro spécial consacré aux soulèvements indiens à travers l'histoire. La revue *Alpamachi* traite régulièrement des cultures indiennes des hauts plateaux.
- *Crónica andina*, revue étudiant les problèmes paysans dans toutes leurs dimensions, Instituto de Estudios Sociales, Casilla 790, Cuzco.
- *Resumen Semanal* : bulletin d'information hebdomadaire concernant la vie politique, syndicale et économique au Pérou, DESCO, Avenida Salaverry, 1945, Lima 14.
- Sur (Bulletin Informativo Agrario) (vingt numéros parus) : bulletin mensuel très complet concernant les problèmes agraires. Référé des points de vue proches de la C.C.P., Centro Las Casas, Casilla 477, Cuzco.

## LE BILAN OFFICIEL DE LA RÉFORME AGRAIRE (au 30 avril 1979)

Superficies attribuées : 8 637 104 hectares.  
Nombre de familles concernées : 379 912.

Par catégories :  
Individus : 41 003, ayant reçu 3 % des terres ;  
Coopératives : 1 894, ayant reçu 87 % des terres ;  
Communautés : 432, ayant reçu 10 % des terres.

Il existe officiellement 2 339 communautés, regroupant une population de 3 500 000 habitants et installées dans des régions contiguës de 18 600 000 hectares (mais toutes les communautés ne sont pas officiellement reconnues). Sur ce total, les 432 communautés ayant bénéficié de la réforme agraire possèdent 116 016 familles. Les superficies qui leur furent allouées représentent 882 000 hectares.



# HAUTS PLATEAUX PÉRUVIENS

A plusieurs reprises, des invasions de terres, minutieusement préparées par la C.C.P., ont échoué car, au dernier moment, les paysans refusèrent de se mobiliser : il n'avait pas pu être longuement, et il était impossible de le faire. Les cadres syndicaux et politiques sont, en général, totalement pris au dépourvu par ce type de réactions.

Un parti politique d'extrême gauche, qui avait dirigé avec succès une opération similaire, a voulu vérifier par une

enquête l'impact sur les paysans du rôle joué à cette occasion par le parti et le syndicat. Toutes les réponses, sans exception, mentionneront la communauté et ses autorités comme seules instigatrices et protagonistes de l'événement. Ce qui prouve que les problèmes de ces communautés paysannes ne peuvent être résolus sans tenir compte d'une vision du monde où l'empire du christianisme et de l'Occident en général reste finalement très superficielle.

évidemment de la mettre en valeur et de vendre ses produits sur le marché de la ville voisine. Les paysans moyens sont, en général, les mieux placés pour solliciter des crédits, utiliser les machines agricoles, tenir de nouvelles cultures ou obtenir des prix convenables pour leurs produits. La masse des paysans les plus pauvres demeure, une fois encore, en marge des décisions et des bénéfices.

La dimension véritable des invasions de terres ne serait-elle pas alors politique, dans la perspective d'un transfert du pouvoir au sommet de l'Etat ? Pendant l'histoire mobilisation dont elles sont l'occasion, les revendications débordent, en effet, largement du problème de la terre. Les paysans s'en prennent à la hausse des prix, à l'absence de libertés démocratiques, etc. Et les slogans qui reviennent le plus souvent en quechua sont : « A bas le gouvernement militaire ! » et « Pour la terre et pour le pouvoir ! ».

Dans un pays où la région côtière et ses villes jouent un rôle déterminant

partagé les grands domaines en parcelles individuelles, attribuées aux paysans. Cette réforme agraire avait désamorcé pour vingt ans l'agitation endémique dans les campagnes. Mais, aujourd'hui, la revendication renait et les paysans se mobilisent à nouveau, et le mouvement s'accompagne d'une forte poussée des mouvements nationalistes indiens.

Cependant, au Pérou, des éléments plus récents sont à prendre en considération. D'abord, le durcissement du gouvernement à l'égard des invasions de terres. En septembre 1979, les paysans indiens de la communauté de San-Juan-de-Ondores se mobilisèrent pour faire respecter une décision du juge des terres qui leur avait restitué un domaine de 14 500 hectares acquis illégalement par la Corro de Pasco et automatiquement incorporé par le gouvernement à la S.A.S. Tupac-Amaru. Le 18 décembre, les *sinchis*, corps spécialisés dans la lutte antiterroriste, sont intervenus contre les occupants. Bilan : deux morts, des dizaines de blessés, des maisons incen-

du Pérou, risque de s'amplifier et le gouvernement militaire accentue son virage à droite ou si la droite civile prend le pouvoir. Quelque sera alors la réaction des paysans indiens ?

Lors de combats rituels qui se sont déroulés dans cette région, le 1<sup>er</sup> janvier 1979, nous observons que beaucoup de métis appartenant à la petite bourgeoisie locale avaient rejoint un des camps paysans qui affrontaient une alliance de communautés rassemblant des paysans pauvres. Et il nous a semblé qu'une sorte de climat de haine de classe tendait à pénétrer le rituel.

Ces combats, qui, sur le plan social, ont vraisemblablement servi jusqu'à un simple exutoire, ne pourraient-ils devenir l'annonce d'un mouvement d'autodéfense paysan ?

En Bolivie, les combats rituels du Nord-Potosí, qui, chaque année, aux prises plus de cent mille paysans, ont été à l'origine de nombreuses révoltes des paysans indiens — notamment celle de Chayanta en 1927 — dirigées contre les grands propriétaires terriens. Et chaque fois que l'armée a tenté d'intervenir pour empêcher de tels combats, au Pérou comme en Bolivie, elle a été repoussée par la masse des paysans réconciliés contre elle. De toute évidence, de nombreuses pratiques traditionnelles tenues pour « réactionnaires » par la gauche pourrissent fournir des armes aux paysans indiens dans leurs luttes sociales.

En réalité, les problèmes qui se posent dans les campagnes péruviennes sont communs à de nombreux pays du tiers-monde. Bien peu de théoriciens se sont, par exemple, demandés, comme Amílcar Cabral, s'il était possible de passer du communisme primitif de caractère tribal à une forme d'organisation socialiste.

Cependant, l'échec d'un certain nombre d'expériences guidées par le « marxisme scientifique » suggère aussi d'autres questions. Jusqu'à quel point la méconnaissance qu'a la gauche des mentalités indiennes ne lui a pas permis, semble-t-il, de mobiliser plus efficacement les masses paysannes. Problème particulièrement évident au Guatemala, où les organisations de guérilla castristes ont toujours été considérées comme des éléments étrangers par des masses paysannes qui ont pourtant de solides raisons de se révolter, ainsi qu'en témoignent les récents événements en ce pays.

Une question se pose : la maîtrise de certaines connaissances qui pourraient fournir, par exemple, l'anthropologie ne risquerait-elle pas de se convertir cette fois en instrument de manipulation des communautés indiennes, au service d'intérêts ou d'objectifs qui ne seraient pas nécessairement les leurs ? La réponse, ce sont les Indiens eux-mêmes qui la détiennent. Ils commencent, en effet, à réaliser la renaissance des mouvements indigénistes dans les pays andins en témoignant que, s'ils ne prennent pas en main la direction de leurs propres affaires, ils risquent de rester, comme ils le furent pendant des siècles, en dépit de tous les changements politiques, d'éternels « colonisés de l'intérieur ».

ALAIN LABROUSSE

(10) Cf. J. Petrus et A.E. Havens, « La déflation aggrave les conflits de classe au Pérou », *Le Monde diplomatique*, février 1979.

(11) Un autre décret récent permettrait aux détenteurs de bons d'en disposer librement et faisait obligation aux banques de les accepter comme garanties des investissements. Leur remboursement sera donc le fait de l'ensemble des contribuables péruviens.



PEU À PEU REPOUSSES SUR LES TERRES LES PLUS ARIDES. Des traditions et particularismes jalousement conservés.

doute de résoudre la contradiction apparente que nous avons signalée.

Une autre raison pousse d'ailleurs les paysans à se partager les terres agricoles occupées : le rôle de « repoussoir » que jouent la coopérative et ses fonctionnaires. La notion de coopérative est, en effet, devenue, pour les paysans, synonyme d'exploitation, de rapines, d'incurie. Au point que toute nouvelle tentative pour implanter des coopératives est condamnée par avance dans la région, et cela pour bien des années.

Mais les invasions de terres apportent d'autant moins de solutions aux problèmes de la paysannerie que ce sont souvent les paysans moyens ou moyennement riches qui en ont tiré le plus de profit. Ce sont eux qui constituent, parce qu'ils savent lire ou qu'ils ont suivi ces cours de formation syndicale dispensés par le gouvernement, le gros des militants de la C.C.P. Or le problème essentiel pour le paysan, une fois la terre occupée, est

dans l'économie, les mobilisations paysannes sur les hauts plateaux ne peuvent déboucher sur des perspectives révolutionnaires que si elles sont étroitement liées aux luttes des secteurs urbains. Les paysans ont souvent coupé les routes lors de grèves générales, mais ils n'ont jamais, pour leur part, reçu l'appui agissant des syndicats ouvriers. Il n'y a pas vraiment de stratégie commune entre les luttes urbaines dirigées par une gauche puissante, mais extrêmement divisée, et les mobilisations paysannes.

Du moins l'obtention de quelques aires de terres, si elle n'entraîne pas une amélioration très sensible de la condition du paysan, lui donne-t-elle une satisfaction immédiate qui finit le plus souvent à se démolir. Vers-t-on alors se reproduire, sur les hauts plateaux péruviens, une réforme agraire « à la bolivienne », après la phase transitoire des coopératives ? En Bolivie, le Mouvement nationaliste révolutionnaire avait, en 1954,

diés et quarante personnes arrêtées. Même brutalité à Darahusai (province de Huancavelica) le 11 janvier : plusieurs morts et des dizaines de blessés par balles.

D'autre part, dans de nombreuses régions, et en particulier dans les hautes provinces de Cuzco (Espinar et Canas), les anciens propriétaires ont entrepris de récupérer, à leur tour, les terres attribuées aux communautés. Agriculteurs métiés, possédant de 20 à 40 hectares de pâturages consacrés à l'élevage des lamas, ils avaient cédé leurs terres, entre 1972 et 1974, à la suite de jugements favorables aux communaux. Devenus commerçants, camionneurs ou fonctionnaires, voilà qu'ils récupèrent leurs anciens domaines, souvent avec le soutien des autorités locales, en affirmant que la « réforme agraire n'existe plus et [que] les lois ont changé ».

Ce phénomène, d'une ampleur telle qu'il a été dénoncé par les évêques du sud

## Le sens d'une protestation

FACE aux invasions de terres, le gouvernement a d'abord réagi avec modération. Tirant les conséquences de leur échec global depuis dix ans (10), les militaires se sont engagés dans une phase délicate de transfert du pouvoir aux partis chrétiens qui devaient achever par des élections générales, prévues au mois prochain. Mais, au même temps, ils doivent compter avec une agitation sociale sans précédent, en particulier dans les villes, où ils sont en confrontation directe avec les syndicats, au prix de dizaines de victimes au cours des trois dernières années.

Les militaires ont donc hésité à ouvrir un nouveau front dans les campagnes, où ils se sont contentés de tenter, vainement d'ailleurs, de semer la dissension parmi les communautés, ou d'opposer aux communautés les ouvriers agricoles permanents des coopératives. Devant l'échec de telles manœuvres à Andapampa, où les communautés avaient occupé, en septembre 1977, 15 000 hectares sur les 38 000 hectares de la coopérative, les autorités appliquèrent alors une autre politique, dite de « redimensionnement ». La coopérative constituait une unité trop vaste, une partie de ses terres fut distribuée aux communautés afin de constituer des « entreprises communales », aidées par des techniciens. Les meilleures terres, une grande partie du bétail et des machines agricoles restaient propriété de la coopérative. Cette politique a reçu une aide indirecte de la nouvelle Constitution dont une disposition annule la dette agraire sous certaines conditions. Une mesure que les militaires ont fini par accepter le 14 novembre, après y avoir opposé leur veto (11).

Quant aux paysans indiens, ils ont accepté les terres des coopératives, mais ont refusé tout droit de regard de l'Etat. Aucune entreprise communale n'a pu être organisée. Mis à part les phérages, les parcelles attribuées ont été partagées en lopins individuels.

La partage des terres et même l'utilisation de machines agricoles ne suffisant pas à modifier fondamentalement la condition des paysans et ceux-ci en sont donc revenus, en général, à la propriété des lopins destinés à l'agriculture. Réaction logique de leur part, et qui tient d'abord à la mentalité de subsistance, de petit propriétaire individualiste, qui s'est développée au cours des siècles, mais dans le cadre d'une conscience collective, et continue d'imprégner nombre d'activités. Poursuivre un Occidental verrait-il, dans une contradiction, la revendication collective de la terre et cette aspiration au lopin individuel. En fait, la mentalité collective ne réside pas seulement dans la possession des pâturages — qui jouent un rôle capital dans l'économie paysanne entre 3 500 mètres et

## Correspondance

Mis en cause dans l'article de Jean Ziegler intitulé « Sociétés multinationales et répression politique, l'affaire Ballarin ou le sang versé en commun » (*Le Monde diplomatique*, janvier 1980), M. Oswaldo Miguel Frederico Ballarin invoque le droit de réponse pour nous demander de publier la lettre suivante :

Voulant attaquer le système en vigueur dans plusieurs pays, M. Ziegler arrive dans son article à des conclusions inexorables sur le Brésil et fait des extrapolations infondées à mon sujet, puisqu'il affirme : 1) qu'une société « Consommateurs Industriels Associés » (abrégée C.I.A.), siégeant au Brésil, versait des primes pour des tortures ; 2) que j'aurais été « l'un des principaux bailleurs de fonds » de cette société ; 3) que lors d'un procès contre le cartel de l'électricité, j'aurais admis avoir versé des sommes importantes pour le compte de B.B.C. (Brown-Boveri Company) ; 4) j'aurais donc eu, à son avis, une participation indirecte à des actions « de répression politique ».

Je proteste énergiquement contre de telles calomnies car : — L'entreprise à laquelle se réfère M. Ziegler a été créée bien avant la répression brésilienne de 1964 par des spécialistes en relations publiques, tel le professeur W. Pentzold, de réputation internationale, auteur de traités sur les Relations Publiques, qui a été directeur d'un service attaché à l'ONU (Genève) et occupe un poste important au Centre international du B.I.T. (Turin). C'est dans ce cadre

## L'affaire Ballarin

de spécialisation que des maisons étrangères et nationales (y compris « Industria Elétrica Brown Boveri », Brésil) utilisaient les services de C.I.A.

— Le procès « cartels » mentionné par M. Ziegler, contre presque toutes les firmes de l'industrie électrique du Brésil accusées par un concurrent local, traîne depuis longtemps. Lors d'une audience, j'ai dit avoir confié à M. Plasing, gérant de la C.I.A., uniquement des activités de relations publiques. Cette prestation de service a été limitée à la durée (1 1/2 année environ) d'un premier procès déclenché en 1972 par le même concurrent contre B.B.C. sous l'égide d'un « abus de pouvoir économique ». B.B.C. fut acquittée à l'unanimité par les sept juges. Les relations B.B.C. (Brésil)-C.I.A. cessèrent juste après.

— Il est faux de dire que j'étais l'un des « bailleurs de fonds » de la C.I.A. Les paiements faits à la dite société, les documents comptables le prouvent, se cadrent exactement dans les usages de mon pays à ce moment-là.

Nos rapports avec la C.I.A. se sont toujours maintenus dans les limites strictes et correctes qui sont habituelles avec une Agence de Publicité ou de relations publiques, aucune tâche n'ayant été demandée en dehors de ce genre. Ni moi, ni B.B.C. n'ont eu la moindre ingérence dans d'autres activités des gérants ou collaborateurs de la C.I.A. Constituent donc

des véritables calomnies les insinuations sur une action politique directe ou indirecte de ma part ou de B.B.C. par le truchement de la C.I.A.

Homme d'entreprise, j'ai dû avoir des contacts avec les autorités brésiliennes de tous les régimes, depuis Vargas, Kubitschek, Quadros, Goulart jusqu'à ce jour, sans que cela puisse signifier une ingérence dans la politique.

M. Ziegler commet, parmi tant d'autres, encore une erreur en me présentant comme « un prince parmi les seigneurs » ou « un roi à Vevey, Paris, Genève ». Or, je n'y passe qu'en coup de vent ! Je n'ai ni résidence secondaire, ni maison à la mer, ni bateau de plaisance, bref aucun attribut du « seigneur », ce qui prouve les mensonges dont l'article de M. Ziegler est truffé !

Il « oublie » aussi que j'ai rendu des services de façon désintéressée dans les secteurs humanitaires, scientifiques, sociaux et culturels, entre autres, comme membre du Conseil national de la Croix-Rouge Brésilienne et, pendant six ans, du « Protein Advisory Group (PAG) du Système des Nations Unies », ayant assisté à plusieurs réunions des C.T.U. y compris celle sur les protéines monocellulaires à Moscou. Mes activités ont été liées également à la nutrition, ayant publié au Brésil et à l'étranger des livres et articles scientifiques et donné une contribution positive aux programmes d'aide au développement du Tiers-Monde, comme le prouve la

lettre du Président de la République populaire du Bénin au directeur général de la F.A.O. du 27/07/1978. Membre correspondant de l'Académie nationale de l'agriculture d'Italie, j'ai aussi contribué aux échanges culturels Brésil-Japon, ce dernier n'ayant décerné une de ses plus hautes décorations.

Comme citoyen qui aime son pays, je suis avant tout brésilien et ne mesurerai jamais les efforts pour le défendre. C'est avec tristesse que je vois les mensonges dits sur mon pays dans cet article. Si je n'ai pas de qualifications politiques pour les contester, je le fais comme simple citoyen. Dans mes activités liées à des groupes multinationaux, jamais je n'ai été amené à faire la moindre entorse, même sous la pression des intérêts en jeu, aux normes morales et éthiques. Moins encore en ce qui concerne les règles de respect à l'égard humain dans son intégrité morale et physique.

Dans les cinquante et un ans de vie professionnelle, j'ai eu des activités « au-dessus de tout soupçon » et voté mon temps libre au service de la communauté. Il est inadmissible de donner à ces activités à caractère nettement social un sens de répression policière auquel M. Ziegler fait allusion d'une façon malveillante. Je ne le connais pas, ni ses buts ; mais il est évident qu'il se sert de votre journal pour dénigrer l'image morale d'autrui. Cela constitue un abus de droit universellement condamné, passible de répression pénale.

Signé :  
OSWALDO MIGUEL FREDERICO BALLARIN.

**DU CHOIX DE VOTRE ÉCOLE DÉPEND VOTRE AVENIR...**

Son prestige international forme une élite de praticiens. Son certificat reconnu mondialement vous garantit une carrière exceptionnelle. Enseignement classique de base. Formation de pointe pour des perspectives professionnelles nouvelles.

Préparation complète, C.A.P. d'Etat, cours du jour, du soir, accélérés et de spécialisation.

**Établissement privé agréé par le ministère de l'éducation nationale.**

Spécialisation : aromathérapie, cythérapie, maquillage artistique, visagisme, cours de beauté, cours de corps.

**ÉCOLE INTERNATIONALE DES ESTHÉTICIENNES-TECHNICIENNES DE BEAUTÉ**

19, rue Marbeuf, 75008 PARIS  
Tél. : 225-87-87

**LISEZ**

*Le Monde des*

**PHILATÉLISTES**

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

delia 10150



# Vent de contestation sur les Caraïbes anglophones

Une poussière de micro-Etats qui accèdent tour à tour à l'indépendance mais sans guère de ressources : de nouveaux ferments de déstabilisation sont-ils en train de germer au large des côtes américaines ?

Par notre envoyé spécial EDOUARD BAILLY

**N**OUS nous battons pour la mise en place d'un nouvel ordre économique international, mais nous faisons à souligner que toute aide, même apparemment modeste, d'un pays plus grand du tiers-monde peut avoir un impact considérable sur un pays plus petit et plus pauvre. Premier ministre de l'île de Grenade, M. Maurice Bishop évoquait ainsi le problème des micro-Etats, en termes particulièrement clairs, à la conférence des pays non alignés réunie en septembre 1979 à La Havane.

Dirigeant d'un Etat de 344 kilomètres carrés, dont la population dépasse à peine cent mille habitants, M. Maurice Bishop s'est fait implicitement l'interprète de toutes les îles anglophones des Caraïbes qui, entre Porto-Rico et le Venezuela, acquièrent l'une après l'autre leur indépendance. Il ne s'est pas adressé à cette occasion aux seules puissances industrielles ni aux nations les mieux nanties du tiers-monde mais également, et surtout, à celles qui ont des dimensions modestes. Citant en exemple l'envoi de douze médecins cubains dans son propre pays, il ajoutait : « Même un médecin, un seul, peut apporter une contribution extrêmement précieuse à un petit pays comme le nôtre. »

Il n'est pas certain que cet appel soit entendu des grandes puissances. Ni même des pays les plus développés du tiers-monde, comme le Brésil. Pourtant, l'apparition d'une multitude de micro-Etats dans les Caraïbes créera au cours des années à venir une situation géopolitique nouvelle.

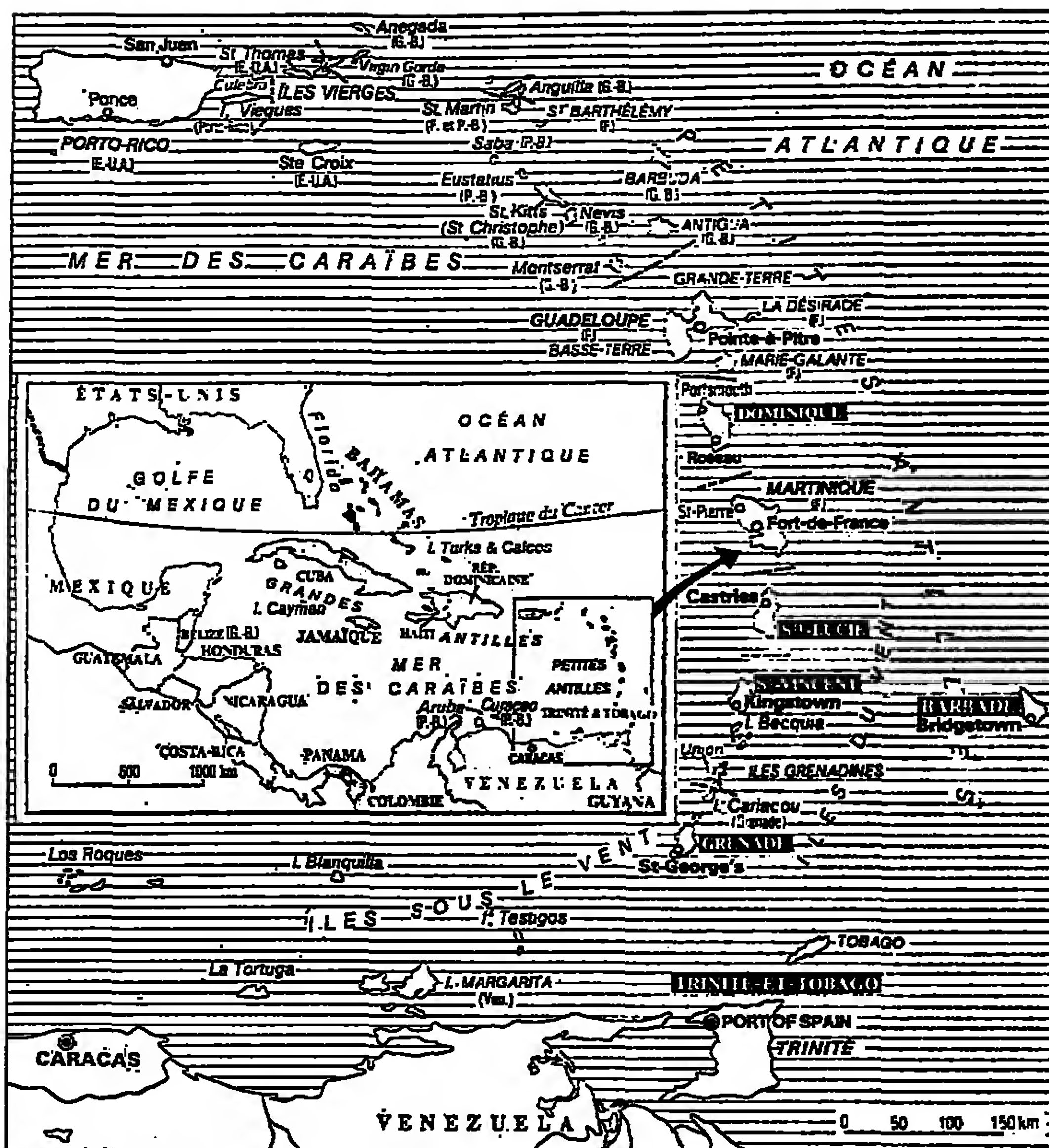
Soumises à la dynamique des événements, ce sont d'abord la France et la Hollande qui auront fort à faire pour préserver leurs possessions d'outre-mer de la contagion de la décolonisation britannique. Les Etats-Unis, pour leur part, devront peut-être eux aussi redéfinir leur stratégie, envisager l'indépendance de Porto-Rico et démanteler leurs bases militaires, au nombre d'une vingtaine. « Nous ne serons plus l'arrière-pensée de personne », se plaît à répéter M. Maurice Bishop. De fait, les micro-Etats anglophones des Caraïbes auront un droit de vote à l'ONU et dans les organismes internationaux. Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), M. Alejandro Orfila va plus loin. « L'entrée de ces jeunes Etats sur la scène américaine, affirme-t-il, risque de déséquilibrer notre organisation. » En d'autres termes, elle remettra en question l'hégémonie de Washington.

Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder la carte des Caraïbes. Sur un arc de cercle de quelque

deux mille kilomètres, dont les deux extrémités s'appuient respectivement sur les îles Cayman, au sud de Cuba, et sur la République de Trinité-et-Tobago, au large des côtes vénézuéliennes, les Anglais ont possédé, depuis le dix-septième siècle, des centaines d'îles et d'îlots. Décidés à engager le mouvement de décolonisation, ils ont, à partir des années 60, accordé l'indépendance à un certain nombre de leurs possessions : Jamaïque (6 août 1962), Trinité-et-Tobago (31 août 1962), Barbade (30 novembre 1966), Bahamas (10 juillet 1973), Grenade (7 février 1974), Dominique (3 novembre 1978), Sainte-Lucie (22 février 1979) et Saint-Vincent (27 octobre 1979). Au total, ces huit Etats anglophones ont une population de quatre millions d'habitants.

Toutes les autres îles anglophones des Caraïbes se répartissent en deux catégories : les colonies (en anglais : Associated States) et les Etats semi-autonomes (en anglais : Associated States). Dans la première, se rangent Montserrat, les îles Vierges, les îles Turques et Caïcos ainsi que les Cayman. Disséminées autour de Cuba, à l'exception de Montserrat (102 kilomètres carrés) située au nord de la Guadeloupe, elles ont une superficie totale inférieure à 1 000 kilomètres carrés et leur population ne dépasse pas cinquante mille habitants. Certaines de ces colonies, comme les îles Vierges (à ne pas confondre avec les îles Vierges américaines, à l'est de Porto-Rico), forment des archipels dont les dizaines d'îles et d'îlots sont pour le plus part inhabités. Dans la deuxième catégorie, tous les Etats semi-autonomes sont éparpillés au nord-ouest de la Guadeloupe. Il s'agit de la Fédération de St. Kitts-Nevis-Anguilla et de l'île d'Antigua, à laquelle sont rattachées Barbuda et Redonda. Dotées de leurs propres institutions, ces îles ne maîtrisent néanmoins ni leur défense nationale ni leur politique étrangère, qui relèvent directement de la Grande-Bretagne. Agitées par des conflits internes, elles accèdent vraisemblablement à l'indépendance au cours des prochaines années, en principe dans peu de temps. C'est le cas d'Anguilla (90 kilomètres carrés) dont les six mille cinq cents habitants rejettent la tutelle de St. Kitts, et qui obligent les Anglais, voilà quelques années, à intervenir militairement.

« Le mouvement de décolonisation est engagé, il n'est pas question de l'interrompre », affirme le haut commissariat britannique à Bridgetown, capitale de la Barbade. C'est dans cette île de 430 kilomètres carrés, située légèrement à l'écart



L'ARC DE CERCLE DES PETITES ANTILLES. (Les noms des Etats indépendants apparaissent en négatif.)

des Petites Antilles, que les représentants du Royaume-Uni ont établi leur quartier général. Plaque tournante du tourisme dans les Caraïbes anglophones grâce à ses nombreuses liaisons aériennes et à ses installations hôtelières, sans tensions raciales apparentes, la Barbade (deux cent cinquante mille habitants) a l'avantage d'être dirigée par un gouvernement dont le premier ministre, M. Tom Adams, épouse sans réserve les thèses occidentales. C'est dans ce pays que les Etats-Unis, la Canada et la Chine populaire ont également installé leurs principales ambassades dans la région. La France, pour des raisons peut-être administratives, a préféré reporter son choix sur Trinité-et-Tobago. L'actuel ambassadeur de Port-of-Spain, M. René de Chaiseval-Praslin, cumule ses fonctions avec celles d'ambassadeur auprès de la Guyane, de la Barbade, de la Dominique, de Grenade et de Sainte-Lucie.

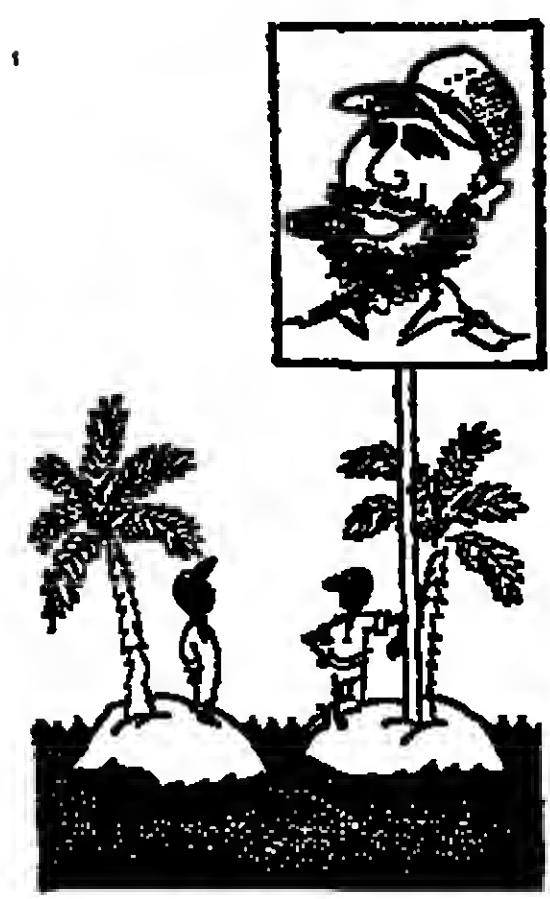
fication économique, et qui ont les populations les plus nombreuses. Ensemble, ces deux « géants » ont plus de 3 millions d'habitants. Phénomène particulier : grâce à l'afflux des touristes (trois cent cinquante mille environ en 1979) et à des petites industries locales, grâce, aussi, à des conditions historiques de peuplement, la Barbade jouit d'une relative prospérité.

Mais toutes les autres îles ont en commun l'extrême pauvreté de leur territoire. En grande partie montagneuses, sans ressources énergétiques ni moyens de communication entre elles, à l'exception de quelques bateaux et de liaisons aériennes assurées par des bimoteurs de dix à quarante places, elles vivent exclusivement du tourisme et de leur production agricole. Sucre, cacao, bananes, épices et noix de coco fournissent l'essentiel de leurs exportations. Obligées d'importer la quasi-totalité de leurs produits alimentaires, elles ont un déficit de balance des paiements permanent, situation qui s'est aggravée dernièrement avec la hausse des prix du pétrole. L'exemple de Grenade est particulièrement significatif.

Trois fois plus petite que la Martinique, Grenade possède des dépendances (Carriacou et Petite-Martinique, dans les Grenadines méridionales), qui représentent le quart de son territoire. La montagneuse, à la végétation luxuriante, surpeuplée (trois cents habitants au kilomètre carré, contre quatre-vingt-cinq en France), elle est actuellement le principal exportateur mondial de noix de muscade. Mais c'est le cacao qui, par l'importance de la superficie occupée (le tiers des terres arables), est la première culture de l'île : production de 3 000 tonnes en 1976. Au total, l'agriculture occupe 35 % de la population. Sans industrie ni ressources minières, Grenade a un produit national brut légèrement supérieur à 400 dollars, soit l'un des plus faibles du continent américain. A la Martinique et à la Barbade, le P.N.B. est respectivement six fois et quatre fois plus élevé, selon les chiffres officiels.

Malgré les prêts accordés par la Grande-Bretagne pour favoriser, au cours des dernières années, le développement économique de l'île et l'aide du Canada, pays de plus en plus actif dans les Caraïbes, Grenade connaît les maux communs à la quasi-totalité des Antilles anglophones. Pine : elle était dirigée par un dictateur sanguinaire et corrompu, M. Eric Gairy, qui soutenait des pays comme le Chili, Taïwan, et la Corée du Sud, en raison de sa virulence anticommuniste, et il a fallu que M. Maurice Bishop et une poignée de fidèles prennent le pouvoir par la force, en mars 1979, pour mettre fin à une situation qui risquait de s'aggraver dangereusement au plan économique. M. Bishop a-t-il informé au préalable les Cubains de son projet ? Ceux-ci lui ont-ils fourni des armes pour le mettre à exécution ? Ou se sont-ils contentés, dès les premières semaines de la mise en place du nouveau régime, de lui prêter assistance ? La première ministre s'est toujours refusé à fournir des précisions sur le nombre des rebelles et leur armement. « La question n'a aucun intérêt, le principal est que nous soyons parvenus, en quelques heures, à renverser la dictature. » M. Maurice Bishop a néanmoins admis que les armes dont disposaient ses fidèles étaient peu nombreuses. Et c'est bien parce qu'il s'en est inquiété que, dès son arrivée au pouvoir, il a fait appel aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne et à Cuba pour en acquérir.

## Une certaine attraction cubaine



Après le coup d'Etat du 13 mars 1979 à Grenade, qui a porté au pouvoir des dirigeants de tendance castriste, les ambassades occidentales ont évidemment commencé à s'inquiéter. Jus- qu'ici, tout changement dans les îles anglophones s'était produit constitutionnellement, c'est-à-dire par la voie électorale, même si les procédés étaient plus ou moins démocratiques. Il était entendu que la Jamaïque, dirigée par le premier ministre Michael Manley, et, sur le continent sud-américain, la Guyane, dirigée par le premier ministre Forbes Burnham, avaient établi des liens privilégiés avec la Havane. Mais aucun des deux pays n'avait pour autant mis en place un régime castriste sur le modèle cubain. Et tout paraissait indiquer que l'aggravation récente de leurs difficultés économiques et politiques les empêcherait de jouer un rôle déterminant dans la région. C'était mal connaître la réalité des Caraïbes.

Les Etats-Unis et leurs alliés ont persisté, depuis des années, à ignorer l'attraction que l'expérience cubaine exerce sur les nouvelles générations des pays les plus pauvres et les plus petits des Amériques, précisément ceux qui subissent encore une exploitation coloniale de style traditionnel ou qui sont soumis à des régimes de dictature personnelle. Il est frappant que les dirigeants politiques et syndicalistes qui se veulent de la gauche révolutionnaire ne fassent que rarement référence aux options idéologiques de La Havane ou à son alignement sur la politique étrangère de l'U.R.S.S. Ce sont davantage les réussites cubaines dans le domaine de la santé et de l'enseignement, et même les efforts entrepris pour diversifier et moderniser l'agriculture, qui reviennent comme un leit-motif dans les discours. M. Maurice Bishop,

qui ne cache pas son admiration pour « l'indomptable castriste Fidel Castro », ne manque jamais une occasion de le souligner. « Le fait est que le plus important en ce qui concerne Cuba, dit-il, c'est qu'il n'y a pas de meilleur exemple de ce que le socialisme peut réaliser dans un petit pays pour la santé, l'enseignement, l'emploi, pour mettre fin à la pauvreté, à la prostitution et aux maladies. »

Il ne faut pas se méprendre sur la pensée de M. Maurice Bishop. Si le premier ministre de Grenade, qui appartient à cette génération d'hommes de 35-40 ans ayant fait leurs études universitaires en Grande-Bretagne, se sent solidaire de la révolution cubaine, il a d'abord sa jeunesse et davantage attiré par la figure historique de M. Julius Nyerere, président de la Tanzanie. Les diplomates français et britanniques en poste dans les Caraïbes auraient d'ailleurs tendance à le qualifier de « national-progrès » et non de communiste castriste. L'ouvrage de trois cent cinquante pages édité en décembre dernier à Sainte-Lucie, sous le titre : *The Grenada Revolution*, donne d'utiles précisions à ce sujet. L'auteur, Sinclair Dobson, connaît personnellement le premier ministre de Grenade et énonce ses motivations idéologiques et les conditions dans lesquelles s'est déroulé le coup d'Etat de mars 1979. Explications d'autant plus précieuses que l'expérience révolutionnaire de Grenade est suivie avec attention dans les îles voisines. Ainsi des hommes au pouvoir tels que M. Robert Milton Cato, premier ministre de Saint-Vincent, Sir Eric Williams, premier ministre de Trinité-et-Tobago, et M. Oliver Seraphin, premier ministre par intérim de la Dominique, en craignent les retombées dans la région, tandis que les leaders de l'opposition comme M.M. Ralph Gonsalves, à Saint-Vincent (qui n'a pourtant pas réussi à assurer un seul siège de député à son parti aux élections de décembre 1977) — les premières depuis l'indépendance — et George Odum, vice-premier ministre de Sainte-Lucie et leader de l'aile gauche du parti travailliste au pouvoir, y voient au contraire un motif d'encouragement pour l'avenir.

Il est certain que si M. Maurice Bishop parvient à arracher son pays au sous-dévelop-

pement, il ouvrira du même coup une voie nouvelle aux pays anglophones des Caraïbes, que les Britanniques, depuis la découverte de l'Amérique, continuent à dénommer officiellement West Indies (Indes occidentales), comme s'ils se refusaient à accepter la réalité du nouveau monde. Pourtant, il suffit de visiter les îles une à une pour constater qu'après trois siècles de colonisation européenne les populations cherchent à trouver leurs racines sur le sol américain et à découvrir leur véritable identité. A la différence de l'Amérique latine, où le brassage des races s'est étalé sur plusieurs siècles — notamment au Brésil, au Venezuela et en Colombie —, les Antilles anglophones présentent, dans l'ensemble, un visage différent : d'un côté, une minorité de Blancs, propriétaires terriens ou administrateurs ; de l'autre, une écrasante majorité de Noirs auxquels s'ajoute, à Trinité-et-Tobago, un fort pourcentage d'Indiens. Entre les deux communautés, les rapports ne sont pas aisés.

Ce ne sont pas seulement les tensions raciales sous-jacentes — et parfois ouvertes, comme à la Jamaïque — qui caractérisent l'ensemble des Antilles anglophones. Colonialisme et sous-développement y sont intrinsèquement liés : économie de subsistance, taux de chômage extrêmement élevé, conditions sanitaires déplorablement, écoles secondaires insuffisantes, infrastructures, enfin, presque inexistantes. Il faut ajouter à cela les cyclones et les éruptions volcaniques qui se manifestent périodiquement, provoquant de véritables bouleversements de la nature. Le cas le plus dramatique est celui de la Dominique, ravagée en quelques heures par le cyclone David, le 29 août 1979.

Il serait, certes, erroné de vouloir situer toutes ces îles au même niveau de développement économique. D'abord, parce qu'elles ne disposent pas des mêmes ressources naturelles. Ainsi la Jamaïque, d'une part, et Trinité-et-Tobago, d'autre part, sont les seules îles anglophones qui possèdent d'importantes richesses minières : bauxite et alumine pour la première, pétrole et asphalte pour la seconde. Ce sont, au demeurant, celles qui bénéficient de la plus grande diversifi-



Les diplomates européens qui suivent de plus près les événements dans les Caraïbes sont aujourd'hui enclins à admettre que Cuba n'a pas directement participé au coup d'Etat et n'a pas été non plus informée de la date exacte des opérations. Mais il est non moins vrai que le gouvernement de la Havane a répondu à l'appel soviétique en envoyant par bateau des armes, et que, le premier, il a déclaré que jusqu'à présent, les États-Unis qui ont un embargo sur les armes, la capitale de Cuba, la Havane, occidientaux en ont déjà reçus. Les Cubains étaient déjà équipés de missiles à l'intermédiaire d'une source secrète pour les livrer à la petite île de Cuba. Les États-Unis ont fait tout ce qu'ils ont pu pour empêcher tout en incitant le

La Havane répondit immédiatement à l'appel de M. Maurice Bishop, lui envoyant par bateau une certaine quantité d'armes, et que, le premier, il a reconnu le nouveau régime. Jusqu'à présent, d'ailleurs, Cuba est le seul pays qui ait un ambassadeur résident à St. George's, la capitale de Grenade. Certains journaux occidentaux en ont déduit un peu vite que les Cubains étaient déjà en train d'installer une base de missiles à l'intérieur de l'île, et même une base secrète pour les sous-marins soviétiques dans la petite île de Carriacou. De telles rumeurs ne font qu'exacerber les passions à St.-George's tout en incitant le régime à se radicaliser.

Il suffit de débarquer sur le petit aéroport local, situé au nord-est de l'île, et de rejoindre St-George's, au sud-ouest, par une route de campagne qui, sur une trentaine de kilomètres, serpente au milieu de la végétation tropicale, parsemée de hameaux, pour constater qu'un étranger passe difficilement inaperçu sur un territoire aussi exigu. Il ne faut pas plus de trois jours pour faire le tour de l'île en volant dans un hélicoptère, mais les touristes, longuement interrogés à leur arrivée et sous surveillance hebdomadaire du parti gouvernemental attendent l'attention de tous ses militants, parce que certains pourraient être des « agents de la C.I.A. », ne sont pas censés connaître l'emploi des

quatre centres d'entraînement de l'Armée révolutionnaire du peuple. Mais un pays comme le Venezuela, par la voix de son ministre des affaires étrangères, s'est davantage inquiété, en octobre dernier, des manœuvres militaires américaines dans les Caraïbes que de la présence éventuelle de quelques instructeurs cubains à Grenade.

Des Cubains, il y en aura environ deux cent cinquante dans les mois qui viennent; mais c'est dans les travaux d'infrastructure, dans l'enseignement, la santé et la pêche que les autorités de La Havane entendent prouver qu'elles sont prêtes à aider les petits pays qui en feraient la demande. Au siège du gouvernement, modeste bâtisse de deux étages située au sommet d'une colline qui domine le ravissant port de St.-George, on ne cherche pas à cacher la réalité. « Les Cubains nous ont déjà envoyé deux médecins dont, pour la première fois de notre histoire, un pédiatre, affirme-on au ministère de l'information. Ils nous ont prêté un navire-école pour mettre sur pied une industrie de la pêche, et ils nous fournissent maintenant une dizaine de bateaux ». Les possibilités de coopération ne manquent pas, mais c'est dans la délimitation d'un projet bien précis que les Cubains veulent être les plus actifs. Dès le début du mois de décembre, un cargo battant pavillon panaméen, le *Palm-Island*, a débarqué une quarantaine de techniciens et l'équipement nécessaire à l'ouverture des travaux du nouvel aéroport, dans le sud-ouest de l'île. Il avait fallu que M. Maurice Bishop prenne le temps pour que ce vieux projet sorte enfin des tiroirs. Le projet, qui a été financé par le régime, qui permettra l'atterrissage des jets intercontinentaux pendant la saison touristique, suit mise en route.

Cuba, cependant, n'est pas le seul pays intéressé au développement de Grenade. Pour d'autres raisons, tout aussi économiques que stratégiques, le Venezuela entend manifester sa présence par une collaboration active. Invité personnel du président Luis Herrera Campins, de tendance démocrate-chrétienne, M. Maurice Bishop s'est rendu

en décembre dernier à Caracas, à la tête d'une délégation d'experts. L'accueil qu'il y a reçu a été le point de départ des bulletins de l'Institut gouvernemental, dont chaque numéro vante les réussites de la révolution cubaine, n'a pas hésité à consacrer un article extrêmement favorable à cette visite. Puissance rivale de la mer des Caraïbes, important producteur de pétrole et de matières premières comme le fer et le manganèse, amarré au pôle des libertés démocratiques dans son rôle de fournisseur de matériel et de transports, l'Institut se situe à la jonction de trois Amériques : entre les États-Unis et l'Amérique du Sud, le Venezuela a compris, depuis quelques années, le rôle considérable qu'il pouvait jouer dans les Antilles délaissées par leurs colonisateurs.

Pragmatique, décidé à sortir Grenade de son sous-développement chronique, M. Maurice Bishop ne ressent aucun gêne à solliciter l'aide de son proche voisin latino-américain. Comme Cuba, le pays le plus participatif à la construction du nouvel aéroport, l'Union soviétique, M. Bishop n'hésitera son aide financière aussi bien que technique dans différents domaines. Y compris le tourisme, en offrant des avions turbo-propulseurs pour établir des liaisons aériennes directes avec Caracas, d'une part, et Porto-Rico, d'autre part. Certains diplomates occidentaux à l'imagination débordante vont dans ce rapprochement avec la Venezuela l'absence de tout intérêt ministère pour faciliter la pénétration cubaine. D'autres, plus réalistes, découvrent à leur grande surprise que les Caraïbes anglophones se laissent naturellement porter vers l'Amérique latine, pour des raisons géopolitiques et économiques, mais aussi parce qu'elles ressentent le besoin viscéral d'un partenaire identifié. À cet égard, la place qu'entend occuper Venezuela dans le monde du monde provoque déjà des conflits latents avec ses voisins immédiats, Trinité-et-Tobago et la Guyane. Les accusations de « politique impérialiste » portées à son encontre ne visent pour l'instant qu'une volonté d'occuper la place laissée auparavant aux Européens, et plus ou moins large échance, de sorte l'initiation de la révolution cubaine au nom de l'« Président... »

sance au cours des années 30 à la Jamaïque et a essaimé d'île en île, dans les Antilles anglophones, pour annoncer que le Messie serait noir, ont été pour la plupart capturés ou condamnés à fuir. Mais personne ne connaît jusqu'à ce jour les origines véritables de ce mouvement sécessionniste dans l'une des Grenadines préférées des touristes.

Les rastas, dont les tresses torsadées à l'extrême ont valu à leurs adeptes le qualificatif de *Breadheads* (en français : « tresses tremblantes »), toutes petites minorités d'une cinquantaine de personnes, à l'exception de la Jamaïque où ils sont nombreux. Mais le qualificatif de « rastas » est aujourd'hui appliqué aux hommes et aux femmes du sous-prolétariat antillais qui, au-delà de la couleur de leur peau et de leur origine, ont des sources africaines, remettent brutalement en cause la société occidentale et colonialiste de consommation. S'adonnant parfois à la drogue, vêtus d'habits pailloux, en permanence disponibles, ils pourraient constituer un élément de déstabilisation pour certains forces de l'ordre. Mais ces « rastas » ont le processus de décolonisation. Une tentative de ce genre a eu lieu à Grenade à la fin de l'année dernière, mais elle n'a finalement eu d'autre effet que d'aider le gouvernement révolutionnaire à interdire The Trenchlight, le journal officiel du mouvement. Le mouvement, malicieusement l'écho, et à mettre fin, du moins, à la liberté de la presse.

En réalité, après trois siècles de colonisation, chaque micro-Etat des Antilles anglophones est menacé de désintégration. La France n'est pas la seule à avoir tenté de faire passer sous son influence la Martinique et de la Guadeloupe. Les Etats-Unis, qui entendent ne plus se désintéresser de cette région, ont déjà eu l'occasion de manifester leurs préoccupations. Deux des plus grandes raffineries mondiales de pétrole sont situées dans la mer des Caraïbes, et ce sont elles, précisément, qui ont été l'objet de la campagne de pétrole importé en Amérique. Faut-il ajouter que les centaines d'îles et d'îlots qui forment un arc de cercle au large du canal interocéanique de Panama bénéficient d'une position stratégique inestimable ? Et que l'île de Porto-Rico, dans la partie occidentale d'Amérique, est le théâtre d'un référendum de la liberté avec les Etats-Unis, restera de moins en moins à l'écart des grands courants de l'histoire moderne ? Nateur inactivé ? Mais ce sont avant tout les structures coloniales des Antilles anglophones, les frustrations, le sous-développement, la recherche de leur identité nationale, qui priment dans certains pays. Le chercheur désolé de trouver des formules qui ne seraient pas du goût des dirigeants occidentaux. « Un médecin, un seul, c'est si peu de chose pour un grand pays, et pourtant c'est tellement important pour un petit pays comme le nôtre. » M. Maurice Bishop, premier ministre de Grenade, a bien posé le problème. Les Grands d'aujourd'hui seraient pas s'occuper d'avoir mauvaise conscience dans un proche avenir.

**ÉDOUARD BAILBY.**  
(Dessins de Plantu.)

C'est en définitive la crainte de voir Cuba exercer une influence dans les Caraïbes, après l'installation à Grenade d'un régime révolutionnaire de plus en plus calqué sur celui de La Havane, qui a poussé les puissances occidentales, et notamment la France, à fournir

nelle à la Dominique. Trois jours dans cette petite île de 751 kilomètres carrés, entre Guadeloupe et Martinique, dans les quatre-vingt mille habitants parlent davantage le créole, d'origine française et africaine, que l'anglais, permettent d'avoir une image constamment des ravages causés par le cyclone David, en août 1979. Plus de communications téléphoniques, plus d'hôpitaux, plus d'écoles, les trois quarts des maisons détruites, les routes sont inutilisables, en grande partie inutilisable, la production de bananes et de noix de coco presque entièrement anéantie, tels ont été, en quelques heures à peine, les effets du fléau. Maintenant encore, il faut traverser l'île de part en part, voir les milliers d'arbres décapités, les plantations tropicales ravagées, les villages désolés, pour prendre conscience de la bonne fortune des pays qui échappent à de telles catastrophes. Il faudrait que ces pays tropicaux, ces pays qui se trouvent affirmé-t-on dans les milieux gouvernementaux de Roussau, la modeste capitale de l'île. Des dix-neuf hôtels, un seul est resté debout, obligent les autorités à lancer un appel aux États-Unis et au Canada pour qu'ils désendissent les touristes de venir. Une véritable calamité nationale.

La situation s'est compliquée du fait que, quelques mois avant le cyclone, la commission de la gabelle administrative avait provoqué à la Dominique des émeutes populaires qui entraînaient la démission du gouvernement. Premier ministre par intérim, vigoureusement soutenu par les puissances occidentales, M. Oliver Seraphin s'est engagé à organiser des élections législatives dans les semaines à venir. Qu'une remportât la majorité? Pour éviter que le Culebra affronte leur aïeule, les Gaudeloup, la France a été la première à fournir une assistance importante et immédiate que les responsables actuels de la Dominique n'hésitent pas à qualifier de «merveilleuse» (sic). Pendant six semaines, un navire de guerre, le *Francis-Garrel*, a fait quinze fois la navette entre la Gaudeloupe et la Dominique pour transporter des vivres, des médicaments, de l'équipement nécessaire à la reconstruction des routes, des écoles et des hôpitaux, et même un contingent de militaires chargés de prêter main forte aux autorités locales. Interrogé sur les ondes de Radio-Caraïbe International, qui émet de Sainte-Lucie vers l'Amérique, le commandant du navire de guerre français précisait à ce sujet, en décembre dernier, que son bateau était équipé pour fournir toute forme d'assistance, y compris le débarquement de troupes et de matériel sur les plages, «dans le cas où les ports seraient obstrués», aux pays qui en feraient la demande. L'aide de la France n'a pas été tarotée et de la Gaudeloupe exige en effet qu'une partie de son port puisse être utilisée par les voisins, notamment, au moment où la Grande-Bretagne rétrograde progressivement des Caraïbes. Politique d'autant plus judicieuse que la chasse aux Dominicains, dans les bidonvilles de Pointe-à-Pitre, peu après le cyclone David, sous prétexte que ceux-ci formaient l'essentiel des délinquants de droit commun et menaçaient la sécurité des citoyens, a provoqué dans leur pays d'origine, tout comme dans le reste des Caraïbes anglophones, une véritable levée de bouclier. La France a été accusée de racisme de colonialisme. A l'issue de sa conférence régionale, en février, M. Olivier Stin, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a annoncé que la France triplerait son aide, dès 1980, pour la porter à 6 millions de francs.

De ce phénomène, ni certains journalistes de

Le grand public n'a ni les autorités françaises ne semblant avoir prise conscience. Pourtant, si l'aide massive de la France a été appréciée dans les milieux dirigeants de la Dominique, il n'en reste pas moins que la population a été traumatisée par les événements de la Guadeloupe, qui ont fait des morts et des blessés. Les cas sont nombreux de travailleurs dominicains qui ont préféré fuir la Dominique à l'annonce de la révolte. Coates (qui tire à 50 000 exemplaires), édité par le Conseil épiscopal des Eglises, est la seule publication régionale qui circule dans les Caraïbes anglophones, à l'exception d'une revue de luxe qui vient d'être lancée par le groupe Time aux îles. Coymann, son directeur, M. Ricky Singh, est bien placé pour avoir une vision d'ensemble de la situation. Dans son modeste bureau de Bridgetown, capitale de la Barbade, il reçoit régulièrement des centaines d'informations et les diffuse, soit fonctionnaire ne serait en mesure de rassembler. « Le grand défer de toutes ces lies, affirme-t-il non sans raison, c'est que les colonisateurs les ont intentionnellement séparées les unes des autres. Nous ne nous connaissons pas. Notre rôle est précisément de faire apparaître dans toutes ses dimensions ce monde des Caraïbes, qu'il soit anglophone, francophone ou néerlandophone. » De fait, les deux principales stations de radio, qui parlent en français et en anglais, Radio-Caraïbes Internationale, à Sainte-Lucie, et Radio Caribbe à Montserrat, toutes deux aux mains d'actionnaires privés européens, ne consacrent que quelques minutes chaque jour aux événements locaux. Alors que la lutte pour le pouvoir s'aggrave, depuis quelques mois, entre M. Alan Louis, premier ministre de Sainte-Lucie, et son vice-premier ministre, M. George Odium, de tendance cariste (qui réclame au premier de ne pas appliquer l'accord éphémère conclu entre eux, l'année dernière), les deux stations de radio, dont les programmes sont calqués sur ceux des stations allemandes et britanniques, consacrent l'essentiel de leurs émissions au monde entier. Quant aux stations de radio de Porto-Rico et du Venezuela, qui émettent en espagnol, elles ne se soucient guère, pour le moment, de mettre à profit leur audience dans les Caraïbes anglophones.

**P**ENDANT de longues années, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les Anglais ont pu mettre sur pied une fédération des îles anglophones. Les premières, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago s'en sont détachées, préférant conclure des accords bilatéraux pour défendre leurs intérêts premiers. Par la suite, de nouvelles tentatives ont été entreprises, avec plus ou moins de succès. Aujourd'hui, un marché commun des Caraïbes, le CARICOM, fonctionne tant bien que mal. Mais aux intérêts des pays les plus riches — Jamaïque, Barbade, Trinité-et-Tobago, et, sur le continent sud-américain, la Guyane française —, on veut se superposer les problèmes politiques des pays les plus pauvres : Grenade, Saint-Vincent, Sainte-Lucie, Dominique, et États d'association à la Grande-Bretagne. A la dernière conférence de Lamé, qui a réuni, en octobre 1979, les Neuf et leurs cinquante-sept associés d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), le CARICOM s'est vu confirmer pour cinq ans l'accès privilégié au marché européen de quelques produits (sucre et bananes, notamment) et la garantie des destinations d'exportation agricoles (notamment du Sucre). Mais le problème du développement et les rivalités politiques se ressemblent entre ces petits pays anglophones qui se voient subitement projetés sur la scène internationale, que les tentatives d'intégration régionale sont aujourd'hui de plus en plus difficiles.

Cette désintégration favorise l'apparition de deux axes politiques : l'un, conservateur, autour de Trinité-et-Tobago, la Barbade et Saint-Vincent ; l'autre, progressiste, autour de la Jamaïque, de la Grenade et, en Amérique du Sud, de la Guyane. Les Cubains ne sont pas seuls disposés à renforcer l'un des deux axes en lui fournissant l'aide financière, technique et humaine nécessaire. Fortement encouragés par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, la Barbade ne se contente

plus de jouer un rôle positif. En décembre dernier, à l'occasion de la tentative de sécession de Saint-Vincent et de l'Union, qui relève de l'administration de Saint-Vincent, le gouvernement de M. Tom Adams, premier ministre de la Barbade, n'a pas hésité, à l'appel de son homologue de Saint-Vincent, M. Robert Milton Cote, à envoyer un contingent armé d'une cinquantaine d'hommes pour maintenir l'ordre dans la capitale, Kingstown, et à participer aux opérations engagées contre les rebelles. Ces derniers, dirigés par un membre de la communauté des « rastas », secte religieuse qui a pris nais-

## ÉTATS INDÉPENDANTS

**TRINITE-ET-TOBAGO**

**BAHAMAS**  
*Superficie* : 13 835 kilomètres carrés.  
*Population* : 210 000 habitants.  
*Capitale* : Nassau.  
*Premier ministre* : M. Lynden Oscar Pindling.  
*Ressources économiques* : tourisme, raffinerie de pétrole.  
*Tourisme* : 1 500 000 visiteurs (1976).

**Population :** 1 100 000 habitants.  
**Capitale :** Port-of-Spain.  
**Premier ministre :** Sir Eric Williams.  
**Ressources économiques :** pétrole, asphalte.  
**Tourisme :** 168 800 visiteurs (1974).

## ÉTATS SEMI-AUTONOMES

(en anglais: *Associated States*)

**BARBADE**  
*Superficie* : 430 kilomètres carrés.  
*Population* : 245 000 habitants.  
*Capitale* : Bridgetown.  
*Premier ministre* : M. Tom Adams.  
*Ressources économiques* : tourisme, sucre,  
 industries légères.  
*Tourisme* : 350 000 visiteurs (1979).

**ANTIGUA**  
(Dépendances : Barbude et Radonda)  
**Superficie** : 280 kilomètres carrés.  
**Population** : 74 000 habitants.  
**Capitale** : St. John's.  
**Ressources économiques** : agriculture.  
**Tourisme** : 67 600 visiteurs (1971).

**DOMINIQUE**  
*Superficie* : 751 kilomètres carrés.  
*Population* : 80 000 habitants.  
*Capitale* : Roseau.  
*Premier ministre Intérimaire* : M. Oliver  
 Seraphin.  
*Ressources économiques* : bananes, noix  
 de coco.  
*Tourisme* : 18 996 visiteurs (1976).

**Superficie** : 272 kilomètres carrés.  
**Population** : 55 000 habitants.  
**Capitale** : Basseterre.  
**Ressources économiques** : canne à sucre.  
**Tourisme** : 40 000 visiteurs (1978).  
**N. B.** — Anguilla (8 500 habitants) jouit d'un statut particulier.

## COLONIES

(en anglais : *Dependencies*)

**GRENADE** (Dépendances : Carriacou et Petite-Martinique dans les Grenadines méridionales)  
*Superficie* : 344 kilomètres carrés.  
*Population* : 108 000 habitants.  
*Capitale* : St. George's.  
*Premier ministre* : M. Maurice Bishop.  
*Ressources économiques* : noix de muscade (premier exportateur mondial), bananes, cacao, noix de coco.  
*Tourisme* : 132 000 visiteurs (1972).

**ILES CAYMAN**  
*Superficie : 259 kilomètres carrés.*  
*Population : 13 000 habitants.*  
*Capitale : George-Town.*  
*Ressources économiques : opérations financières, tourisme.*  
*Tourisme : 24 900 visiteurs (1971).*

**LA JAMAÏQUE**  
*Superficie* : 11 425 kilomètres carrés.  
*Population* : 2 millions d'habitants.  
*Capitale* : Kingston.  
*Premier ministre* : M. Michael Manley.  
*Ressources économiques* : bauxite (deuxième producteur mondial), alumine, canne à sucre, bananes.  
*Tourisme* : 396 000 visiteurs (1975).

Superficie : 430 kilomètres carrés.  
Population : 5 700 habitants.  
Capitale : Cockburn-Town.  
Ressources économiques : pêche, sel.  
Tourisme : 8 181 visiteurs (1975).

**SAINTE-LUCIE**  
*Superficie* : 816 kilomètres carrés.  
*Population* : 101 000 habitants.  
*Capitale* : Castries.  
*Premier ministre* : M. Alan Louisy.  
*Ressources économiques* : bananes (85 % des exportations), cacao.  
*Tourisme* : 88 400 visiteurs (1977).

**ILES VIERGES**  
*Superficie* : 153 kilomètres carrés.  
*Population* : 11 000 habitants.  
*Capitale* : Road-Town.  
*Ressources économiques* : pêche.  
*Tourisme* : 20 000 visiteurs (1976).

**SAINT-VINCENT** (Dépendances : Grenadines septentrionales)  
*Superficie* : 399 kilomètres carrés.  
*Population* : 112 000 habitants.  
*Capitale* : Kingstown.  
*Premier ministre* : M. Robert Milton Cato.  
*Ressources économiques* : marante (premier producteur mondial), bananes, canne à sucre.  
*Tourisme* : 19 242 visiteurs (1975).

**MONTSERRAT**  
*Superficie* : 102 kilomètres carrés.  
*Population* : 13 500 habitants.  
*Capitale* : Plymouth.  
*Ressources économiques* : coton.  
*Tourisme* : 12 846 visiteurs (1974).

[Depuis 1950, un million et demi d'Antillais ont émigré en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Canada. Les statistiques anglophones des Caraïbes, le chômage atteint de 17 à 25 % de la population active.

Ne sont pas incluses dans cette nomenclature les Bermudes (cent cinquante îles totalisant 51 kilomètres carrés) du fait qu'elles sont situées dans l'océan Atlantique, à 900 kilomètres des côtes nord-américaines.]





L'expression « guerre froide » a été inventée au début de l'année 1947 par le financier américain Bernard Baruch et popularisée ensuite par le journaliste Walter Lippmann. A cette époque, pour soutenir la rhétorique de l'engagement de l'U.R.S.S., les Etats-Unis lancent leur European Recovery Program, dit « plan Marshall », accordant une assistance militaire à la Turquie et à la Grèce où des partisans communistes poursuivent la lutte armée ; ils accablent, d'autre part, la reconstruction de l'Allemagne occidentale. Enfin, dans le but de contenir militamment l'U.R.S.S. derrière le « rideau de fer » (la formule est de Churchill), ils organisent le pacte atlantique en 1949.

L'U.R.S.S., qui ne possède pas encore la bombe atomique, réplique dès 1947 en créant le Kominform ; Staline restreint son contrôle sur toute l'Europe orientale, provoque en février 1948 le coup de Prague ; en juin, le Kominform traite Tito de « révisionniste », c'est le début d'une sanglante vague d'épurations visant les dirigeants des pays communistes européens, accusés, eux, de « titisme ». Au même moment, Staline décrète le blocus de Berlin, et, l'année suivante, l'U.R.S.S., qui produit enfin l'engin nucléaire, met sur pied le pacte de Varsovie.

## La guerre froide et les ombres

L'expression « guerre froide » a été inventée au début de l'année 1947 par le financier américain Bernard Baruch et popularisée ensuite par le journaliste Walter Lippmann. A cette époque, pour soutenir la rhétorique de l'engagement de l'U.R.S.S., les Etats-Unis lancent leur European Recovery Program, dit « plan Marshall », accordant une assistance militaire à la Turquie et à la Grèce où des partisans communistes poursuivent la lutte armée ; ils accablent, d'autre part, la reconstruction de l'Allemagne occidentale. Enfin, dans le but de contenir militamment l'U.R.S.S. derrière le « rideau de fer » (la formule est de Churchill), ils organisent le pacte atlantique en 1949.

Il faudra attendre la mort de Staline en 1953, la fin de la guerre de Corée et la neutralisation de l'Autriche (1955) pour que les esprits s'apaisent ; mais la période de « guerre froide » se maintient en fait jusqu'à la crise de Cuba, en 1962, après laquelle les relations entre les deux super-puissances commencent à se détendre.

La « guerre froide » est une guerre des nerfs, un affrontement psychologique ; les services de propagande cherchent à convaincre les citoyens du bien-fondé des options politiques de leurs dirigeants. Le cinéma, un vrai médium de masse à cette époque, représente un enjeu politique considérable ; le contrôle des ombres sur les écrans donne lieu à des citations d'intolérance et de sectarisme assez symétriques dans chacun des deux blocs.

En U.R.S.S., dès la fin de la guerre, la décision est prise d'épurer le cinéma ; le jdanovisme s'impose comme seule « esthétique » tolérée ; on combat l'esprit cosmopolite, accusé de vouloir « couper les racines de la fierté nationale », et on en rend coupables de nombreux cinéastes et scénaristes (souvent juifs) ; on attaque l'esprit d'indépendance et d'individualisme des films américains (Eisenstein lui-même, à la veille de sa mort, y contribue dans un texte intitulé : « Les dispensateurs de poison moral ») ; on restreint la production de longs métrages (elle tombe de vingt-cinq en 1944 à six en 1951) et la plupart de ceux qui sont tournés possèdent un caractère violemment anti-américain ; certains scénarios manquent singulièrement de finesse ; ainsi, l'émission de la paix, de F. Ermler, se passe dans une France affamée et asservie où les occupants américains règnent en maîtres, sans le moindre ménagement, renversant avec leurs jets les malheureux habitants.

Aux Etats-Unis, l'anticommunisme est érigé en doctrine officielle ; à Hollywood, on s'écarte des studios sous les sympathies progressistes, on met en chantier la série de films antirusses, on établit une « liste noire » des cinéastes à proscrire : c'est le temps

du maccarthysme, ce fascisme démocratique, et de la « chasse aux sorcières » (l'expression émane de la pièce antimaconthyste d'Arthur Miller, les Sorcières de Salem, 1953). Les tracasseries et les humiliations de cette époque ont été dénoncées, à l'écran, par deux anciens victimes du maccarthysme : Charles Chaplin, dans Un roi à New-York (1957), et Martin Ritt, dans le Préte-Nom (1976).

D'autres pays participent à cette « guerre froide » des ombres ; en particulier la Grande-Bretagne, où Coral Reid dirige, en 1949, un film « violemment anticomuniste » (1) : le Traître Homme, et récidive, en 1953, avec l'Homme de Berlin.

En France, aucun film n'aborde de front le thème ; le pays supporte au cours de cette période sa guerre d'Indochine (1946-1954). Toutefois, certains événements cinématographiques (que Jacques Demure rappelle, pour l'essentiel, ci-dessous) révèlent des tensions spécifiques de l'époque ; les municipalités communistes, représentées à leur compte les consignes de mobilisation appliquées en U.R.S.S., interdisent la projection dans leurs villes du film Un homme marche dans la ville (1950), du cinéaste existentieliste Marcel Pagnol. La censure officielle, afin d'éviter les manifestations anti-américaines qu'avait suscitées la sortie de Rideau de fer, transforme, par le doublage, le pamphlet anticomuniste Pick up on South Street, de Samuel Fuller, en un film sur le trafic de stupéfiants ; elle élimine le titre le Pêr de la drogue. Aux campagnes fiévreuses diffusées sous le titre le Pêr de la drogue, les communistes français répliquent par un film d'hommage à Staline intitulé l'Homme que nous aimons le plus (1949). Bien que « froide », on le voit, cette guerre embrasait parfois les positions.

IGNACIO RAMONET.

(1) Cf. Marc Ferro : « Un combat dans le film : le Traître Homme », dans Cinéma et Histoire, Bibl. « Médiations », Denoël-Gonthier, Paris 1977, page 62.

## En U.R.S.S., le gel a devancé le rendez-vous

Il est paradoxal de le constater : durant la deuxième guerre mondiale, les films soviétiques furent, d'une certaine façon, moins conformistes que ceux des Américains. Le fait est pourtant bien là, qu'expliquent les conditions de la production. Aux Etats-Unis, dès la fin de 1941, Roosevelt planifie et définit le contenu de la production cinématographique. Or, rien de tel ne put se produire en Union soviétique. Avec le désastre de l'invasion, la dispersion et l'improvisation furent la règle, nécessité fait loi. Le tournage s'effectuait, pour certains cinéastes, entre deux participations au combat. Il n'y eut plus de contrôle possible et, d'Alma-Ata au Caucase ou au front d'Ukraine, les cinéastes purent donner libre cours à leur créativité ; principale contrainte : les conditions techniques, pas les bureaucraties. De sorte que les personnages de leurs films ne furent pas nécessairement aussi conformistes et variés que ceux des films américains ; certains « collaboraient » : dans Arc-en-Ciel, on vit l'imaginable pour un film américain, même évoquant des pays alliés, des femmes soviétiques coucher avec des officiers allemands. Quant à la désorganisation de l'armée en juin 1941, le Secrétaire du Parti-Kom, de Pyrev, évoquait avec un réalisme dont on eût pu imaginer que jamais la bureaucratie soviétique ne se relâçait.

Dès 1948, Jdanov entreprit une reprise en main qui devait mener fin à ce désordre. Il n'y eut pas de ministères, un décret donnant une large publicité à cette condamnation. Certes, la guerre finie, il fallait faire des films distrayants ; mais de là à laisser imaginer, comme Poudovkine, qu'au moment de l'épreuve un grand chef, comme l'amiral Nakhimov, pouvait s'intéresser à des danses, voilà qui sapait le respect dû à ceux qui dirigent et commandent. Sont particulièrement significatifs les attitudes qui condamnent la Grande Vie, de Lukov. Par dérision, Lukov décrivait la « grande vie » qu'allaient mener les citoyens au retour de la guerre : avec des copains, reconstruire de leurs mains l'usine détruite, et se remettre au travail. Film « inadmissible » : qui ne tenait pas compte des « moyens techniques » que l'Etat allait mettre à la disposition des citoyens, et par conséquent amenant de mettre en scène l'action prépondérante du parti dans la reconstruction du pays. Et puis que pouvait signifier « cette prétention

de Lukov à croire en la capacité individuelle des citoyens à ressusciter leur usine », comme si l'Etat y était « indifférent » ; alors que, guidé par le parti, il allait faire pousser le blé dans le grand Nord, irriguer les déserts, transformer la nature et l'homme, redéfinir l'amour même ? Incarnation de l'histoire, expression de son progrès, le parti était là, et le génial Staline ; que pouvaient vouloir dire cette vision de l'histoire à la Poudovkine, par le petit bout de la jorgnette, qui prenait le regard de l'observateur pour contempler l'amiral Nakhimov, ou encore, dans Ivan le Terrible, ces parallèles incongrus qui identifiaient des oprichniki, ces « authentiques ancêtres de nos bien-aimés dirigeants », à des membres du K.K.K. ou à des gangsters. « Il fallait en finir avec ce cosmopolitisme et ces vulgarités ». Les bureaux retrouvèrent leurs droits, l'office du cinéma a son caractère, et les scénarios furent épurés. Peu de projets en récupèrent et le Michourine de Dovjeko mit trois ans à sortir à force de censures et de ramèlements. Jamais la production ne fut censurée et réduite à ce point sous le prétexte de la « qualité ».

Pour le cinéma soviétique, le gel avait précédé la guerre froide. Mais nul ne s'en aperçut à l'Ouest, où trop vive était la reconnaissance envers les armées soviétiques pour que l'on mise en question l'incroyable bouffée d'orgueil que signifiait cette prise de position de Jdanov puis de ses séides. La parti ne se trompait pas, il jugeait de tout : de l'art, de la science, de la politique ; il fallait alors considérer avec considération ceux que cette affirmation d'infériorité troublait. Les stalinistes les regardaient comme des débilés.

C'est dans ce climat de certitudes que la proposition de l'« aide Marshall » à l'U.R.S.S., aux pays de l'Est et à l'Europe occidentale, fut apparue comme une forfaiterie ou d'une dérision. Alors que l'aube du progrès se levait à l'Est, n'était-ce pas une ultime tentative, la plus pitoyable, du « capitalisme moribond et dévoyé » pour prévenir la marche illuminée de l'Occident vers le socialisme ? Décidément, les Américains ne comprenaient pas quel était le sens de l'histoire ; et il fallait se méfier de grands gaminis aussi dangereux. Face à l'émancipation des peuples, à la montée du socialisme, le plan Marshall avait pour

fonction, selon Staline, de faire retomber l'Europe libérée dans la dépendance d'une société pourrie. A la demande du comité central, Eisenstein explique que les films américains avaient pour rôle de « répandre du poison spirituel ». Guérassimov condamne la nocivité des productions américaines. Il était « juste » de faire feu sur l'Amérique pour tous les moyens dont on disposait (et le cinéma retrouvait alors sa véritable mission). Mais il fallait bien comprendre qu'en agissant ainsi l'U.R.S.S. lutait pour la paix que seule menaçait l'Amérique, héraut spirituelle de l'Allemagne nazie. Et si, grâce à la science du parti et à son chef génial, il n'y avait plus de conflit au sein de la société soviétique en route vers le bonheur, il convenait que le cinéma fit de celui-ci une représentation conforme, le seul conflit réel étant désormais celui qui opposait la conception soviétique de la vie et la vision décadente, à l'américaine.

La guerre froide eusait ainsi quantité de projets de films anti-américains (au moment d'ailleurs où aux Etats-Unis se préparaient de nombreux films anticomunistes). Toutefois, à part la Question russe, Rencontre sur l'Elbe et Adieu, Amérique, en souvenir de la courte l'été des deux alliés de la guerre, on constata que peu de ces projets aboutirent et surtout que ces films laissent peu de traces. L'hostilité envers l'Amérique était artificielle, entièrement construite par le régime ; dans l'opinion, elle ne correspondait à aucune réalité vécue. Il n'y avait jamais eu de guerre entre l'Amérique et la Russie, et même l'hostilité à l'égard de Churchill ou de l'Angleterre n'était pas vraiment enracinée.

L'identification de l'Amérique à l'Allemagne nazie n'avait pas de sens pour les citoyens soviétiques, dont la chair était encore meurtrie par l'agression allemande, par l'ennemi héréditaire. La haine de l'Allemagne est trop puissante, en ces années d'après-guerre, pour que la guerre froide, même commandée d'en haut, puisse en distraire le sens ; ce n'est qu'une infime partie contre la lointaine Amérique. Et si, quelques années plus tard, une autre peur put mobiliser les craintes et la haine des Russes, ce ne fut pas celle des Américains, mais bien des Chinois, derrière qui le Russe reconnaît le Tsaï, autre ennemi de sa race.

MARC FERRO.

## Scènes de chasse à Hollywood

La célèbre Commission des activités anti-américaines ne date pas de la guerre froide. C'est au milieu de l'ère rooseveltienne, le 28 mai 1938, que la Chambre des représentants autorise son fonctionnement. Son but est, déjà, d'évincer les communistes des administrations publiques.

Hollywood constitue, à cette époque, un haut lieu du libéralisme américain. La Ligue antiasiatique, qui accueille les victimes du nazisme et envoie son soutien financier à l'Espagne républicaine, groupe des personnalités aussi prestigieuses que John Ford, lequel déclare : « Mon plus cher désir est de coopérer de toutes mes forces avec la Ligue antiasiatique. Si c'est cela être communiste, alors j'en suis sûr ! ». Durant la guerre, on ne produit pas d'œuvres antisoviétiques à Hollywood. Des films tels que Song of Russia ou Mission to Moscow (1943), de Michael Curtiz, exaltent même l'amitié entre les peuples russe et américain.

Dès 1946, l'allié devient l'ennemi principal. On entre dans la guerre froide. La Commission va enfin pouvoir jouer le rôle pour lequel elle a été créée. Les conservateurs découvrent ce prodigieux outil de propagande que'est le cinéma, veulent le contrôler. Mais, pour préparer la lutte idéologique, il faut évincer les libéraux.

Le 20 octobre 1947, la commission Parnell-Thomas (dans laquelle siège Richard Nixon, représentant de la Californie) entre en fonction à Hollywood. Son but : recueillir des témoignages sur les infiltrations communistes dans les syndicats des travailleurs du film (scénaristes, réalisateurs, puis acteurs). En fait, ce ne sont pas les communistes, peu nombreux à Hollywood (1), qui sont visés, mais tous les progressistes et en particulier ceux qui ont manifesté de la sympathie pour ce « front populaire » qu'a pu être le New Deal. Sur la base des témoignages, on établit une liste noire et l'on partage les personnalités corrompues entre « témoins américains » (friendly witnesses) et « témoins américains » (unfriendly witnesses). Dix personnalités refusent de témoigner, en invoquant le premier amendement de la Constitution sur la liberté d'expression. Les « Dix » sont blâmés pour outrage au Congrès et condamnés à des peines de prison. John Huston et Philip Dunne obtiennent alors le « Comité pour le premier amendement », dont le but est d'obtenir la cassation du jugement. Par ailleurs, le syndicat des scénaristes, le plus gauche des syndicats de Hollywood, poursuit les producteurs qui ont licencié les « subver-

sifs ». En décembre 1948, le scénariste Lester Cole, emprisonné par la Maison-Blanche pour raisons politiques, gagne son procès contre le studio.

Dès 1948, pour satisfaire aux exigences de la Commission, les producteurs mettent en chantier une série de films « antirusses » aux titres révélateurs : The Iron Curtain (1948), The Red Menace (1949), I Married a Communist (1949) et Gully of Treason (1950). Lorsque, en 1950, Joe McCarthy, sénateur du Wisconsin, « révèle » que deux cent cinq agents communistes travaillent au ministère des Affaires étrangères à Washington, le doute s'empare du bon nombre de libéraux américains. La guerre de Corée échauffe, et à Hollywood, on est pressé de donner des gages de bonne conduite.

Le 8 mars 1951, la seconde commission, dite commission Wood, entre en fonction. Sur quatre-vingt-cinq personnes convoquées, quarante-huit refusent de témoigner, mais, cette fois, au nom du cinquième amendement, jugé particulièrement plus efficace que le premier, et qui stipule : « Nul ne sera tenu de témoigner contre lui-même dans une affaire criminelle », la question de la commission étant : « Êtes-vous, oui ou non, communiste ? ». Entre-temps, un clearing office, véritable chambre ardente, opère dans chaque studio. Tout « donné » (black-listed), s'il veut retrouver le droit au travail, doit devenir à son tour « donneur » (black-listed). A vrai dire, ce qui importe, pour la commission, ce ne sont pas tant les résultats de l'enquête mais que tous, à Hollywood, reconnaissent sa légitimité.

PRÈS six mois de prison, Edward Dmytryk, l'un des « Dix », dénonce, en 1951, vingt-six personnes. Ella Kazan, qui avait gagné une réputation de progressiste en fréquentant les cercles intellectuels new-yorkais, en livre onze, le 10 avril 1952, puis il obtient l'Oscar en 1954 avec Sur la quai, où, sous prétexte de dénoncer la corruption syndicale, il fait une véritable apologie de la délation. Parmi les films « antirusses » de l'année 1952, on trouve, destiné à l'édification des nafs, My Son John, de Leo McCarey, qui décrit le désespoir d'une famille dont le fils, haut fonctionnaire, est un agent communiste.

Plusieurs victimes de la « liste noire », dont le scénariste Michael Wilson, se groupent alors pour réaliser un film-manifeste. C'est le Set de la terre, de Biberman (1953), qui relate la grève des mineurs d'une petite ville du Nouveau-Mexique. Le tournage se fait dans des conditions épuisantes, sous la menace de « justiciers » locaux, et la sortie du film sera sabotée.

Plus que les acteurs et les réalisateurs, ce sont les scénaristes qui ont souffert des activités de la Commission. Directement responsables du contenu des films, ils ont payé le tribut le plus lourd. Sur la « liste noire », on en compte cent six, pour trente-six auteurs et douze réalisateurs. Empêchés officiellement de travailler, certains devinrent ghost-writers (2). C'est ainsi qu'un certain Robert Rich, inconnu des studios, reçoit l'Oscar du meilleur scénario, en 1956, pour Les clameurs se sont tues. Il s'agissait en fait de Dalton Trumbo, l'un des « Dix ».

Deux ans plus tard, en janvier 1958, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis signent un pacte d'échanges culturels : et, l'année suivante, Nikita Khrouchtchev, en voyage aux Etats-Unis, vient visiter la cantine de la 20th Century Fox. Hollywood enterre enfin la hache de guerre.

NOELLE DE CHAMBRUN.

(1) Sur le rôle du parti communiste à Hollywood de 1933 à 1947, voir la revue américaine Cinema, vol. 2, n° janvier 1960 (418 Park Avenue South, New-York, N.Y. 10018).

(2) Ecrivains-fantômes.

## France : un climat d'opposition tranchée

Le 22 juin 1948 : « Et si vous aviez su, s'il vous avait fallu, dans l'intérêt supérieur de la France, sacrifier la corporation cinématographique française, le Parnet fait bien coloniser ». Commentant, pour les diverses branches de cette corporation plus qu'inquiète les accords économiques franco-américains du 28 mai, dits « accords Blum-Byrnes », Léo Blum reconnaît une lourde dépendance de la France envers les Etats-Unis. Présenté comme monnaie d'échange dans un contexte financier beaucoup plus large, assuré, comme seule protection, d'un quota de projection de ses propres films dans ses propres salles pour une période limitée, le cinéma français fonctionne alors vaille que vaille dans une économie essouffée. Employeurs et employés ne peuvent que se sentir menacés par la formidable production hollywoodienne, dont près de six années sont inédites en Europe. Un certain anti-américanisme, aux motivations parfois contradictoires, s'installe alors : une volonté de défendre les productions françaises aussi.

Et, le 12 novembre, commence la guerre d'Indochine, dont la production commerciale ne rend pas compte avant les accords de Genève (1954). Il est vrai que la censure veille, et que la police pourchasse les copies d'un court métrage militant qui dénonce la « guerre » : Yve les dockers (1948), du communiste

Robert Menegoz. Dans ce contexte, toute approche du problème colonial est refusée : il faut l'obstination d'un autre communiste, René Vautier, pour que soit sauvé, au moins en partie, un témoignage sur le colonialisme ordinaire : Afrique 50 ; ce réalisateur fera l'objet de poursuites judiciaires, ainsi qu'un Africain tenu pour son complice : Félix Houphouët-Boigny. Les Statuts meurent aussi (1952) d'Alain Resnais et Chris Marker, qui décrit la culture de l'Afrique noire française, n'est autorisé que tardivement et après coupures. Un sort analogue est réservé à un long métrage de Boulton, Bel-Ami (1954), d'après Maupassant, dans lequel le réalisateur Louis Daquin et les scénaristes Vladimir Pomer et Roger Vailland, alors tous trois membres du P.C.F., font des allusions critiques aux guerres coloniales du dix-neuvième siècle. Seule production vraiment contemporaine autorisée, Cybèle (1955), de Jacques Dupont, se présente comme une apologie mi-romanesque, mi-documentaire du bataillon Mordant engagé par la France dans la guerre de Corée. Qu'un peu plus tard, en Corée du Nord, Jean-Claude Bonnardot tourne, comme en réponse, une œuvre d'inspiration pacifiste, Mordant (1958), la censure diffère la sortie du film de plusieurs années.

Que voient donc, de cette guerre froide et des ses accès de fixation

sanglante, les spectateurs français ? Bien peu de choses. La censure, toujours elle, limite les longs métrages soviétiques, qu'ils se réfèrent au moment présent avec une acrobatische bonne conscience stalinienne comme Rencontre sur l'Elbe (1949), de Grigori Alexandrov, ou qu'ils risquent toujours d'écouter à la multiplex, comme le Caïress et Potemkine (1925), d'Eisenstein, dont la condamnation est confirmée en 1950. La production soviétique connaît bien un meilleur sort. Mais, dans ce climat d'opposition tranchée, les réalisations ouvertement « antirusses » trouvent difficilement une vaste audience : l'une des premières du genre, le Rideau de fer (1948), de William Weisman, provoque de vives manifestations à Paris.

Il est sûr et pour la guerre de Corée n'ont, en général, qu'une diffusion de second ordre. L'opposition dure par l'importance des spectateurs et la crainte des exploitants pour leurs fauteuils aboutissent alors à une manière de boycottage. En sa victime aussi une production française qui met en scène un docteur, Un homme marche dans la ville (1950), de Marcello Pagliero. Accusé d'« être le maître de la classe ouvrière », cette œuvre a été pourtant représentative de la façon dont les meilleures réalisations de l'époque savent enlever le climat, rompent avec les nombreuses autres

qui se veulent uniquement divertissantes. Peintures acérées d'un milieu populaire ou bourgeois, où le désespoir fait bon ménage avec le sarcasme, ces films dits « noirs », histoires criminelles ou de guerre, sont l'œuvre de Marcel Carné (Thérèse Raquin, 1953), Henri Decoin (la Vérité sur Bébé Donge, 1951), Jean Grémillon (Faut-il tuer les chiens, 1949), Jacques Becker (Casque d'or, 1952), Claude Autant-Lara (la Fraternité de Paris, 1956), Henri-Georges Clouzot (Manon, 1949 ; le Salaire de la peur, 1953), Yves Allégret (Dédé d'Amers, 1948 ; Une si jolie petite plage, 1949 ; Manon, 1950). Il est permis de tenir ces réalisations pour plus révélatrices de cette période que les allusions à la guerre de Corée contenues dans Avant le défilé (1953), d'André Cayatte, que la malencontreuse réalisation des Mains sales (1951), de Jean-Paul Sartre, par Fernand Rivers, que les interrogations de René Clair sur science et conscience dans la Beauté du diable (1950), dont le scénario est écrit sur le texte de l'« Appel de Stockholm » réclamant l'interdiction de l'arme atomique à une époque où, seuls, les Etats-Unis la possèdent. Pendant ce temps, les actualités cinématographiques, que la télévision grandissante voit à une mort prochaine, diffusent imperturbablement la « vérité » gouvernementale.

JACQUES DEMURE.

العمل



## Echec économique, mais détermination politique

LE VIETNAM  
EXSANGUE

Par PIERRE BROCHEUX et DANIEL HEMERY.

## Le Nord, base arrière du parti et de l'Etat

Le Vietnam vit à l'heure de l'échec économique et du démantèlement matériel. Le plan quinquennal 1976-1980, dont l'objectif essentiel était de parvenir, dans un délai de quatre ans, à l'autosuffisance alimentaire, grâce à une production de 21 millions de tonnes de céréales, n'a pas abouti aux résultats escomptés et se trouve publiquement abandonné. Les chiffres avancés pour 1979 — mais l'appareil statistique vietnamien est demeuré rudimentaire — sont état d'une production de 19 à 14 millions de tonnes (voir tableau I) : le déficit vivrière est donc considérable. En fait, la production n'a guère progressé au Nord, ni même au Sud, où perdure la chute des récoltes de paddy qui avait marqué les années de guerre. La pénurie alimentaire s'est généralisée et n'a sans doute jamais connu cette ampleur. Pendant la guerre, elle avait en effet été évitée grâce à l'aide économique massive que les Etats-Unis accordaient au Sud (en moyenne 850 millions de dollars par an de 1955 à 1975) et à celle que la Chine fournissait au Nord, notamment sous forme de riz (500 000 tonnes par an), de médicaments et de produits de consommation courante. Le soudain tarissement de ces deux sources a eu des effets catastrophiques, provoquant une crise durable dans l'ensemble du pays que l'aide des pays du Comecon n'est pas en mesure de résoudre. Les difficultés sont encore aggravées par la nécessité d'apporter des secours alimentaires au Cambodge et d'exporter des biens de consommation pour solder une partie des achats à l'étranger : en 1978, ces exportations représentaient 15 % de la production d'articles de consommation et assuraient 70 % des rentrées de devises étrangères (1).

Dans un pays où la croissance démographique est d'environ 2,5 % par an, le problème alimentaire est donc plus que jamais le problème-clé de l'économie. L'augmentation de la superficie cultivée ne dépasse pas 3 % par an, celle des rendements est encore pratiquement négligeable : tout accroissement de la production est immédiatement absorbé par celui de la population. Avec 5 millions d'hectares de superficie agricole, un rendement moyen de 4 tonnes à l'hectare, les récoltes représentent en moyenne 300 à 400 kilos par tête, alors que le minimum nécessaire serait de 500 kilos (2). Il faudrait au moins 6 millions de tonnes de vivres supplémentaires pour stabiliser la situation alimentaire.

Le riz est rare, un peu moins au Sud qu'au Nord, toujours et très cher. La ration de céréales délivrée à bas prix par les magasins d'Etat oscille autour de 13 kilos par mois, mais elle ne comporte plus qu'un kilo de riz, le reste se composant de maïs, de maïs, de blé importés qui servent à ce que les Vietnamiens appellent le « bouillage ». Les autres denrées alimentaires ne sont pas distribuées, mais elles sont disponibles. Il faut donc

acheter au prix fort poisson, riz, patates, fruits, légumes sur les milliers de petits marchés où les paysans vendent les produits de leurs lopins ou de leur élevage familial. Si les marchés du Sud sont relativement bien fournis, ceux du Nord sont d'une pauvreté frappante. Mais, dans les deux cas, les prix sont exorbitants par rapport au pouvoir d'achat des salaires mensuels qui varient entre 40 et 60 dong (3) pour la plupart des salariés (voir les tableaux II et III pages 16 et 17). De même pour les autres produits de consommation courante, qui manquent cruellement, surtout au Nord. Depuis deux ans, la population du Nord n'a guère touché de riz, l'on se soigne à l'aide de plantes médicinales dont on a généralisé la culture dans les villages. En dépit des efforts des autorités, une partie de la population souffre de malnutrition. Beaucoup d'enfants, convenablement soignés en général, sont néanmoins, selon de nombreux médecins, d'une taille inférieure aux normes de l'Organisation mondiale de la santé.

Les perspectives d'amélioration paraissent à l'heure actuelle très limitées. La croissance de la population est trop rapide, la pression démographique trop forte, surtout dans les campagnes du Nord. Dans les deltas du fleuve Rouge, du Thanh-Hoa, du Nghe-Anh, les densités atteignent mille habitants au kilomètre carré. Chacun dispose en moyenne de 600 mètres carrés et, chaque année, la population active vietnamienne s'accroît d'environ un million d'individus (4). Rien de tel, pour s'en rendre compte, que de circuler dans les villages du Nord surpeuplés d'enfants et de jeunes : 5 518 habitants, dont 2 232 enfants d'âge scolaire, à la

coopérative Yen-Sa, près de Hanoi ; 3 875 habitants, dont 1 300 élèves, à la coopérative Ba-Trò (Vinh), etc. Cinquante-deux millions de Vietnamiens en 1979 : soixante-quinze dans vingt ans.

Si les terres disponibles représentent des superficies importantes, en général les investissements et l'équipement lourd font défaut pour les indispensables travaux d'infrastructure. L'équilibre entre la production et la consommation est d'une vulnérabilité extrême. En cas de calamité naturelle, comme lors des inondations catastrophiques de 1978, ou, plus récemment, pendant la grave sécheresse qui a frappé le Nord au cours de l'hiver dernier, très vite le seul de rupture est atteint. Il est vraisemblable dans ces conditions que la crise alimentaire se poursuivra jusqu'au milieu de la prochaine décennie, sinon jusqu'au milieu des années 90. Tout au plus peut-on espérer maintenir, avec l'aide de l'URSS et des organismes internationaux, la ration à son incompressible niveau actuel. Dans ces conditions, la participation des pays occidentaux à la reconstruction du Vietnam n'apparaît pas seulement comme une obligation morale et politique mais, plus que jamais, comme une impérieuse nécessité économique.

Sur ce fond général de pénurie et de démantèlement apparaît bien des inégalités et des différences régionales, tant dans les niveaux de vie que dans les comportements sociaux. Le contraste entre le Nord et ce qu'il est convenu d'appeler le Sud (qui comprend d'ailleurs le Centre) est plus que jamais évident. Comment la situation évoluera-t-elle, à cet égard, quels en seront les effets à long terme ? Questions décisives pour l'avenir du Vietnam.

## Une économie de guerre organisée

Le Nord est pauvre, très pauvre. La vie quotidienne y est particulièrement dure. Même prévient l'étranger, éprouve un choc lorsqu'il débarque à l'aéroport de Hanoi. La ville est surpeuplée. Le patrimoine immobilier et la structure urbaine n'ont guère changé depuis l'époque française : très peu de constructions neuves, mais la population est quatre fois supérieure à ce qu'elle était en 1954. Elle se partage les anciennes villas coloniales et les « appartements » de la vieille ville, parfois à raison d'une pièce pour deux familles, s'entasse dans les constructions de fortune qui ont proliféré partout dans les ruelles et dans les immenses quartiers de palloles de la périphérie. Le spectacle est le même dans les autres villes du Nord, Haiphong, Nam-Dinh, Vinh, etc. Partout règne l'économie de guerre, mais une économie de guerre organisée, dans les conditions d'un extrême sous-développement, d'un pays agraire dont le faible potentiel industriel a été dévasté par les bombardements amé-

ricains, et aujourd'hui très dépendant de l'aide du Comecon. L'usage des technologies modernes reste exceptionnel, la vétille est précieuse, l'usage du matériel très prononcé. Le Vietnam du Nord tient, mais au prix d'une incroyable économie de moyens. Villes et campagnes sont très sobres, la consommation d'électricité comme Vinh, qui fut rasée par l'aviation américaine et dont la centrale, repêchée à la campagne dans le cadre de la politique de soixante ans (dispersion), n'a pas été remise en marche, ou les minuscules jardins familiaux occupent le moindre pouce de terre cultivable, où le charbon, le ciment, les sacs de riz se transportent en grande partie en charrettes à bœufs ou à bras, ou encore dans les antiquités cyclopoïdes des années 50. Le travail manuel est prépondérant, sur les chantiers où les ouvriers maçonnerie bricole par bricole les constructions neuves, le visage protégé contre la poussière par une pièce de tissu ; sur les routes où d'autres ouvriers rebouchent les trous avec des paquets de bitume qu'ils manipulent à l'aide de gants. Certes, la machine est présente sous la forme d'engins de terrassement ou encore de l'important parc de camions étrangers, mais le machinisme n'est qu'à l'état d'éléments technologiques. Le riz d'épave, la charrette à bras, la faucille, le sampan, sont économiquement aussi importants que le camion ou le moteur. Le travail artisanal, la production domestique dominent dans les activités de transformation et la fabrication des objets manufacturés. Un seul secteur mécanique, l'armée. Paradoxe surprenant d'une machine militaire ultra-

moderne sur une base économique pré-industrielle : le Vietnam marche sur deux jambes.

Le sous-emploi frappe une grande partie de la population rurale et urbaine, comme l'atteste la prolifération des petits métiers. Dans la vieille ville de Hanoi, pas de compartiment sans son éventail de papiers volés, de casques de boi, de cigarettes étrangères vendues à l'unité, pas de trottoirs dans la ville sans ses réparateurs ambulants de bicyclettes, ses gonfleurs de pneus, ses petites marchandes de cigarettes dont les lampes à pétrole s'allument au bord de la chaussée dès que la nuit tombe. La population est dépourvue des produits les plus élémentaires, savon, tissu, charbon, papier. Même les magasins « spéciaux », réservés aux familles des cadres importants et aux étrangers, et qui constituent les centres nerveux du marché parallèle, en particulier de celui des cigarettes « 555 », véritable monnaie forte du Vietnam, n'offrent à leur clientèle privilégiée qu'un nombre restreint de marchandises. Les écoles surpeuplées — les enfants s'y succèdent par roulement toutes les quatre heures, entre 6 et 18 heures — manquent de cahiers, de crayons, de livres. Jusqu'à une date récente, les étudiants d'histoire de l'université de Hanoi recopiaient à la main leurs résumés de fin d'études ou leurs thèses, d'ailleurs souvent remarquables, avec des trésors de patience et de soin. Leur bibliothèque ne contient aucun ouvrage occidental de sciences humaines postérieur aux années 50, et il en est pratiquement de même pour toutes les grandes bibliothèques du pays, puisque celles-ci ne peuvent acheter à l'étranger faute de crédits. On mesure par là à quel point les intellectuels vietnamiens sont coupés des débats et des courants d'idées occidentaux, combien ils sont avides d'échanges avec l'étranger.

Pourtant, dans cette situation-limite, le système social et politique du Nord fonctionne sans crise majeure, la cohésion et la discipline semblent très fortes. Apparemment, le régime communiste bénéficie d'un consensus très large au sein du peuple des villages et des villes. En témoigne l'impressionnante activité avec laquelle on répare les destructions de la guerre, dont il est désormais difficile de repérer les traces. Manifestement, le peuple du Nord ne s'abandonne pas à l'histoire : l'insaisissable, dans les rizières, sur les chemins, sur les chantiers, chacun s'affaire dans une tenace lutte pour la vie, pour la survie. Nulle trace de démission, guère de signes perceptibles de démoralisation collective. Les familles en ballons, attelées à des charrettes de pousser de charbon, qu'il arrive de croiser sur les routes du bassin houiller de Hon Gai, semblent n'être qu'une minorité. Les très rares mendicants ne sont jamais que des gens âgés. Manifestement, la majorité des familles disposent, à la différence de la période coloniale, qui ne remonte qu'à vingt-cinq ans et demeure l'unique référence historique de la population, du minimum nécessaire pour se nourrir et des possibilités élémentaires pour instruire et soigner les enfants.

Les acquis, décaissés dans une ancienne colonie sous-développée, fondent l'adhésion plus ou moins active des paysans au régime. Car le communisme est profondément enraciné dans la paysannerie : le soutien que celle-ci lui apporte depuis plusieurs décennies constitue la fondation du système du parti-Etat qui s'est instauré au Nord à la suite de la première guerre révolutionnaire. Pour les paysans, en effet, la révolution dirigée par les communistes a levé une série de préalables essentiels.

(Lire la suite page 16.)

## S'informer, du Nord au Sud

UNIVERSITAIRES français, Pierre Brocheux et Daniel Hemery ont séjourné pendant trois mois au Vietnam, de septembre à la fin du mois de novembre 1979, à un moment critique pour la nation vietnamienne qui venait de subir l'offensive chinoise et se trouvait aux prises avec les tensions engendrées par l'occupation du Cambodge. Le système plénum du comité central du P.C. vietnamien venait aussi de prendre, en août-septembre, des résolutions pour « desserrer la vis » et procéder à un redéploiement économique. Les auteurs ont pu circuler librement, à pied ou à bicyclette, à l'intérieur de périmètres donnés : ceux des districts de Hanoi et de Ho-Chi-Minh-Ville.

La guerre et la lutte pour la survie quotidienne ont conduit les Vietnamiens à s'entourer d'une carapace dont ils ne se débarrassent que difficilement. Mais s'ils ont du mal à desserrer les dents, c'est plus encore parce que le gouvernement interdit les contacts avec les étrangers, une règle qui n'est levée que pour des personnalités auxquelles l'âge ou le rôle dans les relations publiques auprès des milieux internationaux confère l'immunité.

Au Vietnam, il y a deux mots-clés : organiser et se faire enregistrer. Sans eux rien n'est possible ; bien traiter les invités implique que rien ne soit improvisé, que rien n'intervienne qui

permette à l'individu de s'exprimer et de contrarier les normes au point de vue collectivement élaboré. Ce système explique la lenteur avec laquelle un programme de travail est mis en route ; simultanément, il permet toujours de trouver un prétexte pour ne pas réaliser ce qui était prévu. De même, l'état de guerre est propice au refus de certaines demandes sous le prétexte d'assurer « la sécurité des hôtes ».

Ces conditions générales sont valables pour l'ensemble du pays. Toutefois, en ce qui concerne les deux auteurs, elles furent modifiées différemment dans le Nord et dans le Sud. Dans le Nord, ils étaient en terre inconnue et leur dépendance à l'égard de leurs accompagnateurs s'en trouvait renforcée. Dans le Sud, et notamment à Ho-Chi-Minh-Ville, le fait pour l'un d'eux d'être en pays natal et de parler la langue, l'existence d'un réseau de relations, leur ont donné plus de latitude pour circuler et pour multiplier les rencontres officieuses : même les conversations avec les officiels prenaient un tour moins formel.

En définitive, la principale difficulté que le visiteur étranger affronte dans un pays comme le Vietnam est moins la restriction des déplacements et des rencontres que le heurt avec l'épais rideau des apparences et le climat d'incertitude.

Tableau I. — LES DIFFICULTÉS DU PLAN QUINQUENNAL 1976-1980 (Ecart de production et ajustements pour les deux dernières années)

	1979		1980	
	Objectifs	Production	Objectifs initiaux	Objectifs rectifiés
Céréales (en millions de tonnes) .....	15,5	13,5	21	15
Charbon (millions de tonnes) .....	7,5	— de 7,5	10	8,5
Ciment (en tonnes) .....	1 825 000	725 000	2 000 000	1 300 000
Engrais (en tonnes) .....	700 000	700 000	1 300 000	1 000 000
Electricité (en milliards de kilowatts/heure) .....	4,5	2,55	5	?

N.B. — Les productions de charbon, d'acier, de verre, de thé traité, de sucre, de briques, ont augmenté en 1979 par rapport à 1978. Celles d'électricité, de bois, de ciment, de papier, de porcelaine, de filés et de tissus de coton ont diminué.

Sources : Périodiques et publications vietnamiennes.

(1) Nhan Dan, 16 octobre 1979.  
(2) Données fournies par la Quan Doi Nhan Dan du 4 novembre 1979.  
(3) Au taux de change officiel, le dong vaut 3 francs français.  
(4) Quan Doi Nhan Dan, 11 septembre 1979.



(Photo Roger Piz.)

Je suis à la 50.



(Suite de la page 15.)

Elle a classé l'impérialisme français, renversé la classe des notables ruraux et des micro-propriétaires fonciers qui dominaient la campagne. Certes, la mise en place des coopératives a placé la production paysanne et le village sous le contrôle de l'Etat, par l'intermédiaire de l'appareil administratif des districts (*huyen*). Mais la société paysanne a aussi ses « défenses », ses mécanismes d'autonomie, ses solidarités familiales et locales qui atténuent les effets d'un système non dépourvu, au demeurant, d'avantages sociaux. Les villageois ont leur mot à dire dans la gestion des coopératives ; ils élisent leurs comités administratifs, assistent à leurs assemblées générales et y interviennent. Surtout, ils disposent de jardins de terre familiaux — 5 % de la superficie de chaque coopérative — dont ils peuvent vendre librement les produits et d'où ils tirent une bonne partie (au moins 40 % à 50 %) de leur revenu réel. Au reste, il est des compromis possibles avec la coopérative, par exemple l'exploitation individuelle de certaines terres collectives qui n'est pas exceptionnelle puisqu'une directive du comité central l'a en quelque sorte légalisée en août 1979. Sans doute l'équilibre de l'économie du travail à la coopérative est-elle fragile, si l'on en croit la presse officielle. Sans doute est-on davantage intéressé par les profits de l'économie privée. Mais tout compte fait, le revenu réel du paysan est plus élevé qu'autrefois, plus stable aussi. Dans les coopératives modèles qui ont été créées pour l'irrigation locale, dans bien des villages du delta, la long des grands axes routiers, les bâtiments collectifs électriques, les écoles et les centres de santé se sont multipliés partout. La maison en dur est désormais à la portée du paysan. Et il n'est pas rare d'apercevoir, à l'intérieur des palloires dans les villages du delta du fleuve Rouge, l'un ou l'autre de ces éléments de confort élémentaire : moustiquaires, meubles, postes de radio et même, parfois, machines à coudre. Objectifs qui suffisent à symboliser une promesse de mieux-être désormais réalisable.

La disparition des disettes périodiques — on oublie souvent que l'Indochine coloniale était entrée dans un cycle de famines vers 1930 — la mise en place d'un réseau scolaire et médical minimal, bien que très sporadique, et le lopin de terre sont autant d'éléments du « compromis historique » durable qui s'est instauré entre l'Etat bureaucratique dirigé par l'intelligentsia révolutionnaire et la paysannerie. L'école est devenue accessible pour tous : à Yen-Bo, toute la population a suivi le cycle primaire, et deux cents soixante-seize élèves étudient à l'école secondaire selon le système de travail à mi-temps-étude à mi-temps, et le village compterait une centaine d'étudiants dans le cycle supérieur. Même situation à Ba-To, qui envoie cinquante étudiants dans les écoles du district et à l'université. La collectivisation a permis de rationaliser dans une mesure appréciable les systèmes de production ; de remembrer les parcelles en vue d'une future mécanisation ; d'encadrer la mécanisation partielle des labours — dans la proportion de 34 % selon les chiffres officiels et malgré la pénurie de machines ; de généraliser l'emploi des variétés de riz à haut rendement et le système des trois récoltes vivrières par an ; d'achever, enfin, la mise en place d'une hygiène collective qui ne passent pas inaperçues. Ainsi, sur les routes, l'usage et le repérage des charrettes à bras de 120 kilos et, surtout, celui de la bicyclette, cette grande conquête du paysan vietnamien, font reculer le portage au fléau d'épave. La motopompe pour l'irrigation locale, dans bien des villages du delta, la long des grands axes routiers, les bâtiments collectifs électriques, les écoles et les centres de santé se sont multipliés partout. La maison en dur est désormais à la portée du paysan. Et il n'est pas rare d'apercevoir, à l'intérieur des palloires dans les villages du delta du fleuve Rouge, l'un ou l'autre de ces éléments de confort élémentaire : moustiquaires, meubles, postes de radio et même, parfois, machines à coudre. Objectifs qui suffisent à symboliser une promesse de mieux-être désormais réalisable.

Les guerres de libération, en particulier la grande guerre de neuf ans contre les Français, avaient été avant tout de formidables levées de patriotisme paysan. Dans les villages du delta, beaucoup plus agréables que les banlieues assez tristes de Hanoi ou de Haiphong.

## La question méridionale : unification accélérée, unité inachevée ?

« Le Vietnam est un ». Pourtant, le Nord et le Sud s'opposent. L'espace, dès le survol de la campagne autour de Hué, où les toits en tôle ondulée, legs de la période américaine, l'emportent sur ceux de tuile ou de chaume. Aux routes, les villages du Nord succèdent de véritables « bidons », qui conduisent de l'aéroport de Phu-Bai à l'ancienne capitale impériale, et de celle-ci à Da-Nang.

On ne ressent plus le poids de la démographie comme à Hanoi ou sur les routes du delta du Nord. La vieille cité a conservé son charme archaïque

et l'existence semble s'y écrouler paisiblement, au rythme des jets de filets et des sauts de saut-à-levé. Les slogans contre les Chinois hégémoniques sont placés à des hauteurs humides sur les murs des tentes de tentes. Les villages du Nord succèdent de véritables « bidons », qui conduisent de l'aéroport de Phu-Bai à l'ancienne capitale impériale, et de celle-ci à Da-Nang.

### Vivre à Ho-Chi-Minh-Ville

A Ho-Chi-Minh-Ville, ce ne sont pas exactement les mêmes impressions que celles du Nord ou du Sud. Le centre, au relief d'un quartier comme Dakao, offre une plus grande variété de marchandises que les marchés de Hanoi, et il semble y régner une relative abondance. Mais avec 3,4 millions d'habitants (contre quatre millions auparavant), la grande agglomération est « encore saupépie » et porte les stigmates de l'hypertrophie qui accompagne le conflit indochinois. Les nouvelles de la deuxième guerre sont toujours présentes cinq ans après la libération sans que l'on puisse accepter sans étonnement l'explication inouïe aux anciens maîtres impérialistes et à leurs « valets » toute la responsabilité des difficultés actuelles. Par exemple, les pauvres hères qui dorment dans la rue ou qui ont pris possession du pont défalcité qui enjambe l'arroyo chinois pour y installer des abris de fortune ne sont pas ceux qui, jadis, furent chassés des campagnes par la guerre, mais des

nouveaux venus qui n'ont pas supporté l'existence dans les « nouvelles zones économiques ». Devant une scène identique dans le jardin public de Mytho, au bord du fleuve, les accompagnateurs avaient d'abord tenté de nous dire que ces gens faisaient partie de la population « flâneuse » de Mékong, mais convinrent finalement que ces « campeurs » avaient abandonné les « nouvelles zones économiques ». Ces « nouvelles zones économiques » ont été créées pour tenter de résorber le chômage qui frappait trois à quatre millions d'individus entrainés dans la pseudo-urbanisation ou l'urbanisation forcée. Entre 1976 et 1978, plus d'un million de personnes se seraient installées dans les zones et auraient défriché 500 000 hectares (d'après le *Quân Dôc Nhon* du 11 novembre 1979).

L'une de ces installations, située à une vingtaine de kilomètres d'Ho-Chi-Minh-Ville, est la ferme d'Etat de Lê-Minh-Xuân, qui produit des légumes sur plus de 100 hectares. Fait unique

consenti à verser les paysans de ce pays, comme ceux de France en 1914-1918 ou de Yougoslavie en 1939-1945. Les gros villages, qui comptent en général plusieurs milliers d'habitants, ont vu des centaines de jeunes hommes partir pour combattre et mourir en grand nombre sur les champs de bataille. Ainsi la commune Ba-To (actuellement trois mille huit cents habitants) a fourni cent cinquante soldats pendant la seconde guerre du Vietnam, dont cent quarante ont été tués ; un sur cinq se trouvant encore, le nationalisme paysan est un puissant facteur de cohésion sociale et d'unification que le parti mobilise, du reste, sans relâche, en particulier par la présence permanente du culte idéologique d'Ho Chi Minh, héros national et héros communiste, symbole de l'équivalence parfaite du parti et de la nation.

Guerre nationale et révolution sociale, indissolublement liées, ont, au Nord, scellé le bloc entre le peuple paysan et l'intelligentsia communiste, ainsi qu'en témoigne la composition sociale du parti. Les données publiées en juillet dernier (6) indiquent qu'il y a 8,8 % d'ouvriers dans les rangs communistes, 9,6 % de militants appartenant aux minorités ethniques et 17 % de femmes : à l'évidence, les militants d'origine paysanne sont majoritaires. Le parti a investi la paysannerie, mais il est en retour partiellement investi par elle, puisque, en quelque sorte, le principal vivier de l'élite révolutionnaire.

Tard venue, et au prix de terribles sacrifices, dans le système mondial des Etats modernes, la nation vietnamienne s'identifie, au moins dans sa moitié septentrionale, au parti fondateur de l'Etat-nation. Pour ce dernier, le recours au ressort national est donc une nécessité fonctionnelle et, en ce sens, la menace chinoise fournit un thème de choix. Partout, elle alimente une mobilisation intense. Slogans peints sur les murs des modestes villages du Nord, lycéens et braves d'exception au combat rapproché, jeunes paysannes s'entraînant au maniement des armes sur l'aire à battre des villages, miliciens en armes le dimanche matin sur les digues du fleuve Rouge pour tous les jours avec la Chine est quasi certaine, sinon imminente. L'histoire, elle aussi, est largement utilisée : transit d'un thème d'actualité vers un thème principal de ses recherches, la « tendance historique à l'agressivité et à l'expansionnisme de l'Etat chinois ».

### « Le plus grand emfite... »

ENFIN, cette cohésion de la société au Nord est puissamment structurée par le parti et ses organisations locales. Le parti agit à l'Etat près et le peuple est « maître collectif », telle est la triple définition que le régime donne de lui-même, le troisième élément étant le rôle assés d'Etat du Saint-Esprit dans la Trinité chrétienne. Le parti est organisé à tous les stades de la vie sociale. Six équipes de production (subdivisions administratives) au village de Hoi-Van (Ha-Nam-Ninh) : six cellules du parti, regroupant 5 % de la population (6). Son monopole politique est absolu et se trouve encore renforcé par le projet de Constitution en cours de discussion : « En comparaison avec les Constitutions de 1946 et de 1960, écrit le *Nhan Dan* en août 1979, le projet de nouvelle Constitution renferme une nouveauté qui affirme que le parti communiste est la force unique qui dirige l'Etat de dictature prolétarienne au Vietnam. C'est un article très important. Il vise non seulement à confirmer un état de fait... mais

encore à confirmer une nécessité de principe, à poser un problème-clé en ce qui concerne la nature de l'Etat et le processus d'édification du socialisme » (7). L'encadrement idéologique fonctionne en permanence sous la forme d'innombrables séances d'« Ho Chi Minh » rythmant l'activité hebdomadaire des entreprises, des bureaux, des coopératives, des écoles. La pratique de l'éducation politique systématique et des discussions de masse à la chinoise — telles celles qui se sont déroulées à l'automne 1979 à propos du projet de Constitution et des décisions du système politique central — conduites sous la direction de l'appareil communiste, détenteur exclusif de l'information et du pouvoir, permet à chacun de constater qu'il ne peut que se fonder dans le consensus général. Toute velléité autonome ou dissidente se trouve automatiquement éliminée. Cette action est d'ailleurs complétée par celle des appareils politiques, omniprésents dans les centres urbains, du réseau des

comités de quartier à la toute-puissante sécurité. Hors du cadre officiel, il n'est rien de possible. La cour-vallée collective est efficace, les interdits, en particulier l'interdiction des contacts personnels avec les étrangers, sont inflexibles. Le système répressif fonctionne autant à la peur qu'à la dissuasion qu'à la censure physique. Les éventuels contestataires, les intellectuels qui ont pu voyager en U.R.S.S. ou en Europe de l'Est, qui ont entendu parler de la dissidence soviétique ou chinoise et qui écoutent les radios étrangères n'ont d'autre issue que la silence et la repli sur soi. « Le plus grand emfite est celui qui vit dans la capitale » : ce proverbe chinois, qui signifie que le plus grand danger est celui qui se cache, illustre, résume bien le drame psychologique des intellectuels et de tous ceux qui militent au parti ou à l'Etat, qui souffrent du poids du dogmatisme en vigueur et aspirent à un autre socialisme. Drame de l'enseignement volontairement accepté au sein du formidable monolithisme du communisme paysan, dont la toute-puissance suffit à elle seule à expliquer la relative mais réelle modération. Situation d'extrême intérieur pour deux universitaires : « Ce qui me donne le goût de vivre, ce sont les livres que j'ai pu réunir et avec lesquels j'ai la joie de converser seul. Les seuls amis qui ne nous trahissent pas... »

L'immense lassitude de la guerre indochinoise, neutralisée par la victoire d'un fascinant nationalisme de masse et par l'absence de toute solution de dialogue politique. Sur cette condition se fonde la solidité de l'Etat communiste au Vietnam du Nord. Mécontents, les paysans le sont certainement. Mais pour l'heure, ils assument surtout massivement un nouveau modèle de société, des notions de base depuis longtemps inculquées aux peuples de l'Occident capitaliste que sont le prestige du savoir, le goût de l'instruction et des carrières, le désir de promotion sociale, le respect inconditionnel de la modernité technologique, toutes ces notions nouvelles qui révolutionnent la vieillesse et qu'elle permet déjà de satisfaire de façon élémentaire.

Au Vietnam du Nord, le communisme dans sa version autoritaire actuelle s'est assuré, sans doute pour longtemps encore, l'initiative historique. Aucune activité humaine ne peut échapper à la mainmise mise en place en trente ans de révolution.

Tableau II. — DEUX SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN BIENS DE CONSOMMATION

Echantillonnage des prix sur le marché libre ou dans les magasins d'Etat (en dong)

	Marché de Haiphong (sept. 1979) (prix libres)	Marché de My-Tuo (nov. 1979) (prix libres)	Magas. d'Etat de Haiphong (sept. 1979) (prix fixés par l'Etat)	Exposition de la prov. de Quang-Ninh (sept. 1979) (prix fixés par l'Etat)
1 œuf .....		0,80		
1 kg de patates douces .....		1,20		
1 litre de riz .....		3,4 à 3,7 (qual. moy.)		0,40 (qual. sup.)
1 boîte de lait condensé .....			1,63	
1 kg de viande de porc .....	15	30 à 35		6,50
1 litre de sucre blanc .....		8 à 10		1,00
1 kg de petits pois .....		3 à 10		
1 kg de pois chiches .....		3 à 10		
12 oranges .....			13 à 15	4,20
Chausson d'homme .....				120
Chausson d'homme .....				4
Sandales en caoutchouc .....		5		
Sandales de femme à hauts talons .....		30	14,5	
1 mètre de tissu noir pour pantalons de femme .....		30		
Bouche de femme (col ao) .....			6	
Bicyclette .....				300 (prix libre : 700 à 800)
1 chambre à air .....			4 (prix libre : 10)	

La prostitution fleurit ouvertement. Les prostituées qui sont interpellées chaque soir devant l'ancien jardin de la ville (à côté de l'ancien cercle sportif, devenu le club des travailleurs) sont de très jeunes femmes, pas nécessairement des pécheresses de la période américaine, retombées dans l'ornière après « rééducation ». Ce phénomène s'explique par les difficultés de subsistance : chômage, bas salaires, mais aussi par l'absence d'un certain nombre de chefs de famille maintenus dans des camps de « rééducation ».

Les salaires moyens sont de l'ordre de 50 dong : c'est ce que perçoit une jardinière d'enfants ; une infirmière diplômée reçoit 55 dong par mois, les ouvrières d'usine textile 40 à 45 dong ; les professeurs d'université ou les ingénieurs : 120 dong ; un docteur en médecine qui pratique depuis trois ans a un traitement de 60 dong. Cependant, plus on monte dans la hiérarchie,

## PRESSIONS CONJUGUÉES DES ETATS-UNIS ET DE LA CHINE

Par NAYAN CHANDA

L'UN des thèmes de propagande favoris de Hanoi ces dernières années a été la collusion sino-américaine contre les forces révolutionnaires en Asie conduites par le Vietnam. Même si leurs soupçons avaient tendance à se fortifier, les dirigeants de Hanoi n'y croyaient pas tout à fait, cependant. Leur propagande relevait plutôt d'une manœuvre préventive que d'une dénonciation de la réalité. Au pire, les déclarations et les actes de Washington en faveur de la Chine étaient considérés comme le fait d'un groupe de « faucons » menés par le conseiller du président pour les questions de sécurité nationale, M. Zbigniew Brzezinski. Mais, le 21 janvier, le message sur l'Etat de l'Union de M. James Carter a mis le sceau présidentiel sur une col-

laboration qui jusque-là n'était pas authentifiée. « Là où nos intérêts coïncident, annonce le président, nos actions séparées seront mutuellement renforcées. »

Les régions où les intérêts de Washington et de Pékin coïncident effectivement sont le Cambodge et l'Afghanistan. En visite dans la capitale chinoise peu après le discours du président Carter, le secrétaire américain à la défense, M. Harold Brown, ne s'est pas contenté d'annoncer cette convergence ; il fit aussi qu'il s'agissait désormais de la faire en sorte que leurs déclarations convergentes se traduisent en une réponse effective. Cette allusion à une « réponse effective », assortie de la décision de Washington d'élargir le champ d'action des opérations secrètes de la C.I.A. à l'étranger, a déclenché des spéculations en Asie du Sud-Est sur le point de savoir si les Américains allaient se lancer dans des activités secrètes en Indochine, pour appuyer les efforts de la Chine visant à affaiblir économiquement le Vietnam, à l'isoler diplomatiquement et à le soumettre à une pression militaire. Car, à défaut d'une nouvelle offensive massive de la Chine contre le Vietnam, à l'instar de celle de février 1979, une action clandestine, destinée à enlever le Vietnam pour lui faire relâcher son emprise sur le Cambodge, apparaît comme un choix logique à bien des observateurs.

Que ces appréhensions se révèlent ou non justifiées, les propos de M. Harold Brown à Pékin ont complètement démonté la stabilité des positions américaines et chinoises à l'égard du Vietnam. Voilà presque un an, le vice-

premier ministre chinois, M. Deng Xiaoping, se livrait au cours d'une visite aux Etats-Unis à des mises en garde répétées sur « la leçon à donner au Vietnam », sans que son hôte, le président Carter, lui apportât la moindre contradiction publique ou privée. Et, lorsque l'invasion chinoise du Vietnam finit par se produire, elle ne suscita aux Etats-Unis qu'une déapprobation plutôt molle sans remettre en cause le projet de voyage à Pékin du secrétaire américain au Trésor, M. Michael Blumenthal. Cependant, ce dernier prit soin de dire que l'invasion du Cambodge par le Vietnam et l'attaque chinoise contre le Vietnam « menaçaient toutes deux la stabilité de l'Asie du Sud-Est ». Ce fut là le pas le plus marqué de Washington dans la voie de la neutralité, face au conflit sino-vietnamien.

### Pour des « actions terre à terre »

MAIS la frustration des Américains, voyant leur tentative de consolider son pouvoir au Cambodge malgré la résolution des Nations unies qui l'invitait à retirer ses troupes et, surtout, devant l'audace de l'invasion des Soviétiques en Afghanistan, semble avoir eu raison de cette apparente neutralité. Lors d'un nouveau voyage de M. Brown à Pékin, au lendemain de l'effacement afghan, les responsables chinois insistèrent sur le fait que la conjonction n'exigeait pas seulement des déclarations vagues contre l'« hégémonie » soviétique et vietnamienne, mais des « actions terre à terre ». Interrogé au cours d'une conférence de presse sur les mesures concrètes que les Etats-Unis et la Chine envisageaient, M. Brown endossa bel

et bien la stratégie chinoise à l'égard du Vietnam.

Il déclara que les responsables américains avaient pressé d'autres pays d'imposer des sanctions économiques au Vietnam (ce que prônaient fermement les Chinois), qu'ils avaient renforcé les capacités de défense de la Thaïlande et « œuvré de concert avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pour exercer des pressions diplomatiques sur le Vietnam ». Et il ajouta que « les Chinois, c'est bien connu, ont eux aussi exercé une pression sur le Vietnam », faisant allusion à l'invasion punitive de février 1979. Les « actions terre à terre » telles que les a décrites le secrétaire américain à la défense auraient donc pour résultat concret d'isoler et d'affaiblir le Vietnam — une démarche que Pékin juge essentielle pour amener Hanoi à composition.

Enfant au spectacle de la nouvelle formation de Washington à l'égard de Moscou et de Hanoi, un observateur chinois faisait remarquer qu'« il est désormais possible d'envisager des actions indépendantes, mais parallèles et coordonnées, contre le Vietnam ». On ne voit pas encore clairement quel genre d'initiative « se renforçant mutuellement » (pour reprendre l'expression de M. Carter) Washington et Pékin sont en train d'envisager, mais les observateurs font ressortir que les Américains ne manquent pas de connaissances et de moyens techniques à offrir pour couvrir les domaines dans lesquels les Chinois ont choisi de harceler les Vietnamiens.

Les Chinois présentent le Vietnam comme la « patte de chat » de l'expansion soviétique



té versés dans les autres départements  
ne sont sans emploi tout en consacrant  
à l'Université, la réduction sur place est  
obligatoire pendant plusieurs mois. La  
mensure idéologique est pesante. A la  
bibliothèque centrale de Saigon, le  
service des livres antérieur 1975 n'est  
pas accessible au public. Il est réservé  
aux chercheurs « avancés », sur pré-  
sentation des institutions pour les  
quelles ils travaillent, et ne peut être  
consulté que par une salle de lecture  
spéciale. Dans la suite du livre, nous  
exposons que d'ouvrages édités à Hanoi.

Il est difficile d'accepter sans réserve  
l'argument selon lequel l'économie du  
Nord-Vietnam est plus développée que  
l'extérieur (pour les matières premières,  
le poudrier, ne pouvait plus fonctionner à  
libération. Un certain nombre d'usines  
n'utilisent en fait des produits locaux  
(les conserves, en particulier) et les  
procédés de fabrication et les circuits  
commerciaux étaient au point.  
Les techniciens et des capitalistes-respon-  
sables étaient mis à la disposition  
pour la construction du Vietnam  
nouveau ». Or, de manière générale, la  
production a diminué en quantité et  
en qualité. Dans certains cas, le recul  
est dû à la rationalisation, mais il y a eu  
aussin à l'insadaptation de nouveaux  
cadres venus du maquis du Nord. D'au-  
tres fois des prétextes idéologiques ont  
été invoqués : la rationnalisation, le déve-  
loppement économique, la lutte contre la  
corruption (ainsi pour les bâtonniers  
encens autrefois exportés sur Singa-  
por et Hongkong : un moment inter-  
dits, puis réhabilités). Les cadres com-  
munistes savent que le gouvernement s'est aperçu  
que la suppression se traduirait par  
une perte de dizaines de milliers de  
dollars).

Ce ne sont pas seulement les cadres  
bourgeois à qui ont été écrites ou mis  
à contribution ces lettres, mais aussi des  
artistes méridionaux, en désaccord avec  
unification décidée subitement et uni-  
latéralement et avec les méthodes de  
travail, ont été mis « sur la touche ».

La conciliation

Hanoi (et j'ai parlé pendant deux heu-  
res en présence d'un garde qui prend  
des notes), et à payer pour le voyage  
de séjour 3 000 dong environ. Il est

quis à part le châtiment des vrais  
criminels de guerre, quelle peut-être la  
fonction de cette « rééducation » ? Les  
choses se présentent comme si elle  
avait un double but : soustraire des

...d'oppression, de privation de la  
version idéologique. Mais les sou-  
serrants escamotent-ils vraiment une  
adhesion au nouveau régime ? Avec le  
coup du temps et l'évolution de la poli-  
tique gouvernementale, la « a c o n-  
nement aujourd'hui » que la « recon-  
struction nationale » ne fut « qu'un mot  
ordre purement tactique ».

En fait, la libération du Sud-Viet-  
nam intervint à un moment où les  
conditions étaient inégales, après la  
liquidation de la presque totalité des  
forces militaires (quatre divisions  
généralistes, sans compter les forces  
armées, les « troupes » politiques du  
L.I.N.-G.R.P. (déclinées pendant l'of-  
fensive du 785 de 1968, et achevées par  
l'opération américaine « Phoenix »).  
L'entrée en action massive des  
forces militaires « a c o n » militaires  
conventionnelles de la République  
démocratique du Vietnam qui fut l'évé-  
nement décisif, alors que, sur l'échiquier  
militaire, la « troupes » s'arrê-  
tèrent à s'imposer. Cette situation  
inégale a créé la dépendance, de  
la sorte qu'aujourd'hui les Méridio-  
naux ont le « a c o n » et les  
Nord auxquels les cadres du Nord  
ont exécuté le choix volontaire pour  
une « a c o n », involontaire pour les autres,  
qui ont été « a c o n » et les  
capitalistes. Les « a c o n » Unis, quant  
à eux, communistes du Sud, eux-mêmes  
ont été trop longtemps au contact du  
mode de vie capitaliste pour ne pas  
être sensibles à l'attrait de la « a c o n »  
déterminée dans leur idéologie et leur  
impérialisme.

(Lire la suite page 18.)

(8) Les cadres venus du Nord repré-  
sentés, avec leurs familles, quelques  
chiffres présentés, les « a c o n »  
du-Chi-Minh-Viet, chiffres présentés  
à toutes réserves).

humaines. Si l'actuelle  
ne devait se prolonger,  
aire, peut-être verra-t-on  
des réfugiés. A l'except-

la voie des mers, il ne  
à une résistance orga-  
minités ethniques du  
tir les conséquences d'un  
le maintien d'une  
e au Cambodge occen-  
s avec la population  
u de gens estiment que  
une chance de reprendre  
habitants à l'intérieur  
le chinoise peut montrer  
est difficile de briser une  
fortement équipée par les  
que soit le poids du far-  
Vietnam pour Moscou,  
ppap précieux pour sa  
duod-Est, qui vise à harce-  
lud sud.

les Etats-Unis pourraient  
le Vietnam d'en venir à  
cont avec la Chine dans  
is et complémentaires »,  
une entreprise comme  
à de meilleurs résultats  
x décennies de guerre,  
ait dans l'autre camp.  
les populations de la  
e sont pas au bout des  
blent depuis trois générations  
souffrance et la mort.

**NAYAN CHANDA,**











# TCHAD: une paix fragile

pour u

Le Tchad est un peu la caricature de l'Afrique néo-coloniale. Les colons français avaient fait de ce pays situé au cœur de l'Afrique une base de leur domination militaire sur le continent africain. Le pays, c'est beaucoup dire, car, pour eux, le Tchad utile, c'était le Sud, où l'on faisait cultiver le coton aux paysans tchadiens pour le plus grand profit de l'industrie textile française. On disait le « Tchad utile » comme pour mieux se rassurer et oublier la résistance à la colonisation des peuples du Ouaddaï, du Borkou-Ennedi-Tibesti (B.E.T.), à l'est et au nord du Tchad.

Au moment de l'indépendance, cette image se figea, tandis que s'affirmait le régime du président Tombalbaye. Le « Tchad utile » ? C'est, dès 1962, le parti unique, la nécessaire clandestinité pour toute forme d'opposition au chef de l'Etat, l'obscurantisme, la répression féroce des manifestations populaires (1). En 1968, le Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) organisa dans le centre-est du pays, puis dans le Borkou-Ennedi-Tibesti, une lutte armée à partir des révoltes paysannes nées des exactions commises par les collecteurs d'impôts. Face aux rapides progrès de cette

guerre populaire, le régime Tombalbaye ne dut son salut qu'à l'intervention, en 1968, des parachutistes français, mais ceux-ci ne purent venir à bout du Frolinat qu'ils se proposaient d'anéantir.

10 novembre 1973 : les ennemis d'hier, dirigeants et dissidents du Frolinat, se partageaient avec les officiers de l'armée tchadienne les portefeuilles d'un même gouvernement installé à N'Djamena. Des milliers et des milliers de Tchadiens et de Tchadiennes tombés au maquis depuis 1966, dans les rues de la capitale ou des villes du Sud et de l'Est au cours des affrontements de 1973, tel est le prix de la solution politique négociée ; mais les troupes françaises — toujours sur le point de se retirer — sont encore au Tchad. Un changement : désormais, les alliés de la France ne sont plus seulement les cadres venus du Sud, du « Tchad utile » des colons, mais aussi des dirigeants du Frolinat.

Tel est le résultat des interventions militaires et diplomatiques de la France, des manœuvres politiques et militaires de la Libye et d'autres pays voisins du Tchad qui se développent ces dernières années.

Par GUY LABERTIT

nouvelle instance militaire dirigeante. L'ancien responsable Adoum Haggar fut arrêté, jugé et exécuté pour avoir pris des contacts en 1973 avec le groupe Goukouni-Habré. La nomination de Mahamat Idriass ne fut pas approuvée par l'ensemble des cadres militaires, et les désignations qu'il proposa pour compléter son état-major furent rejetées. Il coopta donc une partie de son état-major et, dès cette époque, la direction militaire du Frolinat fut en quelque sorte coupée en deux, une partie siégeant dans le Ouaddaï, l'autre dans l'Ennedi. Les

## L'expansionnisme libyen

A peine installé au pouvoir à Tripoli, le colonel Kadhafi choisit de soutenir les guerriers tchadiens : organisation de stages de formation militaire, aide matérielle en armes non négligeable, émissions quotidiennes à Radio-Tripoli. La défense de l'islam semblait conduire l'action politique du régime libyen : « L'islam et les musulmans du Tchad subissent une oppression religieuse... Il est clair qu'une discrimination raciale existe contre les populations arabisées et qui constituent la grande majorité du peuple tchadien frère. La situation grave du Tchad, infligée aux peuples arabes, occidentaux et sionistes, est une menace pour les peuples arabes voisins du Tchad... » (10). Mais, au-delà de ces facteurs idéologiques, se dessina très vite le projet expansionniste de Tripoli. Dès 1973, la rupture des relations diplomatiques entre le Tchad et Israël modifia l'attitude de la Libye, et son soutien au Frolinat se fit plus dis-

lutes intestines entre le chef d'état-major et les anciens cadres militaires s'intensifièrent, surtout après l'important combat d'Am Djarass, défavorable au Front.

Ainsi donc, au début de 1975, le Frolinat, qui a mis en échec le corps expéditionnaire français et qui a réussi à isoler totalement le régime Tombalbaye, est plus vulnérable que jamais, déchiré par des conflits internes qui freinent l'avance de la lutte armée.

Cette situation paradoxale va conduire la Libye à modifier sa tactique afin de mieux satisfaire ses vices expansionnistes.

tatoriales de M. Abba Siddick, jugé responsable de la stagnation de la lutte populaire. Son action aboutit au congrès des Forces populaires de libération (F.P.L., branche armée du Frolinat) qui se prononça en août 1977, à Karama, pour une union sans restriction avec les dissidents, préalable à une future réconciliation nationale.

Le Frolinat unifié, qui avait perdu tout à fait son caractère de force politique autonome, exerçait, grâce à l'aide libyenne, une très forte pression militaire sur le régime du général Malloum, alors très isolé, comme en témoignent les nombreuses manifestations d'hostilité dans le sud du pays à Mourindou, Bongor, Léré.

Pour éviter que les militaires ne soient totalement submergés alors que la France n'avait aucune carte de rechange, l'Élysée décida d'intensifier les interventions militaires en avril 1978 afin de contenir le Frolinat et d'en limiter les exigences lors d'une conférence de réconciliation nationale.

Quelques mois plus tard, les divergences réapparues au sein du Frolinat unifié entraînent de violents affrontements internes. Cela facilita, avec l'aval de la France, l'installation d'un nouveau pouvoir. Hissène Habré, général Malloum, solution transitoire beaucoup plus avantageuse pour Paris que la réconciliation nationale initialement prévue, qui aurait fait la part trop belle à l'expansionnisme libyen.

Solution transitoire, car la lutte entre le président Malloum et son premier ministre Hissène Habré pour contrôler l'appareil d'Etat déboucha sur l'épreuve de force de février 1979. Dans leur volonté de contrôler l'Etat de façon exclusive, les deux utilisaient les facteurs religieux et régionalistes pour consolider et mobiliser leur base sociale. Quelques mois plus tard, le caractère artificiel des affrontements qui s'ensuivirent apparaissait à l'évidence : le partage du pays, que l'on disait imminent et inévitable en février, n'était plus guère à l'ordre du jour dès le mois de juin. Au cours des affrontements de l'été 1979, la France, en fait de neutralité, joua la carte Hissène Habré (18) et son attitude encouragea des affrontements très graves (des milliers de victimes parmi les civils) qui provoquèrent le choc sur une partition de fait. Un tel choix visait à modifier ses alliances dans la recherche d'une solution politique plus conforme à ses intérêts. Dans la conférence de presse du 16 février 1979, le président Giscard d'Estaing donna officiellement des gages politiques à l'opposition qui opérait dans le nord du Tchad : « Il faut que le Tchad soit un pays où tous les peuples puissent vivre ensemble dans une place suffisante n'a pas été faite jusqu'ici dans la vie courante de l'Etat... Il faut rechercher une structure de l'Etat tchadien très décentralisée, voire sous forme fédérale... et qu'en même temps l'unité de l'Etat tchadien puisse être préservée. »

Cette fédération aurait été un pis-aller, car elle aurait constitué un préalable dangereux pour la stratégie de la France en Afrique, mais elle pouvait paraître envisageable, car la France semblait capable de contrôler l'issue : M. Goukouni Oueddei, après avoir pris ses distances vis-à-

Grâce à l'intervention de Tripoli, la libération des époux Claustre (18), prisonniers des Forces armées du nord, le 1<sup>er</sup> février 1977, permit à M. Goukouni Oueddei d'acquiescer à la réconciliation politique qui lui faisait défaut. Ses troupes, considérablement renforcées par le soutien matériel de la Libye, balayèrent l'armée tchadienne dans le Tibesti en 1977 et dans l'ensemble du Borkou-Ennedi-Tibesti en février 1978. Cela permit à l'ancien dissident de s'imposer comme leader d'un Frolinat réuni à la conférence de Faya-Largeau en mars 1978 (16). L'aide de la Libye (17) n'était pas sans sage : Tripoli imposa au Frolinat la signature des accords de cessez-le-feu de Benghazi. Ce Frolinat unifié n'avait plus rien à voir avec l'organisation qui combattait au départ pour libérer le peuple tchadien de toute forme de domination étrangère. C'était désormais un rassemblement de diverses tendances qui ambitionnaient le partage du pouvoir, quel qu'en soit la nature, et qui allaient être le jouet de pressions extérieures entretenant une confusion politique totale au Tchad en 1978 et 1979.

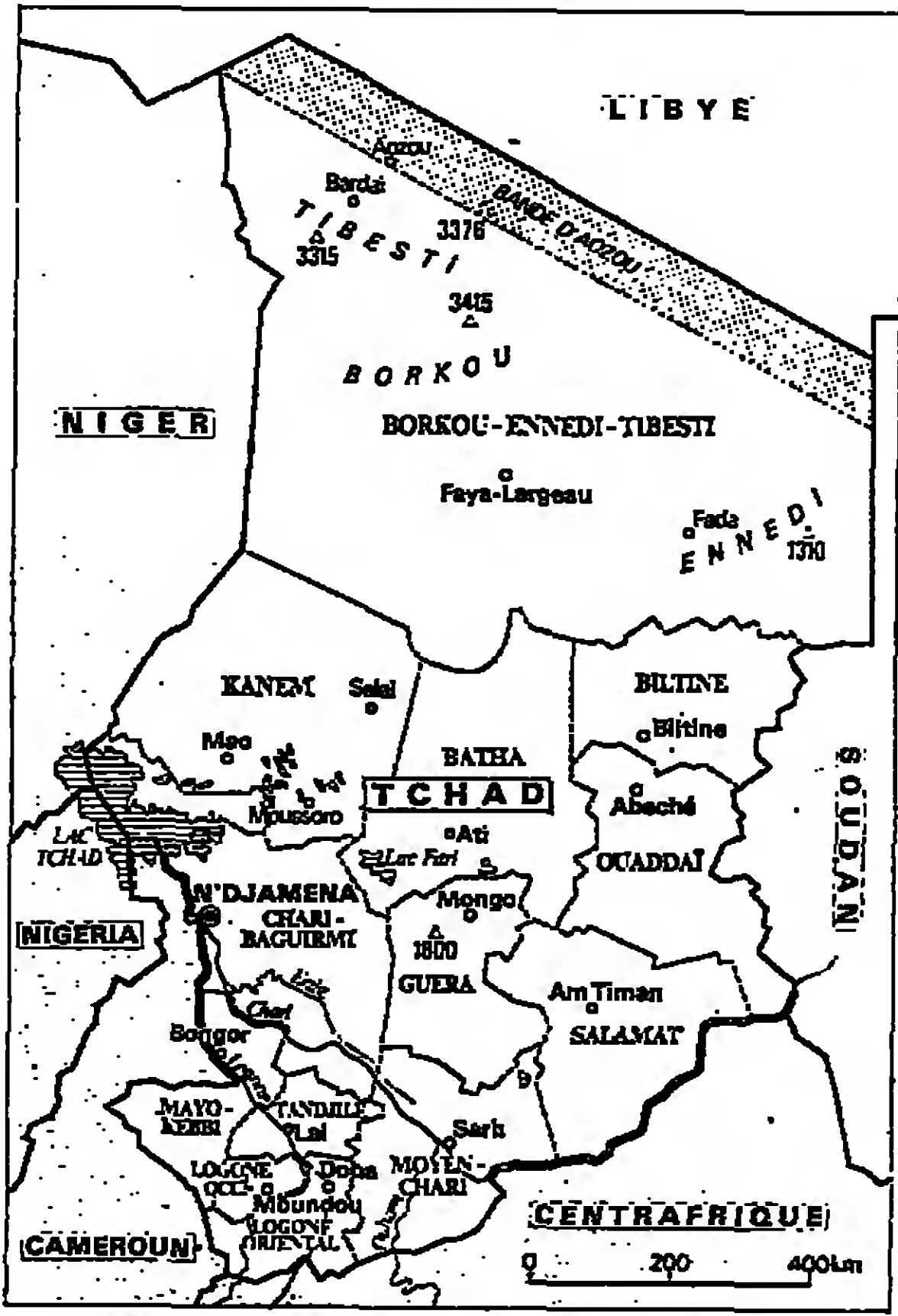
## La sinieuse politique de l'Élysée

vis de la Libye, se rapprochait de M. Hissène Habré. Comment expliquer cette nouvelle orientation du président du Frolinat ?

Les violents combats internes au Frolinat, en août 1978 à Faya-Largeau, correspondant à la montée de la Libye de renforcement militaire d'une fraction du Front regroupée autour de M. Aycl Ahmat (19) car elle estimait que l'ex-2<sup>e</sup> armée, celle de M. Goukouni Oueddei, n'était plus sûre pour mener à bien sa politique annexionniste : la base et une partie de la direction de ces troupes étaient favorables à un ralliement à M. Hissène Habré dans le cadre des démarches qui menaient alors (20) avec le régime libyen pour la réconciliation nationale. La nomination de M. Hissène Habré au poste de premier ministre ne fit qu'accroître ce glissement et arriver les divergences au sein du Frolinat. L'autorité de M. Goukouni Oueddei fut contestée par un « comité de rectification » animé par M. Aycl Ahmat, bientôt rejoint par le vice-président du Frolinat, M. Mahamat Abba Seïd. Ces divergences provoquèrent le rapprochement entre les hommes de M. Goukouni Oueddei et Hissène Habré, dont les rapports avec le président Malloum étaient alors très tendus.

La Libye, qui s'appuyait désormais sur l'alliance Aycl Ahmat - Mahamat Abba, essaya un camouflet, car la France venait de dégrader une nouvelle alliance Goukouni Oueddei - Hissène Habré qui s'installa au pouvoir à N'Djamena, après la première conférence de réconciliation de Kano, en assurant l'Élysée de son attachement à la neutralité et à la coopération (y compris militaire) entre la France et le Tchad. Dès lors, Paris avait beau jeu d'annoncer officiellement le retrait de ses troupes dont la destination était réclamée par M. Goukouni Oueddei, celui-ci, dans l'origine de l'intervention française dans un an plus tôt.

Toutefois, en réalisant cette opération la France sacrifia son soutien traditionnel aux Forces armées tchadiennes reprises en main par le lieutenant-colonel M. Kamougué dans le sud du pays en avril 1978, après le retrait du général Malloum, discrédité par les déroutes passées. L'insubordination des hommes forts du premier gouvernement transitoire, surtout de M. Hissène Habré, plongea ce gouvernement dans un isolement diplomatique total, sanctionné par la dernière conférence de l'O.U.A. Aux difficultés économiques décollant du blocus décidé par la Nigeria, s'ajoutèrent les pressions militaires exercées au sud comme au nord du pays par les exilés du gouvernement actuellement soutenus par la Libye et la Nigeria.



LES GRANDES RÉGIONS ADMINISTRATIVES  
Le « Sud musulman » coïncide avec la partie méridionale du territoire délimitée par le cours du Chari.

ger, notamment les relations franco-tchadiennes, n'étaient pas remis en cause, la reconstruction économique promise par le Conseil supérieur militaire du général Malloum était pas engagée. C'était, selon le Frolinat, le « Tchad utile » sans Tombalbaye.

Tombalbayisme sans Tombalbaye ? Non, pourtant, dans la mesure où les militaires manifestèrent aussitôt leur volonté d'œuvrer à la réconciliation nationale, possible selon eux, dès lors qu'ils avaient liquidé le dictateur. Cet objectif engageait une dynamique politique nouvelle au Tchad. Allait-elle déboucher sur un Frolinat unifié, ou sur un Frolinat divisé ? Comment réagir la Libye, à la fois alliée du Front et de Tombalbaye ? Le gouvernement français, s'appuyant désormais sur la lutte militaire de N'Djamena, avait-il opté pour les négociations après l'échec de ses légionnaires sur le terrain ?

cret (11), en échange de la reconnaissance écrite de Tombalbaye de l'accord Mousolli-Laval qui incluaient les 114 000 kilomètres carrés de la bande d'Aozou — extrême nord du Tchad, riche en uranium — dans le territoire libyen.

Le régime militaire tchadien, à la différence de Tombalbaye qu'il venait d'éliminer, ne cessa, dans ses discours officiels, de prôner la réconciliation nationale, possible selon eux, dès lors qu'ils avaient liquidé le dictateur. Cet objectif engageait une dynamique politique nouvelle au Tchad. Allait-elle déboucher sur un Frolinat unifié, ou sur un Frolinat divisé ? Comment réagir la Libye, à la fois alliée du Front et de Tombalbaye ? Le gouvernement français, s'appuyant désormais sur la lutte militaire de N'Djamena, avait-il opté pour les négociations après l'échec de ses légionnaires sur le terrain ?

M. Abba Siddick refusa : « L'alliance proposée devrait aboutir obligatoirement à l'ouverture des pourparlers entre, d'une part, la junte, et, d'autre part, le Frolinat scindé, et à son intégration ultérieure dans le système » (12). L'offre libyenne supposait que le Frolinat reconnût la légitimité des groupes dissidents avec lesquels il devrait traiter sur un pied d'égalité. A la suite de ce refus, la Libye exécuta son projet en deux temps.

D'une part, elle renforça matériellement les dissidents de l'Armée du Volonté de Baghlani et les Forces armées du nord de M. Hissène Habré et Goukouni Oueddei. En octobre 1976, la mise à l'écart de M. Hissène Habré, qui s'opposait à l'occupation de la bande d'Aozou et ne tolérât aucun accord tactique avec Tripoli, facilita l'unité des dissidents dans le cadre du Comité militaire interarmées provisoire (C.M.I.P.), contrôlé par la Libye grâce à la mise en place de commissions mixtes politique et militaire (13).

D'autre part, la Libye, profitant des déchirements internes du Frolinat, appuya l'initiative de M. Mahamat Abba Seïd (14), qui, en mai 1976, gagna, les maquis du Frolinat en remettant en cause les méthodes dic-

## Le « Tchad utile » n'est plus au sud

On peut s'étonner que le Tchad suscite tant de convoitises. Statistiques en main, les experts déclarent que c'est un des pays les plus pauvres du monde : 120 dollars de revenu national brut annuel par habitant. C'est un pays désertifié, enclavé, etc. Un pays assisté dont la situation économique est en déficit chronique (12,7 milliards de francs C.F.A. (2) en 1976). L'aide extérieure n'a-t-elle pas atteint 23,5 milliards de francs C.F.A., dont 80 % de dons en 1976, alors que le budget du Tchad s'élevait à 17 milliards seulement cette année-là ?

Bien sûr, le Tchad est le premier producteur de coton de l'Afrique francophone (3). La Compagnie française pour le développement des fibres textiles (C.F.D.T.), bien que minoritaire, contrôle la Colontchad qui a le monopole de la production et de la commercialisation. Le coton est le moteur d'un développement industriel limité au sud du pays : Société textile du Tchad contrôlée par Unipar (France) et des industries locales, huilerie. Au total, une industrialisation tout à fait embryonnaire (4) largement déterminée par les intérêts de la France et d'autres pays d'Europe. Autre paradoxe symptomatique d'une situation de pays dominé : 80 % des importations du Tchad sont des produits alimentaires, alors que plus de 80 % de la population active travaille dans le secteur rural. Le commerce est entre les mains de grandes compagnies françaises (S.C.O.A., C.F.A.O.) et d'une filiale d'Unilever (S.C.K.N.).

Mais, pour reprendre l'image coloniale, il s'avère de plus en plus que le « Tchad utile » n'est plus seulement au sud. Depuis bien des années, on se rend compte que le Tchad est riche en ressources minières : uranium, cassitérite, wolfram dans la bande d'Aozou, or dans le Mayo Kebbi, des indices de bauxite, de fer, mais aussi d'or et d'uranium sont relevés dans le Biline, le Ouaddaï et l'Ennedi Est du pays) et dans le Guéra (Centre). La Continental Oil, associée à Shell, Chevron et Exxon, prospecte avec bonheur dans le Kanem et le Logone-Oriental. En fait, comme son voisin du Sahel, le Niger, le Tchad constitue une importante réserve minière que la France entend maintenir dans son giron. Outre cet enjeu économique, beaucoup plus déterminant pour l'avenir que le coton, étouffant la lutte du Frolinat reconstruit pour l'Élysée un important enjeu politique : après l'échec des maquisards camerounais, il fallait tout prix empêcher la victoire d'une guerre populaire qui aurait pu avoir un caractère exemplaire pour d'autres peuples d'Afrique.

L'accord global, négocié en novembre à Dougla (Tchad), est un moment important de l'histoire du Tchad ; il sert à bien des égards les intérêts de la France.

D'une part, l'unité territoriale a été préservée. Le partage du pays aurait constitué un danger précédent, à valeur exemplaire. Il aurait laissé entendre les possibilités de contrôle de la France dans cette région stratégique et favorisé un éventuel projet fédéral libyen.

D'autre part, le Frolinat — qui symbolisait les aspirations populaires, le rejet de la domination française —

## Le Frolinat déchiré

MALGRÉ les fermes déclarations de principe de son secrétaire général, M. Abba Siddick (5), le Frolinat était secoué par de graves problèmes internes qui expliquent qu'il ait pu aussi facilement céder que la suite aux manœuvres extérieures, tant libyennes que françaises. Les méthodes de direction de M. Abba Siddick, qui correspondaient à une conception très personnelle de la guerre populaire, avaient contribué à accentuer certaines faiblesses du Frolinat.

Dès 1969, il expurgea le programme de l'organisation de ses aspects les plus radicaux, brisant ainsi le travail politique de son prédécesseur (6). N'ayant jamais été présent dans le maquis, il ne réunissait pas une seule fois le bureau politique au complet. Le Conseil national, de la révolution, n'existait que dans l'organigramme du Front et ne tint aucune réunion. Le secrétaire général limita et empêcha parfois l'entrée de cadres à l'intérieur, de qui lui permit de justifier son refus d'édicter un pouvoir de type nouveau dans les zones contrôlées. Enfin, il s'opposa à la tenue d'un congrès général réclamé depuis 1971 pour débattre de l'orientation du Front.

Coupé des réalités de l'intérieur, il sous-estimait le rôle des groupes dis-

idents. Ainsi, en 1970, l'exclusion de Baghlani (7), leader régionaliste proche d'un islam intégriste, sembla ne pas prêter à conséquence si l'on en juge par la faiblesse numérique de l'Armée du Volonté, qu'il créa aussitôt. Mais la seule existence de ce groupe armé et son orientation idéologique allaient être plus tard habilement exploitées par la Libye. D'autre part, le projet d'unification des deux armées des Forces populaires de libération du Frolinat engendrait la dissidence d'une partie de la 2<sup>e</sup> armée qui opérait dans le Nord sous la conduite de M. Goukouni Oueddei. Celui-ci refusa le projet entré à la conférence de Koudougou en août 1971 et organisa avec le nouveau venu M. Hissène Habré (8), le Conseil de commandement des forces armées du Nord. Ces deux groupes dissidents, continuant à se réclamer du Frolinat, portèrent alors l'essentiel de leurs coups contre le Frolinat lui-même.

Au sein du Frolinat, la réorganisation militaire suscita de profondes divergences qui contribuèrent à accentuer la crise de l'organisation en 1976. En février 1974, M. Abba Siddick imposa l'un de ses lieutenants, Mahamat Idriass (9), à la tête de l'état-major,

- (1) Afrique-Asie, n° 113, juin 1976.
- (2) Les commissions, qui traitaient des affaires tchadiennes, étaient présidées par de hautes personnalités du régime libyen.
- (3) Membre fondateur de l'Union nationale tchadienne, O.P.P. ou « Union française » en 1958, M. Mahamat Abba fut arrêté en 1963 et libéré en 1971 ; il se réfugia en Libye. Le programme de l'U.N.T. inspira celui du Frolinat à sa création en 1966. M. Mahamat Abba est ministre d'Etat, le ministre et à la sécurité dans le gouvernement formé le 10 novembre 1978.
- (4) Archéologue française, Mme Claudine Claustre fut enlevée le 21 avril 1976 dans le Tibesti par un groupe de rebelles commandés par le colonel M. Hissène Habré. Elle fut libérée le 30 janvier 1977, après l'occupation de ce dernier par M. Goukouni Oueddei et sur intervention du colonel Kadhafi.
- (5) Cette conférence reconnut une assise historique à ce qui n'était qu'une dissidence du Front.
- (6) Le Frolinat dépendait aussi totalement de la Libye pour assurer la gestion et l'administration des villes qu'il prenait.
- (7) M. Habré déclara, dans sa conférence de presse du 20 février 1979 : « Permettez-moi de rendre hommage aux militaires français présents au Tchad, à leur chef, le général Forest... Le général Forest a beaucoup fait pour que l'image de la France tchadienne soit servie, pour que les relations d'amitié entre le Tchad et la France ne soient pas compromises par cette situation ; nous imposerons par cet acte à M. Goukouni et à sa clique... »
- (8) Ancien député du Batha, au temps de Tombalbaye, il n'a rejoint la dissidence de l'Armée du Volonté de Baghlani qu'à la fin de 1973.
- (9) Après sa mise à l'écart du Conseil de commandement des forces armées du Nord, en octobre 1976, il rejoignit le Biline, puis engagea des pourparlers avec le régime militaire du général Malloum à partir de septembre 1977. Ces pourparlers aboutirent à l'accord de réconciliation de Kharthoum en janvier 1978.



**pour un peuple trompé**

[illegible]

## La sinistre politique de l'Élysée

[illegible][illegible][illegible][illegible]

Dès jour, l'alyzée et le Qual d'Onsay  
 déployèrent une intense activité  
 diplomatique pour négocier une solu-  
 tion politique globale, d'autant que  
 l'opposition entre elle-même traversée  
 par deux camps courtois, le  
 côté, MM. A. W. Kamougé et  
 Abba Sidick, revendiquant une participa-  
 tion à la direction d'un Tchad  
 allié aux puissances occidentales, la  
 face, MM. Sidick, le lieu de l'autre  
 côté, MM. Mamamat Abba, la  
 Ahmat, étroitement liés à la Libye.

L'accord du 21 août 1979 à Lagos,  
 auquel souscrivirent l'ensemble des  
 tendances tchadiennes en conflit,  
 constitua une bonne opération pour  
 l'alyzée, dans la mesure où la Libye  
 fut le plus grand vainqueur de l'opéra-  
 tion. M. Goukouni Oueddei siégesa  
 à la présidence, au détriment de

M. Mahamat Abba; M. A.W. Kamougué obtint la vice-présidence, sous le contrôle de dix ministères. Les laborieuses tractations qui aboutirent le 10 novembre à la mise en place d'un second gouvernement de transition furent très nécessaire, entre autres, à l'apaisement des personnalités au sein d'un même cabinet entre les adversaires de février, M. A. Kamougué et Habré par exemple.

Mais la formation de ce gouvernement ne signifie pas pour autant que la question tchadienne soit réglée. La délégitimation de la capitale et la constitution des futures forces armées du pays peuvent à tout moment susciter de nouveaux conflits dont les enjeux dépassent le simple cadre du pays.

avril 1978 par l'intransigence de M. R. Habyarimana et G. Nkurunziza de ne pas rêter solidaire de la Libye pour ne pas perdre sa crédibilité de puissance médiatrice sur le continent africain. Pour des raisons concurrentes, le Soudan, le Tchad, le régime chancelier de Bokassa en Centrafrique rejoignent cette alliance, misant sur une aide économique éventuelle de la Libye. Le Niger, sensible à cette position ambiguë, acquiesce aux pressions de la Libye et du Nigeria, les imita.

Cette nouvelle situation a contraint l'Élysée à mener une politique sinuose et deux visages : interventionnisme brutal (avril-mai 1978), cynisme (juin 1978) suivi de mise en œuvre d'un règlement à la médiation négociée (mission de

sement d'un accord de coopération militaire et l'envoi de légationnaires servent de base à une poésie économique dans une région traditionnellement dominée par les Etats-Unis et la Belgique. L'Association pour l'Afrique du Congo belge et du Zaïre, créée par des Belges et des Français, la Guinée-Bissau aux rencontres franco-africaines confirme cette orientation de l'Elysée.

Dans le cas du Tchad, les rivalités entre pays occidentaux se sont concrétisées par l'octroi à des compagnies nord-américaines d'un permis de prospection pétrolière de 100 000 kilomètres carrés qui a contribué par la suite à précipiter la disgrâce de Tombalbaye. En ce moment, tout ne va pas pour le mieux entre la Sonoco (Etats-Unis) et le Tchad.

Pour l'instant, la Libye semble la plus capable de faire obstacle à l'établissement d'un relatif statu-  
lité politique au Tchad car ses par-  
tisans, MM. Ayl Ahmat et Mahamat  
Abba, sont prisonniers d'une combi-  
naison politique dans laquelle les  
"facteurs" du régime libyen jouent  
un rôle prépondérant. Les possibi-  
lités. Plusieurs possibilités peuvent  
être envisagées. Un nouveau coup  
de force n'est pas exclu, et à cet  
égard on évoquait en novembre les  
"plans" de M. Ayl Ahmat et M. N'Djamena.  
M. Ayl Ahmat a M. N'Djamena, tou-  
tefois, avec la venue d'une force  
neutre dont sont exclus les pays  
frontaliers et le maintien de la pré-  
sence militaire française (23), une  
certaine éventualité pourrait se  
réaliser. T'appuy pourrait plus sûre-  
ment s'appuyer sur un rapprochement

## Un avenir toujours incertain

**E**N effet, tout au long des dernières années la France et la Libye tiennent souvent le même langage, insistant sur la nécessité de développer une coopération internationale. Beaucoup vont dans le même sens pour résoudre la question tchadienne. En réalité, chacune donne un contenu différent à la reconnaissance de la souveraineté et aux conventions militaires. Tandis que le côté libyen que du côté français. La Libye n'a pas vraiment caché sa volonté de s'opposer à la reconnaissance de la partie du Tchad. Elle consacre l'essentiel de ses pétrodollars à s'armer. Elle tend à devenir ainsi un fournisseur français si ce n'est le principal. L'importance de recroiser, fournir par la centaine de milliers de tonnes de pétrole exportés chaque semaine dans les pays du compte de deux milliards de dollars par l'U.R.S.S. lui vend l'essentiel de ce matériel militaire. Depuis 1978, sur tout, les rapports entre les deux pays se sont améliorés, les accords permettant la signature de multiples accords de coopération, y compris en matière nucléaire (21). On communique lors d'astrophysiciens à Tripoli à la fin d'août, richement armant la capitale libyenne.

de la Libye, en partie déterminée par son surarmement et qui s'étend sur la défense et la propagation de l'islam, remet en cause la domination des pays occidentaux dans le monde arabe. L'occidentalisme semble d'un part nécessaire à la préservation de l'équilibre interne d'une société libyenne très marquée par le tribalisme, et d'autre part, éventuellement récupérée, par l'Occident. Notons que celle-ci, qui avait livré un important matériel militaire au régime de Gheddafi en 1977, ne préfère, lui général en chef, que l'influence libyenne devienne prépondérante au sein du Frontlat.

Le problème tchadien a aussi concerné la Libye, grâce à ses contacts avec les pays arabes et les alliances compliquant la stratégie des pays occidentaux, la France en l'occurrence. Tripoli a su s'effiler les intérêts américains, géant pétrolier du monde, pour s'attacher à l'Afrique africain, pour y établir une base à ses fins. Malgré ses relations économiques étroites avec l'Europe et l'Amérique, le Nigeria a souvent défendu une politique d'indépendance, positions critiques, à l'égard du camp occidental, notant des alliances avec les pays de la ligne de front

l'impérialisme français : l'intégration du Frolinat au gouvernement n'a pas empêché la nature des échanges à court et à long termes entre le Frolinat et même une des forces dont l'allégeance à la France prend un tour parole parfois étrange que nous avons vu au sein du général Malinoud. Il s'agit sans nul doute, d'un des aspects les plus graves de l'histoire du Chad depuis ses accords d'indépendance.

Les multiples expéditions militaires de la France en Afrique n'en font pas le simple gendarme du camp occidental. Les interventions, tant au Tchad qu'en Côte d'Ivoire, ont étouffé toute lutte populaire et à empêcher tout glissement des régimes en place ou en gestation vers des formes de démocratie.

La France, dans ce cadre, la France continue à préserver globalement les intérêts du camp occidental. Mais, en même temps, elle réaffirme sa prééminence et son rôle de puissance son ancien empire colonial. Son action en Mauritanie et au Zaïre confirme sa volonté de développer son empire et de continuer à être même de son camp : dans le premier cas, elle récupère le contrôle d'un pays qui lui avait quelque peu échappé ; dans le second cas, elle

Niger. Ces rivalités sont d'autant plus vives dans le Sahel que la monnaie nationale, le franc CFA, est exposée à l'électronucléaire, la bataille pour l'approvisionnement en minerais stratégiques recadrant des projets miniers à l'horizon 2025. Les enjeux du désenclavement du Sahel sont à l'ordre du jour : si la route transsaharienne est pratiquement terminée, un autre programme d'infrastructures orienté « nord-sud » et tourné vers le sud devrait être exécuté avec le Niger, le Mali et la Libye. Les 22 milliards de francs CFA de l'utte armée, le retour à une certaine stabilité au Tchad pourrait permettre de l'associer à ces projets. Cette situation crée des sources de profits pour les grandes sociétés industrielles qui les exécutent. C'est aussi un moyen d'endetter les Etats africains, tout comme les banques internationales : Banque mondiale, Banque européenne d'investissement, Banque arabe pour le développement économique en Afrique), qui pour contrôler ainsi l'orientation de leur politique économique.

Dans cette optique, la solution globale recherchée au Tchad ouvrirait à terme de nouvelles perspectives.

(21) Selon la revue *Marchés tropicaux et méditerranéens*, du 10 octobre 1978, l'U.R.S.S. va édifier en Libye tout un réseau de bases militaires, de centres de recherche et laboratoires, la centrale aurait une puissance de 300 MW, soit la deuxième puissance d'une centrale de type Fessenheim.

(22) Ce programme, états sur vingt-cinq milliards de francs, a été financé par la France en 1975. La revue *Afrique Industrie Infrastructures* (n° 131, 15 janvier 1978) indique que les équipements sont destinés, en particulier, à développer les pays du Sahel en précisant, « pour l'instant, la présence de ce programme à l'étude et de la saturation des moyens actuels d'éducation, en particulier de l'école, par l'adulte, par le travail ».

(23) Le maintien de la présence militaire française ne signifie pas seulement le maintien de la présence militaire, mais fréquemment le retrait. Les accords d'assistance technique militaire impliquent également la présence permanente d'officiers et de sous-officiers français

# L'IMPOSSIBLE MISSION DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Par AGNES THIVENT

en particulier, donne à l'armée française une supériorité sur toutes les autres forces du pays.

— Une solution problématique. —  
Ce type d'intervention est aléatoire, problématique. Et étant donnée la complexité du guépion tchadien, la solution ne pourra être trouvée que dans des situations imprévisibles, être amenée à déclencher des réactions difficilement contrôlables. En faisant les yeux fermés, on peut imaginer des militaires tchadiens en lutte, elle risquerait d'aboutir à des impasses ou à des solutions boiteuses. C'est ce qui arriva, en juin 1978, quand furent rompues les négociations. Et si, à l'heure où nous sommes M. Goukouni. Aujourd'hui, nul ne peut dire si le compromis qui vient de permettre la constitution du nouveau gouvernement est le bon, si c'est le seul pourra gouverner. Ce peut se demander si, à long terme, l'intérêt de la France n'aurait pas été de faire intervenir rapidement régier eux-mêmes leurs problèmes. Mais, si l'armée est arrivée à se rendre indispensable comme élément essentiel d'un fragile équilibre, les retours de flamme ne sont pas exclus, car la France, à un moment donné, se trouvera en face de toutes les parties. A l'avenir, l'union pourrait se faire à ses dépens.

dessus-le-feu (2). Cet incident fut à dessin grossi tant par l'entourage du général Malloum que par certains milieux français influents de N'Djaména. On a même dit que les avions Jaguar et des renforts plus importants. On voyait déjà N'Djaména menacé. Une certaine panique y fut semée pour faire croire que les soldats français étaient en situation de danger. Ceci ainsi que le gros du corps expéditionnaire français arrivait pour « barrer la route au Frontal » : l' « opération Tacaud » commençait.

M. Goukouni voulait-il et pouvait-il s'emparer de la capitale? Il l'ignora. Mais il avait pris position à Moussoro, Mongo et Abéché, et que toute tentative de franchir ce « cordon sanitaire » serait suicidaire. Le mois suivant, l'expérience à Adz, mais il n'obéissait pas aux ordres de M. Goukouni. Celui-ci savait parfaitement que Paris ne pouvait accorder que, dans une zone d'insécurité, une partie de la capitale puisse tomber sous les coups d'un mouvement armé. M. Goukouni voulait, semble-t-il, vraiment négocier, mais en position de force, et il se méfiait des intentions françaises qui étaient loin d'être claires.

Pour sa part, le général Malloum, qui avait été l'ennemi juré de Goukouni, nous en restait néanmoins capable, feu-

<p>table menace pour le Tchad. En tout cas, en septembre 1978, quand M. Goukouni en comprit que l'armée française le laisserait maître chez lui, et qu'il ne pouvait compter sur le Libye pour l'écarter, par la direction du Frontal, il se sépara de tous ses assistants libyens. M. Goukouni a toujours prétendu que son alliance avec eux n'était qu'un jeu tactique et qu'il ne comptait pas leur donner ses armes quelle part, et la France, en apportant depuis douze ans un soutien sans faille au régime qu'il combattait, ne l'obligeait-elle pas à se demander s'il n'y avait pas un piège (voir ?). Par ailleurs, le nationalisme de M. Goukouni a été probablement trop suspecté, et les Toubous sont des Sahariens noirs méfiants à l'égard des Arabes d'Afrique du Nord.</p> <p>Quoi qu'il en soit, plus que le Frontal, c'est le soufisme qui le recrute et qui l'aide. C'est aussi lui qui le décide, en définitive, à envoyer du secours au général Malloum. Mais, telle qu'elle fut engagée, l'opération « Tacaud » risquait d'aboutir à une impasse.</p> <p>Le général Malloum crut que l'armée française, comme en 1989/90, venait pour écraser la rébellion. Lui qui dansait sur le rythme d'un air si pesant, de reconquérir le terrain perdu? Cela lui fut toujours refusé.</p>
---

## Une intervention acrobatique

**L** E caractère de cette intervention étant typique, il est utile d'en dégager les principaux traits.

légers : un peu plus de deux mille cinq cents hommes, infanterie de marine et légion étrangère, avec de l'aviation de transport et de combat (Transall, Jaguar et Breguet-Atlantic), des hélicoptères Puma et des automitrailleuses légères. Mais ces moyens sont suffisants pour assurer la maîtrise de la situation. L'aviation,

## Les ambiguïtés du départ

seront connus les résultats des élections françaises.

Un fait, incapable désormais de résister, le général Malicom entame des négociations avec le régime libyen avec ses adversaires. Les premières unités françaises arrivèrent en secret à Mousoero et à Abéché, avant la signature le 27 mars à Benghazi d'un cesse-le-feu et des accords dits de « Sebha », qui plaçaient le général Malicom en position de faiblesse et de dépendance vis-à-vis du régime libyen par une victoire politique du Frolinat. L'arrivée de la force française d'intervention le traita de ce mauvais pas et, par la suite, le régime libyen, par ses forces, lui permit de bloquer le processus de « capitulation ». Pour sa part, M. Koukouni avait dénoncé les accords de Sebha, mais le régime libyen n'avait accepté de signer les accords qu'en y incluant une clause (article 5) prévoyant que le comité militaire des forces françaises d'intervention cesses-le-feu enquêterait aussi sur la présence des troupes étrangères. Jugeant cette clause inadmissible, la force française d'intervention refusa de la dénoncer. De fait, à son retour à Ndjamena, le colonel Djimé, désigné des accords de Sebha, fut démis de ses fonctions et le rôle joué par le comité militaire nigéro-libyen contesté.

le Froinat, avec le capitaine Gouara Lasso, ministre de l'éducation nationale (c'est lui qui engagea le processus de Sebha), d'autre part, ses ennemis irréductibles du Front de libération du Sahara, Kamougué, ministre des affaires étrangères, qui avait ses entrées à Paris, au ministère de la coopération, et le soutien d'un triste personnage, le fameux commandant Gourvenec, chef des services de renseignements du général Malloù, plus soucieux probablement de sa carrière que des intérêts du Tchad, de l'Algérie, du Sahara, et de ceux qui fournirent des renseignements alarmistes et exagérés pour déclencher l'Élysée à agir.

reuve ni les soldats entretenant pour sa part, une certaine discipline. Les deux accords de Sebba n'étaient-ils pas trop lâches ? En réalité, la France venait se placer entre les deux camps pour fixer une ligne de séparation. Elle avait fait un pas vers la réconciliation. Celle-ci s'engagea nouveau en juillet à Tripoli. Mais l'échec fut total. Le général Mallowen ne se sentait plus en position de faiblesse et M. Goukouni n'était pas un homme capable d'une armée étrangère. Ils ne pouvaient reprendre un vrai dialogue. L'intervention ne pouvait plus être poncuelle. L'armée française était prise dans une situation qui pouvait s'éterniser. M. Goukouni restait maître chez lui et attendait son heure.

C'est alors que le général Mallowen proposa le recours à M. Elissane Habra, à contrecoeur, Paris accepta. L'homme était de l'ancien géolier de Mure. Classique.

cette sorte d'accord-cadre par toutes les parties du Frolinat encore en lutte.

*(Lire la suite page 23.)*

Les deux côtés s'accrochaient alors de violer les accords. M. Goukouni tenta t-il vraiment de reprendre son avance, comme on l'a peut-être trop vite admis en France (1), ou voulait-il simplement renforcer sa position dans le sud-est du Tchad ? Borko Ennedy-Théba (B.E.T.) ? Toujours est-il qu'au nord de Moussoro, à N'djaména (à environ 600 kilomètres de N'Djamena), le 16 avril, l'armée française accrochait des éléments avancés de M. Goukouni. Elle eut des pertes et réussit pas. L'été 1979, M. Goukouni appela son sédition comme Sala all'arabes peut-être bien à M. Goukouni selon la version arabe du texte tenu secret qui fixait la ligne de

L'épouvantail libyen aussi fut brandi : ce fut le thème de l'« *agression extérieure* ». Le soutien libyen à M. Koukouli était important, des « *troupes* » furent envoyées en Libye (3). Mais il est difficile de juger si cette aide constituait une véri-

### Le tandem

Le 16 septembre 1977, M. Hissène Habré avait signé à Khartoum un accord secret avec le général Malloum et ce tenait lieu de traité. Le 17 septembre 1977, M. Hissène Habré avait signé avec le général Malloum un accord secret. C'est en août 1976 qu'il s'était séparé de M. Koukouli en lui reprochant, son alliance avec le colonel Kadafi, et avait alors quitté la République. Il avait alors voulu aller s'installer dans un massif à l'est du pays. Sa situation y fut précaire. De janvier à juin 1977, il fut traqué et pour ainsi dire « *exterminé* ». Mais il résista victorieusement (4). L'accord de reconnaissance mutuelle conclu à Khartoum prévoyait notamment l'intégration future de M. Hissène Habré dans le mouvement des grandes ligues d'un programme politique et la mise en place d'une commission mixte pour élaborer de nouvelles institutions. C'était beaucoup plus qu'un simple ralliement. Le général Malloum dépassait enfin le cadre de « *la paix des braves* » et M. Hissène Habré espérait faire accepter

(1) La France, pour justifier l'envoie, fin avril, de 8 900 et de 20 000 de ces avions avait violé unilatéralement le cessez-le-feu. On savait que le général Malroux avait été nommé à la tête de la 1<sup>re</sup> Armée d'accord avec Sebba. N'aurait-il pas fallu être plus nuancés ? En tout cas, à l'arrivée du général, les troupes françaises, le Frontlib dénonça lui-même ces accords.

(2) Ce texte rendu public ne fit pas de ligne de démarcation et parla au contraire de « libre circulation ».

(3) Un millier d'avions d'après les estimations de 1964. On les trouva en 1967, 1978. On P.C.uyv était installé à Fay.

(4) Voir à ce sujet le témoignage du général Delaunay dans le livre de Georges Fleury, *Le Serpentaire* (pp. 387-401), témoin qui fut lui-même à la tête de la 1<sup>re</sup> Armée Malroux lorsque publiée en 1978 aux éditions Grasset, Paris).



## L'IMPOSSIBLE MISSION DE L'ARMÉE FRANÇAISE

(Suite de la page 21)

Lui qui ne représentait pas grand monde ne deviendrait-il pas alors le fédérateur d'une rébellion nationale ? L'accord fut rendu public le 22 janvier 1979, juste au moment où M. Goukouni préparait son offensive. Dès le 10 avril 1979, le général Malloum proposa à la France d'équiper et de payer les huit cents hommes de M. Hissène Habré qui devaient s'intégrer dans l'armée nationale. Véhicules, armes et munitions arrivèrent par Transal à Abéché. Le général voulait renforcer son armée en donnant la France n'était pas mécontente de voir une relève possible avec des hommes du Nord qui avaient fait leurs preuves dans la guerre du désert. En tout cas, pas un fusil, pas une cartouche n'ont été livrés à M. Hissène Habré sans l'approbation du président Malloum (5). La France ne l'a pas armé contre N'Djamena, comme certains le prétendent aujourd'hui dans le sud du Tchad. Certes, il y avait un pari risqué, mais M. Hissène Habré n'apparaissait-il pas comme un nationaliste, un patriote ami de M. Goukouni, capable de débouloquer la situation ? N'était-il pas le caillou du Soudan qui se mettait de M. Goukouni et de son allié libyen ? A Abéché, très vite, l'armée française sympathisa avec ses partisans. Certains officiers reconnaissaient volontiers la valeur de ces combattants, qui contrastaient avec celle de l'armée régulière.

Après l'échec des négociations avec M. Goukouni, le moment était venu de réunir la commission prévue par les accords de Khartoum. En août, elle se mit au travail, élaborant un texte constitutionnel, la « Charte fondamentale », et installa M. Hissène Habré comme premier ministre, le général Malloum devenant président

13 février - 10 novembre 1979 : le chaos

LORSQUE les combats éclatèrent à N'Djamena, le président Malloum, en contact avec une ambassade qui lui était favorable, espérait que la France transborderait en sa faveur. M. Hissène Habré, qui n'avait que de rares sympathies dans l'armée française, pouvait craindre le pire.

Finalement, le général de brigade Louis Forest, chef des éléments français stationnés au Tchad, regret de l'échec de la consigne de ne pas s'engager (on attendait de voir la tournure que prendraient les événements), mais de tout faire pour obtenir un cessez-le-feu afin d'évacuer les Européens, dispersés aux quatre coins de la ville et ne pouvant pas sortir tant que la bataille faisait rage. Il fit prendre des contacts avec M. Hissène Habré. Celui-ci exigeait l'arrêt

de la République. Ce tandem ne tarda pas à se révéler désastreux.

Entre un président méfiant et conservateur et un premier ministre fougueux et pressé de faire des réformes, les rapports s'envenimèrent très vite, d'autant plus que les attributions de l'un et de l'autre étaient mal définies. Cinq mois d'incompréhension, de divergences et d'intransigence aboutirent au blocage de toutes les institutions. Le général Malloum s'enferma dans une tour d'ivoire. Croquant avoir reçu l'assurance qu'en cas de conflit la France le soutiendrait, il refusa toute concession. M. Hissène Habré rassembla autour de lui la population musulmane de la capitale et les cadres du Nord. L'intégration de ses hommes dans l'armée nationale demeura lettre morte ; progressivement, il en fit venir environ trois cent cinquante après de lui, tout en laissant dire qu'il en avait beaucoup plus. L'épreuve de force devenait inévitable. Bien que le Soudan ait tout fait pour l'empêcher, elle éclata le 13 février à l'occasion d'un mot d'ordre de grève lancé par M. Habré.

Pendant les cinq mois du cabinet Hissène Habré, l'armée française n'était pas restée inactive. Elle avait poursuivi sa mission : exercer la surveillance du territoire (reconnais-sances aériennes, patrouilles dans les zones des maquis qui ne dépendaient pas de M. Goukouni) et essayer de redonner confiance à l'armée nationale en formant de nouvelles recrues. En un mot, elle s'était employée à préparer la relève.

Mais tout va changer avec le nouveau conflit de N'Djamena. L'occasion va lui être donnée de se libérer enfin d'une mission sans issue et de bouleverser le paysage politique tchadien.

des bombardements aériens. C'est ainsi que, le 13 février, vers onze heures, après une journée de combat, le général Forest empêcha le décollage des petits AD-4 de l'armée tchadienne et fit partir en France les pilotes et leurs familles. Naturellement, cette mesure ne lui fut jamais pardonnée au Sud, qui alla même jusqu'à l'accuser d'avoir combattu à N'Djamena aux côtés de M. Hissène Habré.

Que se passa-t-il exactement ? Comme tout le monde, le général français avait pensé, au début, que les troupes régulières devaient l'emporter, tant leur supériorité en nombre et en matériel était grande. Puis, voyant que les partisans de M. Hissène Habré contrôlaient tous les quartiers musulmans de la ville et que les forces du

général Malloum, désorganisées, ne sortaient plus de leurs retranchements, il estima que les bombardements aériens, faisant des dégâts meurtriers et inutiles, devaient cesser. D'autre part, il avait de bonnes raisons de craindre que des représailles ne soient exercées sur la population européenne et les avions « tchadiens », pilotes par des « mercenaires » français aux ordres de la coopération militaire, continuassent à voler.

Au bout de quatre jours, enfin, les combats cessèrent : les avions firent plusieurs centaines de morts (dont quatre Européens) et l'évacuation des ressortissants étrangers pouvait commencer. À l'issue de la bataille, il n'y avait ni vainqueur ni vaincu. Que les mesures prises par le commandant de l'armée française aient été avantagées ou non M. Hissène Habré, de toute façon, pour le Sud, la France avait trahi car elle aurait dû le combattre.

L'état d'esprit de certains officiers français au Tchad n'était un mystère pour personne : pour eux, le général Malloum avait fait la preuve qu'il était incapable de résoudre les problèmes du pays. Engagés une nouvelle fois à la légère dans une situation sans issue, mécontents d'appartenir toujours au service du perdant, en contact direct sur le terrain avec des combattants qu'ils respectaient, il leur semblait que le moment était venu pour la France de réparer une longue injustice et de lui rallier le Tchad musulman. Cet état d'esprit explique, en grande partie, la seconde mesure qui changera complètement les données du problème tchadien : on laissa désormais M. Goukouni et ses hommes entrer à N'Djamena. Il y avait d'autres raisons : une troisième force pouvait arbitrer le différend entre le président et son premier ministre, et le moment n'était-il pas venu d'un règlement global de la guerre civile ? En outre, les garnisons françaises de Moussoro, Al-Mongo et Abéché devenaient vulnérables au cas où les pistes d'envol de N'Djamena seraient détruites. Hypothèse improbable, mais il valait mieux se concilier l'ennemi.

Les premiers éléments de l'armée Goukouni arrivèrent dans la capitale à la fin février. Le 5 mars, les combats reprirent, beaucoup plus violents et meurtriers ; cette fois, M. Goukouni et Habré se retrouvaient « alliés sur le terrain par la force des choses » (6), pouvaient probablement obtenir une victoire totale. Le général Forest put les convaincre de ne pas y prétendre. Encore une fois, il ne fallait ni vaincre ni vaincu.

L'état tchadien achèvera alors de s'effondrer, le chaos fut total. L'ambassadeur de France, M. Louis Dailly, n'avait plus d'interlocuteur

officiel. C'est alors que le général Forest fut contraint d'entamer une extraordinaire période de diplomatie.

Les cadres du Sud et les restes de l'armée nationale se sont réfugiés dans leur région d'origine. Le Nord est contrôlé par un Frontal profondément divisé. Maîtres de N'Djamena, MM. Goukouni et Habré sont loin d'avoir l'assentiment de tous les anciens maquisards. De vieux leaders du Frontal réapparaissent et tiennent à se placer : le Nigeria et la Libye avancent, aussi leurs pions et vont se révéler des médiateurs encombrants. Chaque faction veut contrôler un petit morceau de territoire et garde son arme en bandoulière. Un rien peut remettre le feu aux poudres.

C'est alors que le général Forest lance ses officiers de liaison (deux parlent parfaitement l'arabe) en direction de tous les états-majors : le général français, naviguant à vue au gré des événements, manœuvre habilement. Les objectifs qui guident son action sont en gros les suivants : maintenir le cessez-le-feu, amener toutes les tendances à une table de négociation, soutenir le provisoire, surveiller les appétits des pays voisins, fournir les secours d'urgence et faire marcher les services indis-

pensables ; enfin, rassembler à N'Djamena l'armée française dispersée. N'ayant plus de mission militaire, celle-ci d'ailleurs était prête à se retirer. Mais personne ne souhaitait qu'elle interrompe sa nouvelle mission de « casques bleus ».

On va de réunions en réunions, les conférences se succèdent. Le général Forest est dans les coulisses, il assure la sécurité et donne les moyens à tous de se rencontrer. Plusieurs tentatives pour remettre en place un pouvoir se révèlent éphémères. Au début, il espérait probablement que MM. Goukouni et Habré obtiendraient le ralliement de tout le Nord. Mais il s'aperçut que les choses ne sont pas si simples, car le Tchad est complexe. Coupé du Sud, qui lui voue une haine farouche, il sous-estimera aussi la capacité de celui-ci à résister. À se ressourder et à s'organiser. Il faudra du temps, l'échec d'une campagne dans le Mayo-Kebbi, les pressions des pays voisins et de l'O.U.A. pour qu'une solution globale se dessine. À la fin de juillet, le général Forest sera remplacé. Son successeur sera beaucoup mieux placé pour renouer avec le Sud, quinze jours, en juin, de M. Guy Geary, directeur des affaires africaines au Quai d'Orsay, avait rassuré.

## Un gouvernement de transition

PALABRES et tractations vont aboutir, le 10 novembre 1979, à cesser tous les leaders tchadiens dans un « gouvernement d'union nationale et de transition » présidé par M. Goukouni. Mais l'union est fragile et la crise peut rebondir. La transition doit permettre la mise en place des structures d'un nouvel État tchadien qui reste à définir. Là est tout le problème.

Une certaine forme de fédéralisme va-t-elle finir par s'imposer ? Ou bien l'entité sacro-sainte de l'État-nation, qui a volé en éclats mais qui est le seul type d'organisation politique reconnu actuellement dans l'Afrique francophone, sera-t-elle maintenue à tout prix, faute d'imagination ? En tout cas, un régime fait d'équilibres ethniques et personnels précaires, fondé sur la bonne volonté conjoncturelle de quelques individus, redistribuant simplement l'ancien pouvoir, n'apportera pas de solution durable au « mal tchadien » dont l'analyse reste à faire.

Le premier acte du gouvernement de M. Goukouni aurait dû être une demande d'évacuation des forces françaises. Toutes les parties en étaient convenues lors de la conférence de Lagos, en août dernier (voir ci-dessus). Mais sous la pression de certains pays étrangers, cette demande n'ayant pas été faite, des

unités françaises (réduites) demeurent donc encore à N'Djamena.

Le bilan de cette étonnante campagne militaire en Afrique est difficile à faire. Sa fin heureuse ne doit pas faire oublier ses débuts marqués. Le chaos et l'anarchie, les affrontements sanglants entre les communautés musulmane et non musulmane n'ont pu être évités. L'amerçume, au Nord comme au Sud, est grande, car tous les camps, à un moment ou à un autre, ont accusé l'arbitre de partialité. Certains estimeront que l'intervention française a favorisé un partage équilibré du pouvoir et qu'elle a permis à M. Goukouni de ne pas y arriver dans les fourgons libyens ; d'autres, au contraire, qu'elle n'a pas simplifié les choses et que la France n'aurait pas dû combattre le Frontal. Quel qu'il en soit, une échecuse impression de dissimulation et de mauvaise conscience, de précipitation et d'hésitations, de glâches et d'incohérences se dégage des rebondissements d'une campagne qui laissera des cicatrices profondes dans les relations entre la France et le Tchad.

AGNES THIVENT.

(5) Ceci est reconnu par le général Malloum dans le mémorandum qu'il remit aux participants de la première conférence de Lagos en mars 1979.  
(6) Dépêche A.F.P. du 3 mars 1979.

## DIPLOMATES



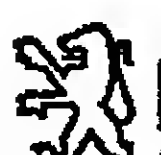
les taxes en moins...  
Peugeot en plus !

Le « plus » PEUGEOT, c'est d'abord la traditionnelle robustesse de voitures faites pour durer, adaptées à tous les climats et aux conditions d'utilisation les plus difficiles. Ces qualités, PEUGEOT les a maintes fois démontrées dans les rallyes...

Le « plus » PEUGEOT, c'est encore le prix... vous pouvez comparer. Confort pour confort, puissance pour puissance, standing pour standing — chaque modèle PEUGEOT devient le meilleur choix.

Le « plus » PEUGEOT, c'est enfin une organisation qui offre un large éventail de livraisons adaptées à vos exigences : à Paris, aux aéroports Charles de Gaulle et Orly, dans de nombreuses villes de France et d'Europe, ou encore en expédition directe dans votre pays de résidence.

Votre concessionnaire ou agent PEUGEOT est à votre entière disposition pour vous proposer la formule la mieux adaptée à votre cas personnel.



PEUGEOT

8.000 points de vente et de service dans le monde.

SODEXA filiale d'automobiles Peugeot (ventes diplomatiques) 26 rue Cambacérès 75008 Paris.

## Le carnet des ambassades

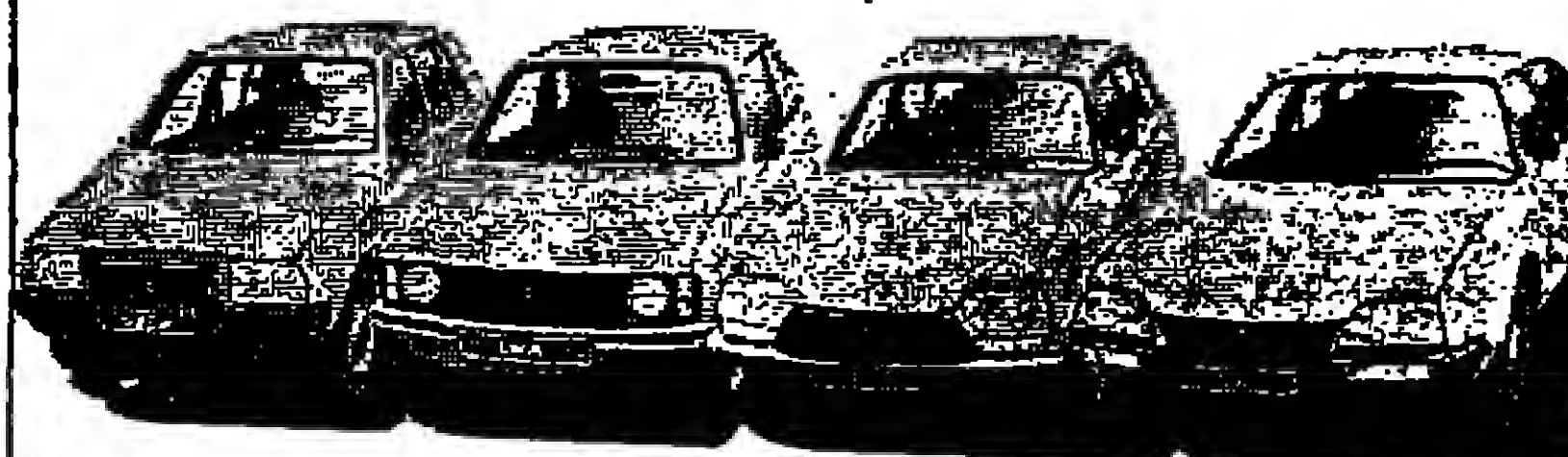
● A l'occasion du quinzième centenaire de l'Hégire et du premier anniversaire de la révolution islamique, M. Amir Alai, ambassadeur de la République islamique d'Iran, a donné une réception le 11 février.

● L'ambassadeur du Koweït et Mme Esma Al-Hamad ont offert une réception le 25 février à l'occasion de la fête nationale.

1<sup>er</sup>-31 MARS

3 MARS	Fête nationale
6 MARS	Fête de l'Indépendance
12 MARS	Fête nationale
17 MARS	Saint Patrick
23 MARS	Fête nationale
25 MARS	Fête de l'Indépendance
26 MARS	Fête nationale

## Citroën : des voitures de bonne relation.



Que ce soit la petite LNA avec son moteur à allumage électronique intégral, ou la prestigieuse CX avec sa suspension hydropneumatique et sa direction assistée à rappel asservi, sans oublier la GS et la nouvelle VISA avec son tableau de bord original, vous bénéficiez avec l'une de ces Citroën d'une technique avancée.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à votre disposition pour vous fournir tout renseignement qu'il vous plaira d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

FILIALE DE S.A. CITROËN  
6-10, rue de la Cavalerie - 75015 Paris - Tél. TT Citro 204.833 F - Tél. 567.55.62

TOTAL

CITROËN

Le Monde réalise chaque semaine

UNE ÉDITION INTERNATIONALE

SÉLECTION HEBDOMADAIRE

5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - 246-72-23















● CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT. — Le groupe de travail intergouvernemental spécial de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) sur les pavillons de complaisance a tenu, du 17 au 22 janvier à Genève, une réunion consacrée à la question d'une éventuelle élimination progressive des flottes de libre immatriculation. N'ayant pu se mettre d'accord, il a décidé d'annuler à son rapport le projet de résolution déposé au nom du groupe des adhérents-dispersés et le projet de conclusions et recommandations présentés par une majorité d'États membres du groupe B.

M. Camarero, secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a réuni à partir du 23 janvier, à Genève, des experts de haut niveau d'une centaine de pays chargés de préparer la contribution de la CNUCED à la nouvelle stratégie internationale du développement pour la troisième décennie des Nations unies pour le développement.

● CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Le Conseil international du blé a publié, le 31 janvier, son rapport sur le marché du blé, qui passe en revue les développements intervenus sur les marchés du blé et des autres céréales depuis la fin du mois de novembre. Le rapport se présente en deux parties : la première traite de l'état du marché et des perspectives concernant la production pour cette année ; la seconde partie est intitulée « Perspectives pour le blé dans les années 80 ».

● CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La première partie de la session ordinaire du Conseil international de l'étain (dans le cadre du cinquième accord international sur l'étain) s'est tenue à Londres du 15 au 18 janvier. Le Conseil a examiné un rapport sur les facteurs relatifs au caractère approprié des prix planchers et plafonds et estimé que la situation devait être étroitement surveillée. Il a adopté un document de travail

concernant le système accord international sur l'étain et a décidé de le transmettre à la CNUCED, afin que celle-ci le fasse étudier entre ses pays membres en vue de la conférence de négociation sur l'étain qui se tiendra à Genève du 14 avril au 16 mai. La session suivante devrait reprendre ses travaux les 25 et 26 février.

● GROUPE ANDIN. — Réuni à Santa-Cruz (Bolivie) du 11 au 15 février, le conseil de l'agriculture et l'élevage du Groupe andin a fait connaître à la Commission de l'agriculture, qui aura lieu à Lima au cours des prochaines semaines. En outre, il a examiné les projets nationaux de commercialisation de la production, les progrès réalisés dans l'application des programmes sanitaires, un programme sous-régional de développement technologique dans le milieu rural, un programme spécial pour le développement de l'agriculture et de l'élevage en Bolivie, etc.

● MARCHÉ COMMUN CENTRAMERICAIN. — Les ministres de la planification des pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) se sont réunis à San-José du Costa-Rica les 17 et 18 janvier. Ils ont lancé un présent appel aux présidents des cinq pays pour que, à l'occasion de leur prochaine réunion, ils prennent des mesures pour relancer la négociation sur la réintégration du Marché commun, dont leur appel à l'adhésion des pays membres de l'énergie (que les difficultés d'approvisionnement et le renchérissement des prix ont rendu urgente) et examinent la possibilité d'une éventuelle adhésion de Panama. La session, consacrée en général à des problèmes d'actualité, a adopté des résolutions à l'égard de la position des pays membres à la prochaine réunion des ministres de la planification de l'Amérique latine, à une demande adressée au PNUD pour qu'il étudie la possibilité d'adapter ses programmes de coopération technique aux projets nationaux des cinq pays membres, à l'adoption d'un code de conduite des transferts technologiques, etc.

et à 63 % grâce à des économies de l'ordre de 250 millions d'unités de compte (près de 5 milliards de francs). Ces économies résultent des propositions de la Commission sur une super-ligne latérale et le réajustement général de la taxe de responsabilité latérale à la charge des producteurs.

En revanche, le secteur des dépenses non obligatoires (secteurs régional, social, industriel, énergie et recherche) a été augmenté conformément au souhait du Parlement européen.

Les dépenses du Fonds régional atteignent 1,2 milliard d'unités de compte, soit près de 7 milliards de francs, et les dépenses du Fonds social 520 millions d'unités de compte, soit plus de 3 milliards de francs.

PROPOSITIONS DE LA COMMISSION POUR LES PRIX AGRICOLES. — La Commission de la C.E.E. a officiellement proposé, le 2 février, aux neuf pays du Marché commun d'augmenter en moyenne de 2,4 % les prix agricoles européens pour la campagne 1980-1981. Par produit, les augmentations proposées varient de 1,5 % pour le lait, la viande bovine et le sucre qui sont des produits excédentaires, à 3,5 % pour les fruits et légumes. Pour le blé, selon les calculs des experts européens, l'ensemble de ces mesures devrait entraîner une majoration de 0,1 % des prix des céréales alimentaires.

Dans le secteur laitier, la Commission propose l'instauration d'une super-ligne de 84 % perçue sur toutes les quantités de lait produites dans la C.E.E. dépassant le volume de 1979. Par ailleurs, pour tous les producteurs, la taxe de responsabilité latérale passe de 0,5 à 1,5 % du prix indicatif du lait. Seront exemptées de la super-ligne : les producteurs de la région de montagne et des régions défavorisées, à concurrence de 60 000 litres de lait par an. Cette exemption couvre 14 % de la production et 15 % des producteurs de lait de la C.E.E.

COUP D'ENVOI DE LA «TELEMATIQUE EUROPEENNE». — Le président de l'Assemblée des communautés européennes a solennellement inauguré, le 23 février à Strasbourg, le septième «Euro-Diane», le projet de télématique européenne.

Mis en place par la Commission des communautés avec la collaboration des neuf administrations nationales des P.T.T., «Euro-Diane» se compose d'un réseau spécialisé de télécommunications (Euro-Diane) et d'un ensemble de centres de données (Euro-Diane). L'ensemble permet notamment de relier Strasbourg aux différents centres de données européennes. Il permet également de faciliter les échanges de documents entre les différents centres européens et d'éviter parfois les déplacements de fonctionnaires européens.

VERS L'ADHESION DE LA TURQUIE ? — La Turquie a annoncé, le 6 février à Bruxelles, qu'elle pourrait probablement à la fin de 1980 sa candidature à l'adhésion au Marché commun. Après la Grèce, le Portugal et l'Espagne, elle serait le quatrième pays du Bassin méditerranéen à entrer dans la Communauté européenne.

Le début du mois de janvier dernier, le nouveau gouvernement turc de M. Demirel a adressé une communication officielle à la C.E.E. pour annuler la demande de l'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne. Les ministres des affaires étrangères des pays producteurs de pétrole ont souligné l'importance de la conclusion d'accords de coopération économique, commerciale et technique entre la C.E.E. et les pays du Bassin méditerranéen.

VERBES POUR L'AFRIQUE. — Les ministres des affaires étrangères des pays producteurs de pétrole ont souligné l'importance de la conclusion d'accords de coopération économique, commerciale et technique entre la C.E.E. et les pays du Bassin méditerranéen.

AIDE A L'AFRIQUE. — La Commission de la C.E.E. a décidé d'accorder une aide d'urgence de 1 million de dollars (10 millions d'unités de compte) aux pays producteurs de pétrole du Bassin méditerranéen. L'aide sera versée sous la forme d'un prêt à court terme d'un montant de 3,5 millions de dollars qui sera, comme les autres aides d'urgence, remboursée par le biais de l'intermédiaire du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

RELATIONS AVEC LE PORTUGAL. — Les secrétaires généraux de la C.E.E. et le Portugal ont eu une réunion à Bruxelles le 23 février. La Commission présentera un document d'ensemble aux neuf États à la fin de la semaine.

RELATIONS AVEC L'ESPAGNE. — La C.E.E. et l'Espagne viennent de parapher l'accord de pêche pour 1980 réglant les droits de pêche des navires espagnols dans les eaux communautaires.

## CECA

### L'aide à la réadaptation et la grève britannique

La grève britannique de l'acier s'est étendue, en février, de la British Steel Corporation, la nationalisée, à de nombreuses autres entreprises sidérurgiques privées et firmes d'activités voisines où l'arrêt de travail s'est élargi par solidarité avec les travailleurs de la B.S.C. La Chambre des lords a, en effet, autorisé cette extension, désavouant la juridiction qui l'avait interdite en janvier.

Malgré une tentative de rapprochement entre la direction et les syndicats de la B.S.C., aucun accord n'avait encore pu intervenir à l'heure où nous écrivons. Le mouvement a, en particulier, empêché une entente sur la date de versement de la prime de productivité désormais acceptée par la direction : les syndicats réclamaient une majoration égale à la hausse des prix (20 %) alors que la direction n'acceptait que 14 %. L'ampleur des suppressions d'emplois décidées par la B.S.C. (cinquante mille, soit environ le tiers de l'effectif total) a provoqué de vives inquiétudes sociales, de soutien, en particulier dans le pays de Galles, qui s'est mobilisé pour défendre les sidérurgistes (et les mineurs de charbon dont l'emploi serait supprimé par ricochet).

La prolongation de ce conflit a des conséquences de plus en plus graves sur le plan européen. Sous trois aspects :

● Le vice-président de la Commission européenne, M. Vredeling, s'est étonné d'avoir appris par la presse les intentions du gouvernement britannique et de la B.S.C., alors qu'en principe la Commission aurait dû être informée en préalable. La rapidité des licenciements prévus en Grande-Bretagne surprend d'autre part M. Vredeling, qui pense que le plan de la B.S.C. aurait pu être davantage étalé dans le temps. Les effectifs de la sidérurgie européenne, a-t-il précisé, ont déjà diminué de 125 000 (15 %) depuis 1974, revenant à 675 000 seulement. Le risque existe d'aller trop loin — ou trop vite — dans la voie de la dépression.

● La Commission préférerait que la Grande-Bretagne utilise à plein les mesures sociales prévues par Bruxelles pour aménager socialement l'importante restructuration de la sidérurgie : retraites anticipées, réduction de la durée du travail, limitation des heures supplémentaires... Selon la Commission, une somme globale de 100 millions d'unités de compte européennes devrait être affectée à cette tâche en quelques années. Soit sensiblement plus qu'il

n'a été dépensé en 1979 pour la réadaptation sociale dans la sidérurgie (53,9 millions d'unités de compte). Dès 1980, 30 millions d'unités de compte supplémentaires pourraient être consacrés à cette question.

● Mais le conseil des ministres des Neuf n'a toujours pas admis de financer cette dépense. En dépit des demandes pressantes de la Commission européenne, il a laissé en blanc la couverture de cette dépense dans le budget de la CEEA (voir nos précédents numéros). De sorte que les invitations faites par Bruxelles à la B.S.C. de ralentir et d'aménager son programme de suppressions d'emplois restent, pour l'instant, sans incidence financière. Ce qui — indépendamment des questions de prestige pour le gouvernement de Londres et la direction de la B.S.C. — n'est pas sans conséquences sur l'issue du conflit.

La nécessité d'ouvrir des fonds importants pour mener dans de bonnes conditions le programme de conversion industrielle de la CEEA a été confirmée par les chiffres qui viennent d'être publiés par Bruxelles à ce propos : en 1979 — en plus des crédits de réadaptation sociale, la CEEA a consacré 200 millions d'unités de compte à son action de reconversion industrielle, soit autant qu'en 1978 et presque deux fois plus qu'en 1977 (120 millions d'unités de compte). En deux ans, 229 millions ont été affectés à la Grande-Bretagne (sur 400), 104 à la France et 64 à l'Allemagne fédérale.

### Malentendu ou désaccord sur les aciéries italiennes ?

Pendant que politiques et experts s'interrogeaient sur la façon d'alléger sans trop de douleur la production britannique d'acier, un incident a éclaté à propos de l'augmentation des capacités de production de la sidérurgie italienne. Après l'avoir repoussé, la Commission européenne semble, en effet, avoir accepté — au moins en principe — le projet d'extension de l'aciérie de Bagnoli, près de Naples.

M. Davignon a, pour sa part, donné le feu vert à l'installation d'un train de laminage à chaud (coût : 500 millions d'ECU, soit 2,9 milliards de francs), à deux conditions : que le dossier italien démontre la rentabilité économique de la réalisation envisagée ; qu'il soit accepté de différer de six à douze mois (soit jusqu'à 1983 ou au début de 1984) l'entrée en production du nouveau train de laminage.

M. Giraud a demandé, au nom de la France, que la Commission en revienne à son refus initial. Les capacités européennes de laminage dépassant déjà du tiers la production effective, et l'aciérie italienne de Taranto ne travaillant qu'à 50 % de sa capacité. Certains observateurs pensent que M. Davignon a voulu garder un œil dans la place, les Italiens étant, de toute façon, décidés à réaliser leur projet, pour maintenir les sept mille emplois actuels dans une région particulièrement touchée par le chômage. D'autres estiment que le commissaire européen a donné son feu vert en échange de l'accord de Rome sur le code de conduite, toujours en souffrance — relatif aux aides des États à la sidérurgie.

L'affaire de Bagnoli risque de créer un précédent si Bruxelles soutient M. Davignon — la F.I.R.A. et la Belgique ayant l'intention, elle aussi, de relever leur production de 1,4 et 1,7 million de tonnes respectivement.

PAS D'AUTO-LIMITATION DES EXPORTATIONS D'ACIER VERS LES ÉTATS-UNIS. — M. Davignon a démenti qu'il soit question que la CEEA limite volontairement ses ventes d'acier aux États-Unis. Les conversations en cours avec les autorités américaines pour éviter toute distorsion dans les relations commerciales entre la Communauté et les États-Unis se portent essentiellement sur le fonctionnement du mécanisme américain des « trigger prices » et sur les modalités nécessaires pour permettre l'indispensable restructuration de l'industrie sidérurgique. M. Davignon considère que les possibilités d'aboutir à un modus vivendi acceptable pour tous demeurent « belles ».

PRET A L'ARBRE. — La Commission européenne a accordé un prêt de 99 millions d'unités de compte européennes à l'ARBED pour le financement d'un laminoir à chaud et de profils moyens à Esch-Belval et l'achèvement des trains de Differdange et Esch-Schiffange.

EXPORTATION D'ACIER DE LA CEEA. — Les exportations d'acier vers les pays tiers ont accusé un accroissement sensible en 1979 pour s'élever à un total de 35 846 millions de tonnes (contre seulement 25 523 en 1977) ont marqué un ralentissement, puis une diminution aux premiers mois de 1980. Les importations se sont heureusement en partie compensées par une diminution en raison des arrangements conclus avec les principaux pays tiers. Le solide exportateur des Neuf reste confortablement en équilibre, mais le bilan est en régression et l'on s'attend, pour 1980, à une réduction nouvelle des exportations à vers les pays tiers qui pourraient se situer à 24 millions de tonnes, en équivalent d'acier brut, contre 33 millions en 1979.

LE GROUPEMENT EUROPÉEN DU MANGANESE a été prolongé par la Commission de Bruxelles pour cinq ans. Le Centre de Saurat dans le Grand-duché de Luxembourg ne sera pas de conséquence sur le plan de la concurrence au niveau de la production. Saurat, qui a acquis la totalité du capital social de l'entreprise, ne produira pas, en effet, de manganèse.

LES NEGOCIATIONS AVEC L'ESPAGNE sur la limitation des importations d'acier sont en bonne voie : la Communauté a proposé de majorer de 3 % les barèmes appliqués à la CEEA, pour la porter à 840 000 tonnes ; Madrid a demandé que le contingent soit de 870 000 tonnes.

AIDE A LA RECHERCHE. — La Commission a approuvé l'octroi de 16,5 millions d'unités de compte européennes en faveur de la recherche charbonnière (10,3 pour la technique minière et 6,2 pour la valorisation des charbons). Ces crédits faciliteront l'exécution de trente-six projets, d'un coût global de 29 millions d'unités de compte.

L'AIDE AU CHARBON A COKE destinée aux aciéries des Neuf s'est élevée à 15 millions d'unités de compte en 1979, dont 496 pour la B.F.A., 65 pour la France et 63 pour la Belgique. Par tonne, cette aide a atteint respectivement 15, 13 et 22 u.c.e.

DISPARITION PROGRESSIVE DES ACIÉRIES THOMAS ET MARTIN. — Dans la CEEA, ces deux types d'acier, qui représentaient encore en 1960, respectivement, 40 % et 50 % des capacités totales de production d'acier, n'en ont plus constitué que 1 % et 6 % en 1979. En 1980, l'acier Thomas aura complètement disparu et l'acier Martin ne représentera plus que 3,5 % du total. Ce sont les aciéries de l'Argentine et l'acier électrique qui s'y substituent progressivement.

LE NOUVEAU RÉGIME VALEUR A CHARGON A COKE. — La Commission européenne a décidé de consacrer 47 millions d'unités de compte d'une aide au charbon à coke destiné à la sidérurgie, à concurrence de 8 millions de tonnes. La contribution de la Communauté se montera à 6 millions d'unités de compte européennes.

Celle des États s'élève à 8 millions (7,75 pour la France, 1,25 pour la Belgique, 1 pour la France, 1 pour l'Italie, 1,5 pour la Luxembourg, et 1,5 pour la Pays-Bas). Enfin, la contribution globale de la sidérurgie se montera à 17 millions d'unités de compte, répartis entre les entreprises sidérurgiques sur la base de leur consommation de coke de haut fourneau.



## Marché commun

### Mesures contre l'U.R.S.S.

La Commission européenne a décidé le 1<sup>er</sup> février de supprimer, dès le lendemain, les subventions à l'exportation (résistances) pour les ventes de beurre destinées à l'U.R.S.S. L'Europe de l'Est et l'Afghanistan. Cette mesure ne s'applique pas toutefois aux petits emballages de beurre allant jusqu'à 500 grammes pour lesquels l'ancienne restriction demeurera valable. Mais, dans le passé, toutes les exportations portaient sur du beurre et au vu de celle de petits emballages étant trop coûteuse.

Toutefois, la Commission pourrait d'ici quelques semaines organiser un système de vente par adjudication de beurre d'intervention communautaire. L'U.R.S.S. et l'Europe de l'Est seraient admises à bénéficier du système.

La France, l'Irlande et le Danemark ont déjà protesté contre les mesures de la Commission européenne visant à limiter les exportations de produits agricoles vers l'U.R.S.S. Actuellement, la C.E.E. a un stock de beurre de 340 000 tonnes. La suspension des ventes aux pays de l'Est rendrait encore plus difficile l'écoulement de la production excédentaire communautaire.

Autre part, les Neuf ont décidé, le 5 février, à Bruxelles, de ne pas céder à la demande de la France de favoriser pour les crédits à l'Union soviétique afin de protester contre l'invasion de l'Afghanistan par ce pays.

Jusqu'à présent la France, la Grande-Bretagne et l'Italie pouvaient appliquer des dérogations au consensus existant dans le cadre de l'O.C.D.E. prévoyant un taux d'intérêt minimal sur les crédits accordés par ces pays à l'U.R.S.S. de 7,75 %. Les Neuf sont convenus de ne plus appliquer ces dérogations. Le consensus de l'O.C.D.E. devrait d'ailleurs être prochainement réexaminé par cette Organisation. Il faut noter toutefois qu'un certain nombre de banques privées occidentales, notamment ouest-allemandes, appliquent elles aussi des taux d'intérêt très bas sur des crédits accordés à l'U.R.S.S.

L'Italie aurait également souhaité supprimer les lignes de crédit à l'U.R.S.S., c'est-à-dire les possibilités de crédit pour ce pays prévues par les accords commerciaux bilatéraux avec des États occidentaux. Mais cette proposition n'a pas été retenue par les Neuf.

## AVIGNON

### VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Affluence au prestige de ses monuments anciens l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans un élan sans relâche, construit son avenir.



IPA ATZINGER

- Le Palais des Papes ; les Ramparts ; le Pont Saint-Bénédict, populaire à travers le monde par ses légendes et la chapelle, ses nombreux édifices civils et religieux ;
- Les trésors de ses musées ; musée Calvet, musée du Petit Palais (collection de primitifs italiens) notamment ;
- Un Centre International de Congrès aménagé dans le Palais des Papes ;
- Son Théâtre ;
- Son Festival (15 juillet-15 août) Théâtre, Chorégraphie, Cinéma, Musique ;
- Des services réguliers de trains « autocouchettes » aller et retour au départ de Paris, Naples (Le Touquet), Boulogne, Liège, Bruxelles, Amsterdam, Düsseldorf, Hambourg, Karlsruhe ;
- Son important Marché d'intérêt national ;
- De magnifiques excursions à travers la Provence ;
- Son folklore (dances et vieilles traditions) ;
- Le Parc des Expositions de Châteaublanc ;
- La Foire et Expositions du Grand Delta ;
- Des satisfactions gastronomiques et des vins de grande cru (Châteaublanc-du-Pape, Côtes du Rhône Gigondas, Tavel, etc.) ;
- Visitez AVIGNON « La Sonnette de Jolie ».

Renseignements : Syndicat d'Initiative, cours Jean-Jaures

## ÉDITIONS A. PÉDONE

IFTENE POP

### VOISINAGE ET BON VOISINAGE EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

Un volume de 364 pages ..... V.P.C. 135 F

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

Téléphone : 354.05.97







## LE MONDE DIPLOMATIQUE

## INTERROGATIONS

La révolution iranienne — et ses derniers avatars — constitue, à l'heure de la plus grande partie de l'opinion publique occidentale : « *déjà de toutes les manières, «*caténaire* » irrationnelles » aux règles de la vie internationale (affaire des otages américains) ; aspects «*rétrogrades* » d'une politique, d'une morale (le port du voile, le «*retour du Moyen Âge* ») ; inaptitude des dirigeants à gouverner (la «*guerre* » des ayatollahs n'est-elle pas l'expression dramatique d'une comédie du pouvoir jouée par des incapables ?).*

Autant que le phénomène révolutionnaire lui-même, les réactions qu'il provoque en Occident méritent une analyse. Pourquoi les manifestations populaires en Iran et le personnage de Khomeiny suscitent-ils autant de courroux, d'indignations vertueuses ou de haut-le-cœur ? Dans le monde des horreurs internationales, la République islamique d'Iran n'occupe pourtant qu'une place relativement modeste. Si la répression a durement frappé au lendemain de l'insurrection, les dignitaires et les tortionnaires de l'ancien régime, si l'armée et surtout les *pasdaran* («*gardiens* » de la révolution) sont intervenus contre les Kurdes, etc., la terreur n'est pas pour autant devenue en Iran un système de gouvernement : plus de cent quarante journaux d'opinion paraissent régulièrement, un projet de charte sans précédent a été élaboré pour garantir le statut des minorités nationales, l'autogestion — et ce n'est pas ici un vain mot — s'est mise en place dans un grand nombre d'entreprises, de quartiers, de villages, et si le pays est aujourd'hui le théâtre de luttes vives, parfois violentes, entre groupes d'idées et d'intérêts différents, c'est précisément parce que la société iranienne s'est brusquement ouverte, libérée qu'elle a été par la révolution de cette peur constante, omnipotente, qui empoisonnait tous les rapports humains sous l'ancien régime.

CERTES, le tableau est loin d'être idyllique ; il est cependant tellement moins sombre que dans l'Argentine du général Videla, les Philippines du président Marcos, la République haïtienne de Duvalier ou, hier, le Cambodge de Pol Pot, le Nicaragua de Somoza et, sans aucun doute, l'Iran du chah. Mais ces dirigeants-là, s'ils furent — ou sont — constamment dénoncés par des organisations telles qu'Amnesty International, retiennent — ou retiennent — peu, du point de vue qui nous intéresse ici, l'attention de l'opinion internationale. Ce sont, pour ainsi dire, des figures corvées, banales, dont chacun a vite typé, selon son idéologie, les inévitables tares ou les vertus fondamentales qui justifient quelques «*avertissements* » ou «*promesses* » d'une politique de développement qui ne va pas — c'est une fatalité — sans heurts ; là, «*agents de l'hégémonie soviétique* » (ou chinois) ou artisans d'un «*progrès* » social sans précédent qui crée inévitablement des mécontents au sein des anciennes classes possédantes.

À l'inverse, la révolution iranienne dérange aussi bien les habitudes mentales et conceptuelles des analystes que l'équilibre des blocs. De plus en plus, les schémas classiques — mieux vaudrait dire dogmatiques — se révèlent impuissants à rendre compte de la complexité et de l'originalité de ce mouvement : il ne s'agit ni d'une manœuvre impérialiste ni d'une victoire des couches prolétaires — courvées et persécutées — organisées en partis d'avant-garde ; c'est bien davantage l'effacement informel, spontané des religieux, de la petite et de la moyenne bourgeoisie et du lumpen-proléariat qui renverse la dictature du chah.

Certains, soucieux de l'orthodoxie de leurs dogmes, se hâtent de découvrir, sous l'apparente complexité du phénomène, un schéma familier : la religion n'est-elle, qu'un alibi, une manifestation mystique, un langage circonstanciel... Que l'islam, chah, par sa symbolique, sa force mobilisatrice, sa capacité organisationnelle, ait été le vecteur d'autres revendications que religieuses, c'est là une évidence. On ne peut pour autant le réduire à un épiphénomène ou à un «*paravent* ».

D'autres qualifient rapidement ce

mouvement — qui n'était ni le résultat d'un complot international ni simplement le résultat d'une crise économique — d'«*irrationnel* ». S'il fallait se placer sur ce terrain, on pourrait d'ailleurs se demander qui détient la palme de l'irrationnalité et des conduites passionnelles : ainsi, est-il «*rationnel* » que la note de popularité du président des États-Unis double parce que des otages américains sont détenus à Téhéran ? Est-il «*rationnel* » que, en France, M. Raymond Barre jouisse de plus de faveur populaire parce qu'il est hospitalisé ? Rappelons aussi à tous ceux qui regardent de haut la ferveur religieuse musulmane comme la trace résiduelle d'une autre époque que le pèlerinage de Lourdes draine quelque trois millions de fidèles par an, soit trois fois plus que celui de Qom en temps normal.

INCASSABLE, rétive aux interprétations schématisées donc, pour beaucoup «*irrationnelle* », la révolution iranienne n'est décidément pas une bonne cause. Pourtant,

respect d'une certaine forme de morale soient ici des expressions identitaires, en réaction contre l'occidentalisation outrée et la corruption de l'ancien régime, ou ne le tolère pas : la révolution doit, selon les canons établis, se doubler de «*modérisme* » !

Irrationnelles sont les manifestations religieuses d'un peuple dont on découvre, avec quelque déconcertement, qu'il pratique les flagellations rituelles et les grandes défilés commémoratifs (lors de l'achoura). S'est-on interrogé, non pas tant sur la nature, mais sur les fonctions sociales et symboliques du chahisme en Iran, qui est, depuis un siècle et demi déjà, dans un contexte historique bien précis — celui de la pénétration puis de la domination étrangère, celui de la dictature — une forme de résistance à l'oppression ? L'imam Hosseini est, dans les traditions chiites, l'archétype du martyr et de l'opprimé, le calife Yazid celui de l'injustice, de la domination violente, du pouvoir usurpé ; la sociabilité urbaine a pour cadre traditionnel l'associationnisme religieux ; les

esbilités mais parée d'auroles, on peut comprendre — sinon justifier — les réactions des étudiants islamiques.

Irrationnel apparaît le comportement de l'imam Khomeiny dont les revirements successifs sont fustigés par la presse internationale, qui leur prête une attention fallacieuse : dénonciation des excès des *pasdaran* puis organisation d'une journée nationale en leur honneur, répression puis attitude plus conciliante à l'égard des minorités ethniques, puis soutien devant l'occupation de l'ambassade des États-Unis, etc. Pourtant, des publications telles que le *Canard enchaîné* nous rappellent que la versatilité fait aussi partie, chez nous, des habitudes politiques. Faut-il s'étonner qu'un gouvernement mal affermi s'ingénie de tentatives autonomistes, quelle que soit par ailleurs sa volonté de donner un statut acceptable à des régions et à des peuples marginalisés et opprimés ? Constant apparaît aussi le souci de l'imam Khomeiny de suivre la volonté populaire : il exprime tout autant le mouvement révolutionnaire qu'il le dirige. Par là, il brise l'opposition traditionnelle en Iran entre le *houlaï* (l'État) et le *melat* (le peuple) ; les décalages dans le temps entre les manifestations populaires et les prises de position de l'imam s'expliquent largement par le souci du leader charismatique d'être avant tout l'expression du *melat*.

## Confrontation des irrationnels

Par CHRISTIAN BROMBERGER \* et JEAN-PIERRE DIGARD \*\*

ni une analyse de l'intérieur ni l'examen des faits ne convainquent que les comportements politiques et, plus généralement, publics dans l'Iran d'aujourd'hui sont moins rationnels que ceux observables ailleurs. Mais ils relèvent, à coup sûr, d'une autre rationalité. Irrationnel, aberrant serait pour certains l'abandon des grands chantiers industriels mis sur pied, à coups de contrats fabuleux, par l'ancien régime ; mais n'est-il pas au contraire «*rationnel* » qu'un peuple cherche — même maladroitement (comment s'en étonner ?) — à recouvrer son autonomie alimentaire en privilégiant le secteur agricole, à défendre son indépendance en rejetant des projets énergétiques (centrales nucléaires) inutilement ambitieux ou des industries de montage qui continueraient de l'asservir aux intérêts étrangers ? N'est-il pas d'ailleurs paradoxal de condamner pour archaïsme un tel programme alors qu'il s'agit, sinon pratique, — dans les hautes sphères internationales, la croissance et les techniques «*douces* » ?

Qu'on jouisse ici d'un statut socio-économique qui leur a assuré, en partie au moins, une certaine autonomie idéologique par rapport aux pouvoirs établis. Dissocier dans ces conditions le politique du symbolique, le sociologique du religieux, c'est, à coup sûr, gommer la spécificité du mouvement révolutionnaire iranien. La religion n'est pas ici une expression de la vie sociale, elle en est un élément constitutif.

IRRATIONNELLE, illégitime serait la prise d'otages américains par quelques étudiants fanatisés, qui remet en cause les conventions internationales, ces garanties du droit des personnes. Mais s'est-on interrogé sur la «*légitimité* » de certaines pratiques coutumières en matière de relations internationales ? Est-il «*légitime* » et «*légal* » que les États-Unis fomentent un complot pour restaurer le régime du chah en 1953 ? Est-il légitime que ce même État organise en Iran une des polices politiques les plus sanguinaires du monde ? Ni le Conseil de sécurité des Nations unies ni la Cour internationale de justice de La Haye n'ont alors siégé pour condamner ces atteintes aux droits des Iraniens (bien au contraire, c'est contre la nationalisation des pétroles d'Iran que, sur plainte britannique, cette dernière instance s'est prononcée en 1951). Plus : le jury Nobel a décerné le prix de la paix à celui qui fut, dans les années 70, le champion de cette politique sournoise — et souvent meurtrière — d'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays : le Dr Kissinger. La princesse Achraf, sœur du chah, a été, quant à elle, présidente de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Et l'on pourrait bien citer d'autres exemples. Face à cette «*légitimité* » hypocrite, lourde de respon-

\* Ethnologue, université de Provence, Aix.  
\*\* Ethnologue, Centre national de la recherche scientifique et Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris.

## Dans ce numéro :

## PAGE 2 :

Échec au «*populisme urbain* » à Cleveland, par Schofield Coryell. — Dans les revues...

## PAGE 3 :

L'exceptionnel héritage de Tito, par Victor Fay.

## PAGE 4 :

Efficacité et limites de l'arme céréalière, suite de l'article de Sélim Turkuhi. — Les échanges économiques Est-Ouest, par Marc Auvray.

## PAGE 5 :

SURENCHÈRES DISCORDANTES AU CAIRE ET À JERUSALEM, par Amnon Kapeliouk.

## PAGES 6 et 7 :

La provocante «*modernisation* » de l'économie égyptienne, par Marie-Christine Aulas.

## PAGE 8 :

Du bon usage de la domination culturelle, par Régis Debray. — Élections législatives et nouveaux gouvernements.

## PAGES 9 à 11 :

DROITS DE L'HOMME ET LUTTE POUR LA SURVIE AU PÉROU : Contre la terre, contre les gens, et contre les vains rêves paysans, par Hugo Blanco ; Invasions de terres sur les hauts plateaux, par Alain Labrousse. — Correspondance : L'affaire Ballarín.

## PAGES 12 et 13 :

VENT DE CONTESTATION SUR LES CARABES ANGLOPHONES, par Édouard Bailly.

## PAGE 14 :

CAMERAS POLITIQUES : La guerre froide et les ombres, par Ignacio Ramonet, Marc Ferro, Noëlle de Chambrun et Jacques Dempsue.

## PAGES 15 à 18 :

ÉCHEC ÉCONOMIQUE, MAIS DÉTERMINATION POLITIQUE : LE VIETNAM EXSANGUE, par Pierre Brocheux et Daniel Hémery. — Sihanouk et l'avenir du Cambodge, par Philippe Devillers.

## PAGE 19 :

L'alerte tunisienne, suite de l'article de Khemati Chamari.

## PAGES 20 à 22 :

TCHAD : Une paix fragile pour un peuple trompé, par Guy Laberdiz ; L'impossible mission de l'armée française, par Agnès Thivaut.

## PAGE 23 :

Les livres du mois.

## PAGES 24 à 27 :

L'activité des organisations internationales.

«*Le Monde diplomatique* » de février 1980 a été tiré à 117 500 exemplaires. En janvier, le n° 310 (avec un article sur «*les inquiétudes de l'Arabie Saoudite et des Émirats* ») a été interdit à la vente en Arabie Saoudite.

Boîte 5 : 37.050 F\*  
Automatique : 38.850 F\*  
1,6 ltr. Traction avant.  
**HONDA ACCORD**  
**JAPAUTO**  
Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél. : 500.14.51  
Service spécial TTX - CO - K - VIP. préférez TOTAL